

N° 1660

N° 239

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2013-2014

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 17 décembre 2013

Enregistré à la Présidence du Sénat le 17 décembre 2013

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE ⁽¹⁾ CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION SUR LE PROJET DE LOI DE **MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE TERRITORIALE ET D'AFFIRMATION DES MÉTROPOLIS,**

PAR M. RENÉ VANDIERENDONCK,
Rapporteur,
Sénateur

PAR M. OLIVIER DUSSOPT,
Rapporteur,
Député

(1) Cette commission est composée de : M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, Président ; M. Jean-Jacques Urvoas, député, Vice-Président ; M. René Vandierendonck, sénateur, M. Olivier Dussopt, député, rapporteurs.

Membres titulaires : MM. Gérard Collomb, Christian Favier, Jean-Jacques Hyst, François-Noël Buffet et Michel Mercier, sénateurs ; MM. Jean-Yves Le Bouillonnet, Carlos Da Silva, Hervé Gaymard, Patrick Devedjian et Mme Dominique Nachury, députés.

Membres suppléants : MM. Pierre-Yves Collombat, Yves Détraigne, Claude Dilain, Jean-Jacques Filleul, Patrice Gélard, Mmes Hélène Lipietz et Catherine Troendlé, sénateurs ; Mme Christine Pirès Beaune, M. Florent Boudié, Mme Estelle Grelier, MM. Alain Chrétien, Patrice Verchère, Michel Piron, Paul Molac, députés.

Voir les numéros :

Assemblée nationale (14^{ème} législ.) : Première lecture : **1120, 1177, 1178, 1205, 1207, 1216** et T.A. **190**
Deuxième lecture : **1407, 1587** et T.A. **259**

Sénat : Première lecture : **495, 580, 581, 593, 598, 601** (2012-2013) et T.A. **163** (2012-2013)
Deuxième lecture : **796, 846, 847, 859, 860** (2012-2013) et T.A. **5** (2013-2014)
Commission mixte paritaire : **240** (2013-2014)

TRAVAUX DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mesdames, Messieurs,

La commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles s'est réunie au Sénat le mardi 17 décembre 2013.

Le bureau a été ainsi constitué :

- M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président ;
- M. Jean-Jacques Urvoas, député, vice-président ;

La commission désigne ensuite :

- M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat ;
- M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale.

La commission mixte paritaire a procédé ensuite à l'examen des dispositions restant en discussion.

*

* *

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. - Je remercie chaleureusement nos amis députés de se perdre dans le triangle des Bermudes, voire dans un trou noir, pour nous rejoindre. Certains parmi nous ont été députés par le passé et ont dit bien pis sur le Sénat... avant de se présenter aux suffrages des grands électeurs. Le bicamérisme est une très grande richesse. Les pays qui n'y sont pas soumis - comme le fut le nôtre pendant quelques années - ne profitent pas du travail sérieux que permet la navette, comme sur ce texte, où les deux lectures dans chaque assemblée ont donné lieu à des débats très profonds, grâce notamment au travail exceptionnel des deux rapporteurs.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Les deux lectures approfondies dans chaque assemblée ont en effet suscité des débats très intéressants. Nous sommes parvenus à une convergence de vues sur la gouvernance de l'action publique, pour laquelle la formulation de l'Assemblée nationale en deuxième lecture peut servir de socle à un accord, ainsi que sur les métropoles de Lyon et de Marseille, même si c'est pour des raisons différentes. Nous sommes parvenus à une convergence plus sinieuse sur la métropole de Paris, avec l'idée d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre unique sur toute la petite couronne. Restent à aborder les questions des métropoles de droit commun : leurs compétences est un sujet déjà tranché de manière équilibrée entre les deux assemblées, mais la composition du conseil métropolitain et les modalités de sa désignation font débat.

Sur deux sujets, nous avons adhéré au résultat des travaux du Sénat, quand bien même nous n'avions pas pensé les aborder auparavant : la gestion des milieux aquatiques et la dépenalisation du stationnement payant, sujets techniques sur lesquels nous avons été convaincus par votre vote unanime. Compte tenu des pas faits par nos deux assemblées, il me semble possible de trouver un accord sur les derniers points restant en discussion.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Je suis intimidé de recevoir les représentants de la commission des Lois de l'Assemblée nationale. Soyez indulgents, c'est en effet ma première commission mixte paritaire. Je salue la coopération sur ce texte et en marge de ce texte entre nos deux commissions. Le Sénat a beaucoup apprécié votre mobilisation sur un thème qui lui est cher, sur lequel il avait organisé des états généraux de la démocratie territoriale, avec l'accompagnement de votre président Jean-Pierre Bel : les normes, qui nous ont beaucoup occupés, mon collègue Alain Richard et moi-même. Nous sommes à quelques jours de déboucher sur le statut de l'élu. Vous avez parlé de la gestion des milieux aquatiques et de la dépenalisation du stationnement ; j'ajouterai le pôle rural de coopération territoriale. Merci pour votre écoute et votre disponibilité.

Représentant les collectivités locales au titre de l'article 24 de la Constitution, le Sénat s'est saisi de ce texte avec le plus grand sérieux. Il a recherché l'adhésion d'une majorité et la continuité avec les travaux de sa délégation pluraliste aux collectivités territoriales, dont on a moqué le rapport « faire confiance à l'intelligence territoriale ». Je n'avais pas prévu que la discussion de ce projet de loi se télescoperait avec celui sur le cumul des mandats. La question du Haut conseil des territoires est apparue cruciale : elle a inquiété et a entretenu des ambiguïtés.

En revanche – et on voit là les avantages à ne pas être soumis à la procédure accélérée – c'est l'Assemblée nationale qui nous a fait progresser sur les conférences territoriales de l'action publique (CTAP), permettant de travailler en commun après avoir épuisé les délices des chefs de file qui, selon la jurisprudence du Conseil constitutionnel, seront des coordinateurs

qui impulsent et qui ne peuvent pas décider ou fixer des priorités. Reste - et ce n'est pas mince - le chef-de-filât du bloc communal, à un moment où la question des plans locaux d'urbanisme le rend sensible. Nous avons voulu être élégants sur la question de Paris : nous avons envoyé une page blanche à l'Assemblée nationale, qui s'en est saisie en proposant un EPCI unique. Lors de notre seconde lecture, nous avons eu à cœur de respecter ce cadre. Sur Marseille, l'Assemblée nationale a respecté le travail du Sénat. Reste le problème maintes fois discuté du schéma de coopération intercommunale en grande couronne.

La métropole lyonnaise fut un sujet consensuel au Sénat comme à l'Assemblée nationale. Concernant les métropoles de droit commun, le travail a avancé sur les deux questions cruciales de leur mode de création et de l'ajustement de leurs compétences, sujet sur lequel le travail de deuxième lecture de l'Assemblée nationale a fait progresser le débat. Nous sommes pénétrés de la volonté de trouver une issue positive à nos débats.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. - Lors de la première lecture, 36 articles ont été adoptés ou supprimés conformes. Lors de la deuxième lecture du Sénat, ils furent 29. Ils furent enfin 16 lors de la deuxième lecture de l'Assemblée nationale. Soit en tout 81 articles adoptés ou supprimés conformes : la navette a bien fonctionné, puisque seuls 36 articles restent encore en discussion.

EXAMEN DES ARTICLES

TITRE I^{ER}

CLARIFICATION DES COMPÉTENCES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET COORDINATION DES ACTEURS

CHAPITRE I^{ER} A

Le Haut Conseil des territoires

Articles 1^{er} AA et 1^{er} AB

Création du Haut Conseil des territoires -

Rapport de la Cour des comptes sur la situation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. - Je propose que la discussion sur l'article 1^{er} AA sur le Haut conseil des territoires ainsi que sur l'article 1^{er} AB qui en découle, soit réservée jusqu'à la fin de cette réunion.

M. Jean-Jacques Hyest, sénateur. – Je ne comprends pas pourquoi. Examinons les articles dans l'ordre du texte ! Je ne savais pas qu'il était possible de réserver ainsi la discussion d'un article.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – C'est possible si la commission mixte paritaire le décide.

M. Jean-Jacques Hyest, sénateur. – Je vois où vous voulez en venir : si nous n'acceptons pas certains points, vous ne voudrez pas supprimer l'article 1^{er} AA. Vous ne nous faites pas confiance. Cela nous obligera à être plus retors.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – L'Assemblée nationale tient beaucoup à cet article.

M. Jean-Jacques Hyest, sénateur. – Et nous, pas du tout !

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Et des groupes du Sénat y sont très opposés. Il peut être utile de ne discuter ce point qu'à la fin de la commission mixte paritaire.

M. Patrick Devedjian, député. – Quelle est votre stratégie ? Il y a visiblement du non-dit dans cette proposition. La transparence est à la mode : soyons transparents !

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Pour avoir eu l'occasion d'en parler hier avec les deux rapporteurs et Jean-Yves Le Bouillonnet, représentant le président Jean-Jacques Urvoas, la suppression de l'article 1^{er} AA serait une concession si importante pour l'Assemblée nationale qu'elle ne pourra être acceptée que dans le cadre d'un équilibre global. Vous avez présidé assez de commission mixte paritaire...

M. Jean-Jacques Hyest, sénateur. – Plus de deux cents !

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Vous êtes un *recordman* ! Vous savez donc qu'il est légitime de procéder ainsi.

M. Patrick Devedjian, député. – Il est bon parfois de faire le Paysan du Danube.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Nous aimons tous cette fable de La Fontaine.

L'examen des articles 1^{er} AA et 1^{er} AB est réservé.

CHAPITRE I^{ER}

Le rétablissement de la clause de compétence générale

.....

*Article 2***Rétablissement de la clause de compétence générale
des départements et des régions**

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Je propose de maintenir le texte de l'Assemblée nationale.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Avis favorable.

M. Gérard Collomb, sénateur. – J'ai fait un effort de convergence en acceptant que cet article ne dispose plus que le schéma régional prend en compte la stratégie de développement économique et d'innovation des métropoles. Mais je veillerai avec une grande attention sur le texte relatif aux régions. Nous aimerions maintenir nos stratégies de développement économiques, qui sont plutôt performantes.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Je crois pouvoir vous dire, après discussion avec l'Association des Régions de France (ARF), que nous pouvons maintenir cet article en l'état. Mais cela ne veut pas dire que les schémas régionaux ne prendront pas en compte les stratégies existantes. Tout le monde comprend que les deux niveaux doivent marcher ensemble. Nous discuterons d'une rédaction symétrique à l'article 20. Le présent compte-rendu fera foi : il est bien entendu que les régions devront exercer leurs compétences en lien étroit avec les métropoles. Dans l'examen de la loi sur les régions, nous serons très attentifs.

M. François-Noël Buffet, sénateur. – Il ne peut pas en être autrement. Mais il est aussi difficile d'imposer un schéma métropolitain à un conseil régional. La rédaction proposée est équilibrée.

La commission mixte paritaire adopte l'article 2 dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

*Article 2 bis***Transformation du volet « aménagement numérique » d'un schéma régional
d'aménagement et de développement du territoire en un schéma directeur
territorial d'aménagement numérique**

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Je propose de maintenir le texte de l'Assemblée nationale.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Avis favorable.

M. Jean-Jacques Hiest, sénateur. – Nous avons pourtant confié l'aménagement numérique aux départements.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – La position initiale de l'Assemblée était de le confier aux régions. Nous avons pris en compte l'implication des départements.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – En deuxième lecture, nous n’avions finalement pas retenu de chef-de-filât des départements pour la compétence d’aménagement numérique. Soixante-dix-sept départements se sont saisis de ce sujet, ce qui n’est pas rien. D’un autre côté, je n’ai pas eu de mal à être convaincu par l’idée que le conseil régional, en articulation avec les autres collectivités territoriales, l’incorpore dans son schéma d’aménagement du territoire.

M. Hervé Gaymard, député. – Il eût fallu désigner il y a longtemps un chef de file, quel qu’il soit, sur ce sujet. Cela n’a pas été le cas : les régions s’en sont parfois saisies et, plus souvent encore, les départements. Soyons pragmatiques et prenons en compte ce qui a été fait par les départements. De toutes manières, quel que soit le chef de file, le financement de ces aménagements associera tous les niveaux, du département à l’Union européenne.

La commission mixte paritaire adopte l’article 2 bis dans la rédaction de l’Assemblée nationale.

CHAPITRE II

Les collectivités territoriales chefs de file et la conférence territoriale de l’action publique

Section 1

Les collectivités territoriales chefs de file

Article 3

Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l’exercice de certaines compétences

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l’Assemblée nationale. – Je propose de maintenir le texte de l’Assemblée nationale, assorti des modifications proposées par René Vandierendonck.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – La rédaction de l’Assemblée nationale a gommé une lecture trop axée sur les sanctions, qui s’apparentait – comme je l’ai dit en séance – à une curatelle sur incapable majeur. Elle a introduit avec les conventions d’exercice concerté un mécanisme d’incitation. J’aurai donc deux demandes principales. D’une part, le seuil de 40 % prévu à l’alinéa 3 devrait passer à 30 %. D’autre part, l’Assemblée nationale, qui avait laissé généreusement le chef-de-filât au bloc communal sur la qualité de l’air en première lecture, puis sur la mobilité durable en seconde lecture, devrait accepter que le Sénat – avec une grande constance validée par le débat sur le projet de loi relatif à l’accès au logement et à un urbanisme rénové (ALUR) – y ajoute l’organisation des services publics de proximité, l’aménagement de l’espace et le développement local.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Je vous propose donc d’adopter le texte de l’Assemblée nationale, modifié comme suit : alinéa 2, ajouter « territoriales » après la deuxième occurrence du mot « collectivités » ; alinéa 3, supprimer « par » ; alinéa 4, remplacer « 40 % » par « 30 % » ; rédiger l’alinéa 10 « Au climat, à la qualité de l’air et à l’énergie ; » ; rédiger ainsi l’alinéa 14 : « À l’intermodalité et à la complémentarité entre les modes de transport ; » ; rédiger ainsi l’alinéa 17 : « L’action sociale, le développement social et la contribution à la résorption de la précarité énergétique ; » ; rédiger ainsi l’alinéa 24 : « À l’organisation des services publics de proximité ; » ; rédiger ainsi l’alinéa 25 : « À l’aménagement de l’espace ; » ; rédiger ainsi l’alinéa 26 : « Au développement local ; ».

Je rends grâce à l’effort conceptuel d’Olivier Dussopt, auteur de l’expression « organisation des services publics de proximité ». Il nous semblait difficile de dire aux maires qu’ils auraient comme compétence « la rationalisation des points d’accès »...

M. Pierre-Yves Collombat, sénateur. – Je ferai une remarque supplétive, puisque tel est mon rôle. La clause interdisant le financement à la fois par la région et le département pénalisera les petites collectivités. Nous devons certes trouver des compromis, mais je ne peux m’empêcher de le déplorer.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l’Assemblée nationale. – Rassurons Pierre-Yves Collombat. Le fait pour l’Assemblée nationale d’accepter d’attribuer le chef-de-filât « aménagement local », dont la rédaction nous semblait trop imprécise, au bloc communal est une grande concession. Par ailleurs, l’article 4 indique que toutes les actions prises en compte dans les conventions concertées d’exercice partagé de la compétence seront exonérées des règles encadrant le financement. Nous favorisons donc l’encadrement mais aussi l’incitation.

M. Jean-Jacques Hyest, sénateur. – Cela ressemble beaucoup à la loi de réforme des collectivités territoriales de 2010, que vous aviez tant critiquée.

M. Michel Mercier, sénateur. – Complètement.

M. Jean-Jacques Urvoas, député, vice-président. – Ce qui change, c’est la CTAP.

La commission mixte paritaire adopte l’article 3 dans la rédaction issue de ses travaux.

Section 2

La conférence territoriale de l'action publique

Article 4

Mise en place des conférences territoriales de l'action publique

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Nous avons inversé la logique en préférant l'incitation à la sanction. Je propose de maintenir le texte de l'Assemblée nationale.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Dieu sait que le Sénat a souhaité la rédaction la plus légère possible. Celle-ci nous convient. Comme élu d'une métropole, je crois qu'un lieu où des compétences partagées puissent être mises en œuvre est important. Mais pour suivre la logique défendue par le président Jean-Pierre Sueur, allégeons encore davantage la rédaction : alinéa 18, supprimons « notamment » et « spécialisées associant les parties prenantes concernées » ; alinéa 26, précisons qu'il s'agit du III de l'article L. 1111-9.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Si l'on me permet une déclaration à titre personnel, j'aurais souhaité que cet article n'existât point. Nous faisons donc une grande concession.

M. Jean-Jacques Hyest, sénateur. – Oui !

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Les élus peuvent se rencontrer ; ils n'ont pas besoin d'instances permanentes pour cela ! Je redoute la polysynodie. Je me rallie à ce compromis, mais je suis bien content que ces assemblées ne votent rien.

Mme Hélène Lipietz, sénatrice. – Mais à quoi servent-elles, dans ce cas ?

M. Jean-Jacques Hyest, sénateur. – Vous auriez dû demander la réserve !

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Je ne l'ai pas fait. Mais ne créons pas une assemblée supplémentaire qui surplombe tout.

M. Patrick Devedjian, député. – Ce serait inconstitutionnel !

M. Christian Favier, sénateur. – La rédaction de l'Assemblée indique que le président du conseil régional préside l'instance. Je préfère la rédaction du Sénat, qui indique simplement que le président est choisi parmi ses membres. Je voterai donc contre.

La commission mixte paritaire adopte l'article 4 dans la rédaction issue de ses travaux.

Section 3

(Division et intitulé supprimés)

Section 3 bis

(Division et intitulé supprimés)

Section 4

(Division et intitulé supprimés)

CHAPITRE II *BIS***Les schémas régionaux de l'intermodalité***Article 8 bis***Mise en place d'un schéma régional de l'intermodalité**

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Je propose de maintenir le texte de l'Assemblée nationale.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Avis favorable.

La commission mixte paritaire adopte l'article 8 bis dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

CHAPITRE II *TER***La rationalisation de l'action publique territoriale***Article 9 bis A***Rapport sur les possibilités de rationalisation et de regroupement des schémas régionaux et départementaux**

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Certains, y compris à l'Assemblée nationale, avaient émis des doutes sur la pertinence d'une nouvelle demande de rapport. Il serait pourtant souhaitable de voir baisser le nombre de schémas, opposables ou non. La complexité du sujet, la multiplicité de leurs auteurs et de leurs procédures nécessitent l'action de l'administration centrale.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Nous avons une identité de vue avec nos collègues députés sur la prolifération de ces schémas. Jean-Jacques Urvoas est vigilant. Comme lui, nous n'aimons pas trop que la loi demande la production de rapport. Avec

cette exception, nous attendons cependant des résultats tangibles dès le rendu du rapport pour les mettre en œuvre dès que possible

La commission mixte paritaire adopte l'article 9 bis A dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

Article 9 bis B

Suppression de la condition de référendum pour les fusions volontaires de collectivités territoriales

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Nous avons maintenu l'obligation de procéder à un référendum local pour les fusions de collectivités territoriales de niveau différent – comme en Alsace – et pour le rattachement d'un département à une autre région. Nous l'avons abandonnée uniquement pour les fusions de régions. Cette solution n'a pas été étendue aux départements, car des fusions de départements appartenant à des régions différentes feraient apparaître des régions « délaissées ». Après discussion avec René Vandierendonck, notre version commune soumet cependant ces projets de fusion entre régions à un vote aux trois cinquièmes des deux conseils régionaux.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Parallèlement à l'élaboration de ce texte, j'ai eu la chance de participer à la mission sénatoriale de MM. Raffarin et Krattinger sur l'avenir de la décentralisation dont les conclusions ont été adoptées à l'unanimité des sénateurs membres et qui propose la création de grandes régions. J'ai pensé à ce rapport en lisant les propositions de l'Assemblée nationale. La majorité des trois cinquièmes avait le mérite, sans être bloquante, de vérifier que la fusion n'était pas purement circonstancielle.

M. Hervé Gaymard, député. – À l'Assemblée nationale, notre groupe a voté contre cet article et y reste hostile. Concernant le périmètre des collectivités territoriales, le référendum ne fait pas partie de nos traditions juridiques. Ce dispositif avait été proposé par M. Charasse quelques semaines avant qu'il ne soit nommé au Conseil constitutionnel alors que le Sénat débattait de la loi de réforme des collectivités territoriales de 2010 que M. Mercier connaît bien.

Ici, il y a vraiment trois poids, trois mesures : premier poids, première mesure pour les métropoles de droit commun, qui seront créées par décret sans aucune concertation préalable.

Deuxième poids, deuxième mesure : les régions ont le droit de se regrouper par simple délibération de leurs assemblées, soit à la majorité simple, soit à la majorité des trois cinquièmes, comme le proposent les rapporteurs, sans passer par un référendum.

Troisième poids, troisième mesure : toutes les autres collectivités territoriales devront, pour fusionner, passer obligatoirement par le référendum.

Ce texte est incohérent et il sera certainement censuré par le Conseil constitutionnel.

M. Christian Favier, sénateur. – Au-delà de cette question constitutionnelle se pose un problème démocratique : les fusions ne peuvent être considérées comme anodines dans ce climat de crise politique et de méfiance qu'ont nos concitoyens à l'égard de nos institutions. Il n'est pas de bonne méthode de vouloir procéder à des fusions sans avoir préalablement consulté la population. Les assemblées doivent délibérer mais aussi s'appuyer sur une consultation populaire, quelles que soient les collectivités territoriales concernées.

M. Patrick Devedjian, député. – Comme l'a dit M. Gaymard, il y a un évident problème constitutionnel, du fait de l'inégalité de traitement entre les collectivités territoriales. Quel est le fondement de cette distinction ? Comment justifier que la fusion entre deux régions ne résulte que de délibérations de deux assemblées alors que celle entre deux départements nécessite un référendum ?

M. Michel Mercier, sénateur. – La loi du 16 décembre 2010 permet aux communes de se regrouper après l'accord des conseils municipaux, sans obligation de référendum. Il va falloir unifier le régime des fusions de collectivités.

M. Paul Molac, député. – Lorsque les régions ont été créées, personne n'a eu son mot à dire sur le découpage. La Loire-Atlantique a été coupée de la Bretagne sans que les Bretons n'aient pu se prononcer et j'aimerais que l'on en revienne à la situation antérieure, sans référendum.

M. Jean-Jacques Hyest, sénateur. – Tout le monde a en tête la fusion avortée de la région et des deux départements alsaciens.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Le cas de figure évoqué par M. Hyest n'est pas traité dans ce texte puisqu'il ne s'agit ici que des fusions de régions. Le Premier ministre a annoncé que le Parlement serait saisi en avril prochain d'un texte sur les régions, ce qui nous donnera l'occasion de revenir sur la question. Je vous propose de maintenir le I et de supprimer le II du présent article. Ainsi, le référendum ne serait plus visé dans ce texte.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – J'accepte cette rectification.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Il est donc tenu compte du problème qui a été évoqué par différents intervenants. Nous reviendrons sur cette question lors de l'examen du projet de loi sur les régions.

M. Patrick Devedjian, député. – Comment cette nouvelle rédaction va-t-elle se traduire concrètement ?

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Les régions ne pourront plus fusionner par simple délibération de leurs assemblées, que la majorité soit qualifiée ou non.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Pour fusionner, les régions comme les départements devront organiser une consultation référendaire.

M. Patrick Devedjian, député. – Il est curieux que nos rapporteurs préfèrent cette solution conservatrice plutôt que de supprimer l'obligation de référendum pour les deux niveaux de collectivités.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Ils ont raison de proposer cette solution, car sinon ce serait un recul par rapport à la législation actuelle.

M. Patrick Devedjian, député. – Tout ceci ne règle pas le problème de l'Alsace !

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – La rédaction commune de nos deux rapporteurs ne traitait pas de l'Alsace puisque cet article ne concerne que de la fusion entre régions.

Mme Dominique Nachury, députée. – Tout à l'heure, les métropoles ont aussi été évoquées.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – La rédaction de cet amendement ne les concernait pas.

M. Hervé Gaymard, député. – Pourquoi ne pas en profiter pour étendre les référendums aux métropoles ?

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Vous aurez le droit d'amender les textes futurs qui traiteront des régions et des départements et vous pouvez même déposer une proposition de loi.

M. Michel Mercier, sénateur. – Pourquoi ne pas en revenir à la proposition du Sénat ? L'article n'ajoute rien : il ne fait que répéter ce qui existe déjà. A-t-on besoin d'une loi qui bégaye ? Pourquoi ne pas supprimer l'article ?

M. François-Noël Buffet, sénateur. – Lors d'une fusion de communes, il n'y a pas lieu à référendum si les conseils municipaux ont été unanimes pour voter la fusion.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – C'est exact.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – M. Mercier propose de tout supprimer.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Grâce au I de cet article, 10 % des élus pourront demander

l'inscription à l'ordre du jour de leur assemblée délibérante du projet de fusion, contre 25 % actuellement.

M. Michel Mercier, sénateur. – Je suis convaincu, même si ce n'est pas le grand soir !

La proposition de rédaction n° 1, modifiée, est adoptée.

L'article 9 bis B est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

CHAPITRE III

Renforcement de l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements

.....

TITRE II

L’AFFIRMATION DES MÉTROPOLIS

CHAPITRE I^{ER}

Les dispositions spécifiques à l'Île-de-France

Section 1

Achèvement de la carte intercommunale

Article 10

Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Au Sénat, nous avons eu de très longs débats sur la carte de l'intercommunalité en grande couronne. Nous avons décidé de fixer le seuil à 200 000 habitants, tout en permettant des dérogations.

Ma proposition de rédaction n° 2 a un double objet : limiter le relèvement à 200 000 habitants du seuil de constitution des EPCI aux établissements comportant au moins 30 000 habitants ou une commune d'au moins 10 000 habitants situés dans l'unité urbaine de Paris, et fixer l'entrée en vigueur de ce dispositif à la révision des schémas départementaux de la coopération intercommunale, prévue en 2015.

Plusieurs de nos collègues ont fait état du processus en cours d'achèvement de la carte de l'intercommunalité et des difficultés qu'il y aurait à l'interrompre pour ensuite reprendre une cartographie à caractère

régional. Nous poursuivons donc l'objectif de l'Assemblée nationale, mais nous souhaitons que le pragmatisme l'emporte : il faudrait que le schéma régional soit plutôt interdépartemental puisque limité à la grande couronne. Quand une dynamique intercommunale est en cours, il ne faut pas l'interrompre.

M. Jean-Jacques Hyst, sénateur. – Les articles 10 et 11 ne peuvent être examinés séparément. Un schéma régional de coopération intercommunale est difficilement envisageable dans la grande couronne, dans la mesure où nous étions soumis à la loi de 2010 qui a prévu le schéma départemental de coopération intercommunale. Dans le département de Seine-et-Marne, les intercommunalités ont regroupé l'intégralité des communes. Or, on nous annonce qu'il va falloir recommencer à partir de 2015 ! C'est hors de question. Ou alors, c'est que vous voulez créer des départements croupion dans la grande couronne de Paris : allez au bout de votre logique et supprimez la région ! Je ne puis accepter des schémas régionaux qui soient élaborés par des préfets de région ou des préfets interdépartementaux. Je rappelle que le Sénat avait supprimé l'article 11.

M. Patrick Devedjian, député. – Qu'est-ce que l'unité urbaine de Paris ? Quelle est la valeur juridique de ce concept ? Dans quelles conditions le périmètre de l'unité urbaine de Paris est-il modifié et selon quelles procédures démocratiques ?

M. Jean-Yves Le Bouillonec, député. – La loi peut faire référence aux critères de l'INSEE.

M. Jean-Jacques Hyst, sénateur. – Les choses évoluent en fonction de l'urbanisation.

M. Jean-Yves Le Bouillonec, député. – Nous nous sommes rapprochés de la rédaction du Sénat, mais la proposition de rédaction n° 2 pose des problèmes ainsi que la nouvelle proposition de rédaction n° 3 de l'article 11.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Cela pose effectivement un problème, car hier nous nous sommes réunis avec le rapporteur de l'Assemblée nationale pour aboutir à une rédaction commune. Je souhaite que nous en restions à ce qui a été décidé, pour éviter toute confusion.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Ma proposition de rédaction n° 3 tire les conséquences de la rédaction à laquelle nous avons abouti hier.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Il est difficile de soumettre une proposition de rédaction d'une telle longueur sans l'avoir préalablement étudié. Ou alors, il faut suspendre nos travaux le temps que nous puissions tous l'examiner attentivement.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Il s'agit d'une réécriture cohérente du texte de l'Assemblée nationale, mais c'est bien volontiers que je la retire.

La proposition de rédaction n° 3 sur l'article 11 est retirée.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Je vous en remercie. Nous n'avons pas arrêté, hier, de position commune sur l'article 10. Reste donc la proposition de rédaction n° 2 à l'article 10 qui pose des difficultés techniques, même si nous en comprenons l'objectif.

M. Jean-Yves Le Bouillonec, député. – Nous voulions que l'intercommunalité devienne réalité dans la région Île-de-France. Après en avoir débattu longuement, nous avons estimé qu'un seuil de 200 000 habitants hors métropole correspondait bien à la deuxième couronne. Nous avons également compris que nous devons tenir compte de l'achèvement du processus intercommunal avec la règle des 200 000 habitants, sans pour autant réduire par principe le seuil quand l'EPCI existant ne comprend pas de commune de plus de 30 000 habitants. Nous ne voulions pas multiplier les options, pour préserver la cohérence d'ensemble du dispositif. Nous avons donc fixé la règle des 200 000 habitants, tout en laissant aux préfets la possibilité de prendre en compte les particularités de la géographie physique, le nombre de communes membres, la densité de la population, la superficie des EPCI. Nous avons prévu suffisamment de critères pour que les préfets puissent prendre en compte les particularités locales.

En fait, nous critiquons les EPCI de convenance dans lesquelles la réalité intercommunale se réduit à deux communes.

Même s'il existe un problème d'adaptation des dates, nous ne souhaitons pas modifier le texte.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Nous voulons parvenir à un accord, mais je constate l'opposition de MM. Hiest et Le Bouillonec. Notre rapporteur est-il prêt à retirer sa proposition de rédaction n° 2 ?

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Une condition : pour respecter les dynamiques intercommunales en cours, il est nécessaire d'adapter le calendrier.

M. Jean-Yves Le Bouillonec, député. – L'article 10 s'appliquera, dans les faits, à compter du 1^{er} janvier 2015. Les procédures actuelles aboutiraient avec un certain décalage. Essayons donc que l'arbitrage des préfets coïncident avec les travaux qui ont été faits, mais il est difficile d'inclure cette idée pertinente dans cet article.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Cette réponse vous satisfait-elle ?

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – La rédaction du Sénat avait le mérite de la clarté, en fixant l'échéance à 2015.

M. Jean-Yves Le Bouillonnet, député. – Nous sommes sur la même année.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Il faut en effet de la continuité et non pas de la contradiction.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – 2015 sera l'année de référence et cela figurera sur le compte rendu.

M. Michel Mercier, sénateur. – Je vous félicite, monsieur le président, de vouloir parvenir à un accord, mais quitte à avaler des couleuvres, je préfère le faire en toute connaissance de cause.

Je ne puis qu'être favorable aux pouvoirs particuliers donnés aux préfets par la loi de 2010, mais il aurait été plus simple de le dire ici.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Il existe d'éminents préfets et certains sont même devenus sénateurs ! Ils ne sont pas les ennemis de la décentralisation.

M. Jean-Jacques Hyst, sénateur. – Je pourrais citer des contre-exemples...

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Nous le ferons un autre jour. Je remercie notre rapporteur de retirer sa proposition de rédaction à l'article 10 qui en restera à la version de l'Assemblée nationale.

M. Jean-Jacques Hyst, sénateur. – Dans mon département, dont les frontières n'ont pas changé depuis 1789, l'achèvement des EPCI n'a pas été chose aisée et la mise en œuvre devait se faire au 1^{er} janvier 2014. Or, s'il est envisageable de faire évoluer les structures intercommunales de l'unité urbaine de Paris, je ne peux être d'accord avec le schéma régional qui entrera en vigueur dès le 1^{er} janvier 2015 et qui n'aura même pas été élaboré par les préfets de département.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Voterez-vous l'article 10 ?

M. Jean-Jacques Hyst, sénateur. – Oui, si l'article 11 est supprimé.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Le nouveau schéma de coopération intercommunale sera élaboré dans le cadre de commissions départementales : c'est donc bien le préfet de département qui animera ce travail.

En outre, nous voulons nous inscrire dans une vision polycentriste : nous souhaitons que les intercommunalités de l'Île-de-France et de la grande couronne soient suffisamment puissantes pour qu'elles puissent coopérer avec la métropole du Grand Paris, qui sera de très grande taille.

M. Jean-Jacques Hiest, sénateur. – Je comprends, mais c'est trop technocratique.

L'article 10 est adopté dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

Article 11

Schéma régional de coopération intercommunale de la grande couronne francilienne

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – L'article 11 pourrait être adopté dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Nul besoin de rallonger le débat.

M. Jean-Jacques Hiest, sénateur. – Je suis toujours contre.

La commission mixte paritaire adopte l'article 11 dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

Section 2

La métropole du Grand Paris

Article 12

Création de la métropole du Grand Paris

M. Michel Mercier, sénateur. – Ma proposition de rédaction à l'article 12 se comprend sans qu'il soit besoin de m'expliquer plus avant.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Nous savons quelle commune a délibéré avant 2011 et pourrait être concernée : cette question a été abordée à l'Assemblée nationale, mais elle n'a pas été adoptée.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Cette proposition a également été rejetée par le Sénat.

La proposition de rédaction de M. Michel Mercier n'est pas adoptée.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – La proposition de rédaction n° 4 prend en compte des difficultés techniques soulevées par des administrations centrales, notamment le ministère du logement, pour que la métropole puisse élaborer un schéma de de cohérence territoriale (SCoT).

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Il s'agit d'une rectification de forme.

La proposition de rédaction n° 4 est adoptée.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – La proposition de rédaction commune avec le rapporteur pour

le Sénat remplace « le plan prend en compte le plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement » par « le plan est compatible avec le schéma directeur de la région Île-de-France et le plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement. Il prend en compte le schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Île-de-France ».

La proposition de rédaction est adoptée.

M. Claude Dilain, sénateur. – Ma proposition de rédaction à l'article 12 tente de régler un problème sur la métropole du Grand Paris qui est passé inaperçu mais qui mobilise certains maires. Il existe des EPCI sur la petite couronne qui ne deviendront pas à eux seuls des conseils de territoire. Dans ces EPCI, il y a déjà eu une mutualisation des compétences. La loi, telle qu'elle est rédigée actuellement, fait qu'il est possible que ces compétences remontent à la métropole mais le conseil de métropole pourrait redistribuer ces compétences aux communes. Ainsi, deux communes qui auraient décidé de mutualiser la restauration collective verraient cette compétence monter à la métropole. Si le conseil de territoire n'accepte pas d'exercer cette compétence, le conseil métropolitain redistribuera cette compétence à chacune des deux communes. Je propose que le conseil de territoire accepte d'étendre à l'ensemble des communes du conseil de territoire cette mutualisation faite sur deux communes. C'est ce que l'on appelle les « compétences orphelines ». Un syndicat à vocation unique (Sivu), pourquoi pas, sauf qu'il n'a pas de fiscalité propre et qu'il est abondé par les dotations de ces communes : si ces collectivités sont pauvres, ces syndicats connaîtront des heures difficiles.

M. Patrick Devedjian, député. – Il n'y a pas eu d'études d'impact à ce sujet !

M. Jean-Yves Le Bouillonnet, député. – L'observation de M. Dilain porte sur les compétences que l'on a appelées, de façon inappropriée, « orphelines ». Il y a cinq compétences qui vont monter de plein droit à la métropole parce que les moyens financiers montent également et qu'il faut les faire redescendre.

Ce texte prévoit que, pendant les deux années qui suivront la création de la métropole et jusqu'au moment où la compétence sera réattribuée aux communes, ce seront les conseils de territoires qui exerceront ces compétences. Nous sommes bien dans les cas où les conseils de territoire vont exercer de plein droit ces compétences, sachant que ces conseils sont issus des communes. En outre, la mission de préfiguration est bien consciente de ces questions.

Cette proposition de rédaction est certes pertinente mais la loi y répond par le maintien de l'exercice de ces compétences par les conseils de territoire, qui aura été précédé du travail de la mission de configuration. Vous avez donc satisfaction.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – M. Dilain craint que ces dispositifs aboutissent à appauvrir encore un peu plus les communes déjà pauvres.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Nous retrouvons, avec cette proposition de rédaction, des amendements qui ont été défendus par des députés de la petite couronne qui craignaient que le retour au bloc local de certaines compétences soit l'occasion pour certaines communes qui pourraient les exercer seules de fuir les solidarités territoriales. Pour répondre à ces craintes, nous avons prévu la création de syndicats, d'ententes et de groupements. Nous avons aussi confié des tâches spécifiques à la mission de préfiguration, partant du principe qu'il était difficile d'imposer aux communes qui voyaient revenir ces compétences « orphelines » de créer un syndicat sans fiscalité propre pour les exercer.

Pendant au moins deux ans, les conseils de territoire exerceront les compétences non métropolitaines en attendant leur affectation. Votre rédaction mettrait à mal notre dispositif.

M. Claude Dilain, sénateur. – Je fais confiance à la mission de préfiguration mais elle sera bien obligée de rester dans le cadre de la loi. Or, l'alinéa 101 dit « à l'expiration du délai de deux ans et dans un délai de trois mois pour les compétences qui n'ont pas fait l'objet d'une délibération en application du deuxième alinéa du présent I, le conseil de la métropole du Grand Paris se prononce à la majorité des deux tiers pour conserver ces compétences. À défaut, les compétences sont restituées aux communes ». C'est clair !

M. Jean-Yves Le Bouillonnet, député. – La diversité des compétences actuellement exercées par les EPCI pose un problème. La quasi-totalité des compétences assumées par la métropole le seront en réalité par les conseils de territoire qui en auront reçu délégation. Seule la politique de la ville sera de plein droit exercée par le conseil de territoire. Cela signifie que la métropole – constituée, je le rappelle, de représentants des communes – aura un rôle de gouvernance, de cohérence, parfois d'accompagnement et mettra en œuvre l'exercice par le territoire des compétences déléguées par la métropole et de celles que les communes lui donneront.

Le Gouvernement a introduit, ce qui n'avait pas été le cas en première lecture, la structuration des conditions dans lesquelles sera financé ce processus ; il a pris soin de rappeler que le financement n'irait pas aux conseils de territoires, mais aux communes, ce qui me paraît être une garantie. C'est dans la mission de préfiguration que se trouve une partie des solutions que vont mettre en œuvre les élus, puisque la métropole, c'est l'expression des communes.

M. Claude Dilain, sénateur. – Je maintiens ma proposition de rédaction.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Les députés sont-ils tous en désaccord avec elle ?

M. Jean-Yves Le Bouillonnet, député. – Nous souhaitons maintenir l'équilibre complexe que nous avons atteint. La pire des choses serait de le modifier de façon simpliste au prétexte de le simplifier. L'instrument nouveau de la mission de préfiguration amènera les acteurs, réunis autour d'une table, à construire ce qu'ils mettront en œuvre : l'État ne sera présent qu'à travers une personne, celle du préfet. Nous sommes allés aussi loin que possible dans une structuration raisonnable.

M. Patrick Devedjian, député. – Je suis très heureux que M. Le Bouillonnet nous explique qu'il s'agit d'un projet extrêmement complexe... Raison de plus pour ne pas le traiter par une simple proposition de rédaction et sans étude d'impact !

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Vous l'avez déjà dit, monsieur Devedjian... Nous reconnaissons votre ténacité !

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – M. Dilain a parfaitement posé le problème, mais sa solution est à rechercher dans le fonctionnement et les critères de la dotation territoriale métropolitaine. Ne voyant pas ce que le texte proposé par M. Dilain apporte, j'en suggère le retrait.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Nous comprenons bien la motivation de cette proposition. Tout le monde prend en compte le risque de laisser aux communes pauvres les compétences dont personne ne veut, en les invitant à s'unir pour les exercer ! Je suggère de faire en sorte qu'elle soit prise en compte ultérieurement.

M. Claude Dilain, sénateur. – Je suis prêt à la retirer... tout en espérant que M. Le Bouillonnet ne s'est pas trompé : rendez-vous à la fin de la mission de préfiguration ! Je me range à l'avis de M. Vandierendonck.

M. Patrick Devedjian, député. – Vous avez évité avec habileté, monsieur le Président, un échec au Gouvernement et à la majorité !

M. Claude Dilain, sénateur. – J'ai suivi l'avis de mon rapporteur.

La proposition de rédaction de M. Dilain est retirée.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – La proposition de rédaction commune n° 4 précise le mode d'élection des conseillers métropolitains et clarifie la rédaction.

M. Patrick Devedjian, député. – Mme Lebranchu avait d'abord présenté à la commission des Lois de l'Assemblée nationale un tout autre dispositif, qui donnait à Paris 25 % des sièges de conseillers métropolitains. Le choix que le Gouvernement a finalement opéré démontre qu'il pense gagner les prochaines élections à Paris !

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Le Gouvernement n'est pas présent dans cette salle et vous n'êtes pas encore son porte-parole ! Ce sont ici les parlementaires qui font le texte.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Paris compte pour 33 % de la population de la métropole et aura 27 % des élus. Par l'adoption par le Sénat d'un amendement de M. Gaudin, la représentation de la commune de Marseille au sein du conseil de la métropole a été rééquilibrée pour tenir compte de sa population. Ces chiffres ont été respectivement portés à 46 % et à 44 %. Il n'y a pas plus de disproportion ou d'inégalité de traitement dans un cas que dans l'autre.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – je vous propose de nous prononcer par un seul vote sur l'article 12 et les propositions de rédaction retenues.

M. Christian Favier, sénateur. – J'ai déjà exprimé mon désaccord sur certains points comme le PLU intercommunal. Paris, qui souhaitait tant cette métropole aurait pu accepter que la banlieue soit un peu mieux représentée. Pour toutes les raisons que j'ai dites je ne suis pas pour cet article.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Le texte me convient. Plusieurs de mes collègues souhaitent toutefois que la mission de préfiguration compte deux députés et deux sénateurs.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Combien de personnes y participent-elles actuellement ?

M. Jean-Yves Le Bouillonnet, député. – Outre les 126 communes, il y a les présidents de tous les conseils généraux, ceux des dix-neuf EPCI, et le président de la région. Dont beaucoup de sénateurs-maires et députés-maires...

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Y aurait-il une difficulté majeure à ce qu'il y eût des sénateurs et députés ès qualités ?

M. Jean-Yves Le Bouillonnet, député. – Votre proposition lève une ambiguïté. Nous en approuvons le principe.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Je propose d'ajouter un alinéa g à l'article 12 : « de deux députés et de deux sénateurs. »

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Je m'apprêtais à vous proposer la même rédaction.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Nous allons pouvoir nous prononcer sur l'article 12 assorti des modifications qui n'ont pas été retirées.

M. Michel Mercier, sénateur. – Je vote contre.

M. Patrick Devedjian, député. – Nous également.

La commission mixte paritaire adopte l'article 12 dans la rédaction issue de ses travaux.

Article 12 bis

**Composition du conseil de la métropole du Grand Paris
et des conseils de territoire**

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Le texte de l'Assemblée, adopté à l'initiative du Gouvernement, sécurise le statut des personnels de la ville de Paris, concernés par la création du Grand Paris.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Comment le Sénat pourrait-il s'opposer à ses propres préconisations ?

La commission mixte paritaire adopte l'article 12 bis dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

.....
Section 3

Logement en Île-de-France
.....

Article 13

**Mise en place d'un schéma régional de l'habitat et de l'hébergement
en Île-de-France destiné à favoriser la création de logements**

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Notre proposition de portée rédactionnelle substitue l'expression « en situation d'exclusion » à celle de « mal logées ».

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – J'approuve cette coordination rédactionnelle qui vient du Gouvernement. Veillons à la conformité de la terminologie entre ce texte, le projet de loi ALUR et le projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

Mme Hélène Lipietz, sénatrice. – Je ne vois pas très bien l'intérêt d'une telle modification... J'ai connu une personne logée dans un hôtel particulier de Fontainebleau et qui se trouvait en situation d'exclusion !

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Il s'agit de retenir la terminologie de la loi ALUR – une nécessité dont nous a saisi le cabinet de Mme Cécile Duflot.

Mme Hélène Lipietz, sénatrice. – Alors là...

La commission mixte paritaire adopte l'article 13 dans la rédaction de l'Assemblée nationale sous réserve de modifications rédactionnelles.

.....

Section 4

**Fonds de solidarité pour les départements
de la région d'Île-de-France**

Article 14

Création d'un fonds de solidarité pour les départements franciliens

[Pour coordination]

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – La proposition de rédaction commune n° 5 supprime l'article 14, en cohérence avec l'article 73 *bis* du projet de loi de finances pour 2014 qui institue un fonds de solidarité pour les départements d'Île-de-France.

M. Olivier Dusopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Il s'agit d'une simple coordination destinée à préserver l'existence du fonds.

La proposition de rédaction n° 5 est adoptée.

En conséquence, l'article 14 est supprimé pour coordination.

Section 5

**Coordination du syndicat des transports d'Île-de-France
et de la société du Grand Paris**

.....

Article 15 bis

**Modification des attributions du syndicat des transports d'Île-de-France
et élargissement de l'affectation du versement transport**

La commission mixte paritaire adopte l'article 15 bis dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

.....

Section 6

Dispositions relatives au site de La Défense

.....

Section 7

**Dispositions relatives
à l'Établissement public d'aménagement de Paris-Saclay**

.....

CHAPITRE II

Les dispositions spécifiques à la métropole de Lyon

Article 20

Statut particulier de la métropole de Lyon

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Lors de la discussion de l'article 31, l'Assemblée nationale a adopté le principe de la participation libre des métropoles au capital des sociétés d'accélération du transfert de technologie. Or, l'article 20 n'ouvre cette possibilité à la métropole de Lyon qu'à la condition de prendre en compte les orientations définies par le schéma régional de développement économique. Au b de l'article L. 3641-1 du code général des collectivités territoriales, nous proposons de supprimer cette condition afin que la métropole de Lyon ait la même liberté que les autres. C'est cohérent avec ce que nous avons décidé pour les régions à l'article 2.

M. Gérard Collomb, sénateur. – C'est parfait !

La modification est adoptée.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – La proposition de rédaction commune n° 6 s'insère après l'alinéa 116. Elle harmonise la condition de majorité requise pour l'approbation du plan local d'urbanisme par le conseil de la métropole de Lyon.

M. Gérard Collomb, sénateur. – Nous revenons, en fait, à ce qui existe déjà.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Il n'était pas normal qu'une telle disposition s'applique à toutes les métropoles sauf Lyon.

La proposition de rédaction n° 6 est adoptée.

M. Gérard Collomb, sénateur. – La rédaction de l'Assemblée nationale pour l'article L. 3641-5 implique-t-elle l'inséparabilité des compétences déléguées à la métropole de Lyon en matière de logement ? Le 1° et le 2° du I de l'article peuvent-ils être séparés ?

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Pour l'ensemble des métropoles hormis Paris, l'Assemblée nationale souhaite que les compétences transférées en matière de logement soient entièrement sécables, à l'exception du DALO et du contingent

préfectoral, qui restent liés : ces compétences ne peuvent être déléguées de façon séparée par l'État.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – C'est un grand progrès !

M. Gérard Collomb, sénateur. – C'est un progrès... Il reste cependant un problème rédactionnel. L'article L. 3641-8 retient un délai de « six mois à compter de la promulgation de la même loi ». À ce moment-là, la métropole n'existera pas encore ! Écrivons plutôt : « six mois après la création de la métropole ».

La modification proposée à l'article L. 3641-8 du code général des collectivités territoriales, est adoptée.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Le Gouvernement avait demandé à l'Assemblée nationale de restreindre à une seule commune les autorisations de stationnement des taxis délivrées par le président du conseil de la métropole. Nous proposons de nous rapprocher de la rédaction du Sénat et de préciser, à l'article L. 3642-2, que cette autorisation « peut être limitée à une ou plusieurs communes situées sur le territoire ».

La modification proposée à l'article L. 3642-2 du code général des collectivités territoriales, est adoptée.

M. Gérard Collomb, sénateur. – L'Assemblée nationale a réintroduit les dispositifs locaux de prévention de la délinquance dans les compétences territoriales de la métropole, mais sans les pouvoirs de police afférents. Je propose de rétablir l'article L. 3642-5 comme suit :

« Le président du conseil de la métropole de Lyon anime et coordonne, sous réserve du pouvoir de police des maires des communes, les actions qui concourent à l'exercice de la compétence relative aux dispositifs locaux de prévention de la délinquance et d'accès au droit. Sauf opposition d'une ou plusieurs communes représentant au moins la moitié de la population totale de la métropole, le président de la métropole de Lyon préside un conseil métropolitain de sécurité et de prévention de la délinquance.

« Les faits et informations à caractère confidentiel échangés dans le cadre des groupes de travail constitués au sein de ce conseil ne peuvent être communiqués à des tiers. »

M. Michel Mercier, sénateur. – C'est le Sénat qui l'a supprimé !

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Ma position n'a pas changé, nous n'allons pas revenir là-dessus !

M. Gérard Collomb, sénateur. – Le fond du texte a été modifié par la suite.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Chaque membre de la commission mixte paritaire a le droit imprescriptible de présenter des propositions de rédaction. Mais il me paraît souhaitable d'en rester aux conclusions de la réunion préalable des rapporteurs et des présidents.

M. Gérard Collomb, sénateur. – Personnellement, j'avais une conception plus limitée du transfert des pouvoirs de police en direction de la métropole. Il faut nous donner les moyens d'exercer les fonctions qui nous sont confiées.

M. Jean-Jacques Urvoas, député, vice-président. – Pour quelle raison le Sénat avait-il supprimé cet article ?

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Parce que M. Collomb avait exprimé un souci d'équilibre entre niveaux métropolitain et municipal. Il est vrai que le contexte a évolué depuis.

M. Gérard Collomb, sénateur. – Il faut permettre à la métropole d'exercer les compétences ajoutées depuis.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Je suis prêt à appuyer cette demande.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Il conviendrait de parler du « président du conseil de la métropole » et non du « président de la métropole » ; la mention de Lyon n'est pas nécessaire dans le contexte de l'article.

M. Gérard Collomb, sénateur. – D'accord.

L'article L. 3642-5 du code général des collectivités territoriales est rétabli, sous réserve de ces modifications.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Par précaution, M. René Vandierendonck et moi-même proposons de modifier l'article L. 3651-5, en remplaçant « transférés par application » par « transférés d'une collectivité territoriale à une autre en application ». Il nous paraît utile et prudent de réserver l'indemnité de mobilité aux seuls agents déplacés d'une collectivité à une autre.

M. Michel Mercier, sénateur. – Cette disposition est source de difficultés. La plupart des agents vont rester là où ils sont. Un arrêté se contentera de leur dire qu'ils ont changé de patron. Je peux accepter que ce soit à la métropole de payer la prime des cinq mille agents transférés vers elle ; mais cela ne sera pas aussi simple si c'est le département qui s'en charge. Je propose de supprimer l'ensemble de l'article L. 3651-5. Les agents ne risquent pas d'être maltraités.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – La proposition de rédaction des rapporteurs répondait à une demande.

M. Gérard Collomb, sénateur. – Cela avait échappé à notre attention vigilante.

M. Michel Mercier, sénateur. – Personne ne nous a fait de demande.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Le Gouvernement fait pression pour généraliser des primes de mobilité. La logique de la mutualisation entraîne une mobilité géographique pour certains ; il reste que le plus grand nombre des agents conservera ses fonctions dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui. Ou bien l'on prévoit un critère géographique ou bien l'on supprime la disposition.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Les transformations des collectivités ne vont pas obliger les agents à changer de chaise ou de domicile, et ne sauraient entraîner de dépenses.

M. Christian Favier, sénateur. – Je m'abstiens.

L'article L. 3651-5 du code général des collectivités territoriales est supprimé.

La commission mixte paritaire adopte l'article 20 dans la rédaction issue de ses travaux.

.....

Article 22

Adaptation du code général des impôts à la création de la métropole de Lyon

La commission mixte paritaire adopte l'article 22 dans la rédaction issue de l'Assemblée nationale.

Article 23

Création de centres communaux d'action sociale mutualisés entre communes de la métropole de Lyon

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Nous retiendrions l'article 23 dans la rédaction du Sénat sous réserve de modifications rédactionnelles.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – En effet, nous proposons, M. Olivier Dussopt et moi-même, de préciser au 2^e qu'il s'agit de « *communes contiguës appartenant à la même conférence territoriale* », et de remplacer le V par un II.

La commission mixte paritaire adopte l'article 23 dans la rédaction issue de ses travaux.

.....

Article 28

Entrée en vigueur du régime de la métropole de Lyon

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Les modifications apportées à l'article, en deuxième lecture à l'Assemblée nationale, relatives aux instances représentatives, sont très proches des dispositions de l'article 12 *bis*.

La commission mixte paritaire adopte l'article 28 dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

.....

Article 28 ter

Prorogation du mandat de l'exécutif de la communauté urbaine après la création de la métropole de Lyon

M. Gérard Collomb, sénateur. – Je m'interroge sur l'alinéa supprimé par le Sénat et rétabli par l'Assemblée nationale. Les conseillers communautaires sont élus par fléchage. Quarante-deux des cinquante-huit communes de la communauté urbaine de Lyon ne compteront qu'un seul représentant au conseil communautaire. Je ne peux pas préjuger d'un basculement du rapport hommes-femmes au prochain scrutin. Or il s'agit aussi de rassembler des territoires. Après le prochain renouvellement, en 2020, la parité sera applicable ; en attendant, c'est ingérable.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – L'Assemblée avait introduit cet amendement.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur du Sénat. – Nous approuvons l'argumentation de M. Collomb.

M. Gérard Collomb, sénateur. – Une telle disposition a déjà été supprimée pour les métropoles de droit commun. Elle aurait été inapplicable à Lille qui compte 128 conseillers.

Mme Dominique Nachury, députée. – Je ne suis pas d'accord. Dès que l'on crée une nouvelle collectivité pour Lyon, on doit en accepter toutes les conséquences. On ne va pas renoncer à la parité sous prétexte qu'elle est difficile à atteindre ! Il se trouvera des femmes compétentes ! Il n'est pas écrit que les maires des communes doivent être vice-présidents de la communauté urbaine. Si l'on veut exercer l'ensemble des compétences, il convient d'accepter ce changement de nature : la métropole de Lille n'est pas comparable à celle de Lyon.

M. Gérard Collomb, sénateur. – En dépit du changement de nature, nous avons toujours le fléchage. Certaines communes n'ont qu'un représentant : dans de telles conditions, comment garantir la parité sans

choisir la moitié de l'exécutif dans les sept ou huit communes ayant plusieurs représentants ?

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. - La situation de fait évoluera. En tout état de cause, la réunion ne va pas échouer là-dessus.

Mme Dominique Nachury, députée. - C'est pour moi une question de principe.

M. Gérard Collomb, sénateur. - Pour moi aussi.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur de l'Assemblée nationale. - Le statut particulier de la collectivité de Lyon obligera le Gouvernement à prévoir un mode de scrutin spécifique. Entendant les observations de Gérard Collomb, je propose, à titre personnel, que le dispositif s'applique à compter du renouvellement de 2020.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. - On est sûr qu'alors il sera possible d'organiser le suffrage universel direct, dans le respect de la parité.

M. Gérard Collomb, sénateur. - J'accepte cette proposition.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. - Lyon étant une collectivité *sui generis* relevant, durant la période transitoire, du fléchage, c'est une bonne proposition.

M. Michel Mercier, sénateur. - Bien que la parité ait valeur constitutionnelle, la rédaction de l'Assemblée n'apparaît guère constitutionnelle : elle empêche les 42 délégués des communes de se porter candidats.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. - Par coordination, je propose aussi de remplacer « communauté urbaine » par « métropole ».

Mme Dominique Nachury, députée. - Encore une fois, il y a là une question de principe. On ne peut pas s'asseoir sur le principe de parité à la première difficulté que rencontre son application. Pourquoi ne pas le mettre en œuvre dès 2015 : d'autres obstacles seront invoqués en 2020.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. Il y aura alors un autre régime électoral.

M. Gérard Collomb, sénateur. - C'est dans la loi.

Mme Catherine Troendlé, sénatrice. - Je m'associe aux propos de Mme Nachury. Sur tous les textes par lesquels nous voulons faire avancer la parité, d'aucuns invoquent des difficultés. Aucune ne peut justifier un retour en arrière. La rédaction de l'Assemblée nationale va dans le bon sens.

M. Gérard Collomb, sénateur. - Je suis favorable à la proposition de M. Dussopt.

M. François-Noël Buffet, sénateur. – Le mode de désignation à la communauté urbaine de Lyon et à la future métropole changera en 2014. Le nombre de vice-présidents reviendra de 43 à 25, c'est-à-dire une douzaine d'hommes et autant de femmes. Un rapide calcul montre qu'une solution n'est pas impossible. Au 1^{er} janvier 2015 la communauté urbaine deviendra une métropole de plein exercice. Dès lors, il paraît difficile de reporter de six ans la constitution d'un exécutif paritaire, même si cela exige des concessions. Respectons un principe auquel nous sommes tous attachés.

M. Gérard Collomb, sénateur. – Nous avons été exemplaires pour faire bouger les institutions, en créant la métropole de Lyon ou pour avancer sur Marseille, sur Paris, puis sur les autres métropoles. Si avancer implique un blocage d'institutions qui, par ailleurs, fonctionnent, nous aurons été dans un jeu de gribouille.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Je salue votre contribution à nos travaux, notamment sur Marseille. Toutefois, il y a bien d'autres points importants dans le texte et, pour ma part, je soutiens la position des rapporteurs.

M. Gérard Collomb, sénateur. – Je regretterais que Lyon soit pénalisée à cause de cette avancée que les autres métropoles n'ont pas réalisée...

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Nous avons tous été très attentifs à la situation de Lyon.

La commission mixte paritaire adopte la proposition de rédaction du rapporteur de l'Assemblée nationale.

La commission mixte paritaire adopte l'article 28 ter dans la rédaction issue de ses travaux.

.....

Article 29

Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, comptable, fiscal et financier de la métropole de Lyon

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur de l'Assemblée nationale. – Nous proposons de retenir la rédaction de l'Assemblée nationale.

M. Michel Mercier, sénateur. – L'article 29 autorise l'État à prendre par ordonnance les mesures concernant l'organisation des services de l'État dans le nouveau département du Rhône. L'organisation des services judiciaires n'est pas prévue – cela relève de la loi organique. Je propose d'élargir la délégation donnée au Gouvernement en ajoutant à l'alinéa 6 les mesures concernant l'organisation des opérateurs et des établissements publics de l'État, comme la chambre d'agriculture, qui a son siège dans la métropole alors que les agriculteurs vivent dans le département, les deux

chambres de commerce et d'industrie, ou la chambre des métiers avec ses locaux dispersés. Je ne vois pas autrement comment le nouveau département pourrait fonctionner dans ces conditions au 1^{er} janvier 2015.

M. Jean-Jacques Urvoas, député, vice-président. – Je n'ai pas d'opposition sur le fond. Mais votre proposition n'est pas constitutionnelle : le champ d'une habilitation à légiférer par ordonnance ne peut être étendu par une initiative parlementaire.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – En effet.

M. Michel Mercier, sénateur. – Il y a beaucoup à faire par la loi pour le nouveau département.

M. Jean-Jacques Urvoas, député, vice-président. – Je n'ai pas de désaccord sur le fond.

M. Michel Mercier, sénateur. – Je peux bien retirer ma proposition : après tout, un département sans juge préfigure peut-être ce qui nous attend...

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Vous pourriez attendre que nous trouvions le bon support.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Sans doute nos deux commissions pourraient-elles inciter le Gouvernement à répondre à votre attente.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Je n'y suis pas favorable. N'ouvrons pas la porte aux amendements du Gouvernement post-commission mixte paritaire. Je préfère que le Gouvernement règle cette question à la faveur d'un prochain texte.

M. Patrick Devedjian, député. – Très sage !

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Nous attirerons son attention sur cette difficulté.

M. Michel Mercier, sénateur. – Une telle unité socialiste m'impressionne. Je retire ma proposition de rédaction. Néanmoins, il nous reste moins de dix mois pour trouver des solutions. Des groupes de travail ont été créés, mais nul ne sait quand ils rendront leurs conclusions. Peut-être le département du Rhône sera-t-il la première collectivité sans État...

La proposition de rédaction de M. Michel Mercier est retirée.

La commission mixte paritaire adopte l'article 29 dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

CHAPITRE III

**Les dispositions spécifiques à la métropole
d'Aix-Marseille-Provence**

.....

CHAPITRE IV

La métropole

Article 31

Restructuration du régime métropolitain

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Le Sénat a âprement débattu des modalités du scrutin. Très réservé sur l'automatisme, il a rappelé sa position de principe : les règles de majorité qualifiée s'appliquent aux intercommunalités. La question du suffrage universel direct avait progressé à propos du fléchage. Le président de l'ACUF, qui est sénateur, avait alors dit qu'il faudrait aller plus loin. Quoiqu'il n'ait finalement pas été défendu, l'amendement déposé par M. Pélissard à l'Assemblée nationale avait le mérite de l'évidence : quand le président de l'AMF explique que le passage de la communauté urbaine à la métropole ne bouleversant pas les choses, l'automatisme peut être admise, la position du Sénat doit évoluer. J'ai pris mon bâton de pèlerin pour convaincre mes collègues et ma proposition de rédaction n°6 bis, qui reprend l'amendement de M. Pélissard, n'a d'autre objet que de susciter le débat.

M. Olivier Dusopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – L'automatisme constitue l'une de nos principales exigences. Le texte initial du Gouvernement prévoyait la transformation en métropoles des intercommunalités de 400 000 habitants dans une aire urbaine de 500 000 habitants. Le Sénat a relevé ce dernier seuil à 650 000 habitants. L'Assemblée nationale a validé ce double seuil, en ajoutant une possibilité de dérogation pour les zones urbaines de 400 000 habitants incluant le chef-lieu de région (Montpellier) ou les EPCI centres d'une zone d'emploi de 400 000 habitants (Brest). En deuxième lecture, nous avons rétabli l'automatisme pour ces deux premiers cas. Avec la proposition du rapporteur du Sénat, seulement cinq ou six intercommunalités deviendraient des métropoles, au lieu de neuf avec le critère démographique du texte de l'Assemblée nationale. De surcroît Brest, Montpellier et Rennes sont des communautés d'agglomération.

Dans un esprit de compromis avec le Sénat, je propose une transformation automatique en métropoles des intercommunalités formant un ensemble de 400 000 habitants dans une aire urbaine de 650 000 habitants ; la transformation en métropoles des intercommunalités abritant le chef-lieu de région, ou centres d'une zone d'emplois de plus de 400 000 habitants relevant de la volonté des communes.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Nous sommes pratiquement d'accord sur le fond.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Avec cette proposition, l'Assemblée nationale fait un pas significatif en direction du Sénat. J'ai toujours milité pour limiter le nombre des métropoles, mais il faut se rendre aux arguments de M. Dussopt. La communauté d'agglomération de Rennes est ancienne et constitue une référence en matière d'intercommunalité : est-il juste de la laisser à l'écart au prétexte qu'elle n'est pas une communauté urbaine ? Le Sénat étant écouté dans cette négociation, je suis prêt à accepter la proposition de rédaction de M. Dussopt.

La proposition de rédaction n°6 bis est retirée.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Je salue la volonté du Sénat de parvenir à un accord. Si notre proposition de rédaction est adoptée, nous nous en souviendrons sur d'autres articles, y compris ceux qui ont été réservés.

M. Patrick Devedjian, député. – L'accord était annoncé dès le départ...

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Oui, mais la dramaturgie est belle. Saluons aussi l'effort de M. Vandierendonck au nom du Sénat...

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Il est proportionnel à celui du rapporteur de l'Assemblée nationale.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Le Sénat est attaché au caractère volontariste de la démarche. A l'inverse, dans une démarche gaullienne, les communautés urbaines ont été créées par la loi : si Augustin Laurent s'en était étranglé, des observateurs ont envié la dotation globale de fonctionnement conséquente.

J'aurais été chagriné que l'automatisme soit étendue à la transformation des communautés d'agglomération en communautés urbaines. C'est une erreur de ne parler que des métropoles, il y a des réseaux de communauté. Dijon ou Poitiers, Limoges ou Orléans... pourront devenir des communautés urbaines sur la base du volontariat. Toutefois, comme la proposition de M. Dussopt n'instaure l'automatisme que pour certaines métropoles, je soutiens la position de notre rapporteur.

M. Michel Mercier, sénateur. – La loi qui a créé les communautés urbaines contenait la liste des villes concernées. Rien de tel ici. Je ne vote pas un texte aussi peu clair.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – L'automatisme ne prévaudra que pour le passage au statut de métropole. En outre, le changement de statut ne s'accompagnera d'aucun changement de périmètre. Outre Paris, Lyon et Marseille traités par ailleurs,

elle concernera Toulouse, Lille, Bordeaux, Nice, Nantes, Strasbourg, Grenoble, Rennes et Rouen. Enfin, Montpellier et Brest pourront accéder au statut de métropole si elles en font le choix.

M. Christian Favier, sénateur. – Nous sommes contre l’automaticité.

M. Hervé Gaymard, député. – Nous aussi.

La proposition de rédaction du rapporteur de l’Assemblée nationale est adoptée.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l’Assemblée nationale. – Comme l’article 31 ne présente pas d’autres points de divergence entre le Sénat et l’Assemblée nationale, nous proposons d’adopter la rédaction de l’Assemblée nationale.

M. Pierre-Yves Collombat, sénateur. – Quelles seront les modalités de substitution des métropoles aux communes dans les syndicats d’électrification ? Le texte de l’Assemblée nationale assure aux métropoles une représentation proportionnelle à leur population. Sans le dire, il modifie la nature de ces syndicats, souvent départementaux, dont la principale vocation est d’assurer l’électrification des communes rurales, car il les place sous la dépendance de la métropole. La métropole doit avoir le même poids que les communes qu’elle remplace.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l’Assemblée nationale. – Les discussions ont été longues. Le texte de l’Assemblée nationale est équilibré : le poids des représentants de la métropole au sein du comité syndical est plafonné à 50 % du nombre total des suffrages. La substitution sans plafonnement posait des difficultés d’ordre technique.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – C’est bien l’esprit de ce qui a été voté au Sénat. Il est extrêmement important de s’en tenir à cette rédaction.

M. Pierre-Yves Collombat, sénateur. – Rien ne justifie de changer les règles de représentation si une métropole est créée. Ce passage en force sera très mal vécu, le jeu n’en vaut pas la chandelle.

M. Jean-Jacques Filleul, sénateur. – L’Assemblée a conservé le mécanisme de représentation-substitution. Le plafonnement garantit que la métropole remplacera les communes adhérentes au syndicat, pas plus. Cette rédaction est conforme à notre vote.

M. Pierre-Yves Collombat, sénateur. – Je ne suis pas rassuré.

M. Christian Favier, sénateur. – Je vote contre.

M. Hervé Gaymard, député. – Nous aussi.

La commission mixte paritaire adopte l’article 31 dans la rédaction issue de ses travaux.

.....

*Article 34 bis***Coordination liée à l'institution des autorités organisatrices de la mobilité**

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Nous proposons d'adopter l'article 34 *bis* dans la rédaction de l'Assemblée nationale, qui reprend celle du Sénat sous réserve de coordinations.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – En effet.

La commission mixte paritaire adopte l'article 34 bis dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

.....
CHAPITRE V**Dispositions diverses relatives
à l'intégration métropolitaine et urbaine***Article 35 AA***Modalités d'élection des conseillers métropolitains**

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – En première comme en deuxième lecture, l'Assemblée nationale s'est prononcée en faveur du principe de l'élection au suffrage universel direct des conseillers métropolitains dans le cadre d'un mode de scrutin distinct. En deuxième lecture, elle a prévu deux collèges, l'un représentant les communes membres, élu par fléchage sur les listes municipales, l'autre élu dans le cadre d'une ou plusieurs circonscriptions métropolitaines.

La proposition de rédaction n° 6 *ter* prend en compte les objections du Sénat : elle prévoit que le renouvellement général des conseils de métropole s'effectuera en 2020 au suffrage universel direct, suivant des modalités à fixer avant le 1^{er} janvier 2017, ce qui renvoie le débat sur l'élection au suffrage universel direct dans le cadre d'un régime électoral autonome à une loi ultérieure. En outre, le Gouvernement déposera avant le 30 juin 2015 un rapport analysant les avantages et inconvénients de l'élection de conseillers de métropole dans une ou plusieurs circonscriptions métropolitaines. Il est important d'ouvrir le débat du contrôle démocratique dans les métropoles.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Cette rédaction me satisfait. Je mesure le chemin parcouru par l'Assemblée nationale. Elle rejoint la position de Michel Delebarre, qui recommandait de dresser le bilan du fléchage, qui est un suffrage universel direct dans le cadre communal. Expérimentons et débattons de son extension éventuelle ensuite.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Au Sénat, le groupe écologiste souhaite une élection au suffrage universel direct autonome immédiatement ; les autres groupes sont, à des degrés divers, réticents. Nous avons d’ores et déjà mis en place un suffrage universel direct qui désigne les délégués à l’intercommunalité. Il entre dans les hypothèses possibles. Il ne faut pas confondre le suffrage universel direct et le scrutin communautaire direct ; le premier désigne aussi bien des systèmes de fléchages que des modes d’élection directe. Cette rédaction ne préjuge en rien des modalités que nous retiendrons pour 2020.

M. Michel Mercier, sénateur. – Le texte parle de suffrage universel direct. Il dit autre chose que ce que vous expliquez.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Les élections communautaires de 2014 auront lieu au suffrage universel direct avec deux listes. Je voterai ce texte qui laisse ouvert l’avenir.

M. Michel Mercier, sénateur. – Si le mode actuel d’élection convient, pourquoi prévoir une loi pour en changer ?

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – La loi fixera les modalités des élections de 2020. Elles pourront être les mêmes qu’aujourd’hui. En revanche, ne serait-il pas plus logique d’inverser l’ordre des deux paragraphes ?

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l’Assemblée nationale. – Je suis d’accord. L’Assemblée nationale est attachée à l’élection d’au moins une partie et de préférence la moitié des conseillers au suffrage universel direct. La rédaction que je propose ne préjuge pas de l’avenir. L’Assemblée nationale accomplit un effort en direction du Sénat.

M. Michel Mercier, sénateur. – Je ne le nie pas.

M. Christian Favier, sénateur. – Nous ne sommes pas dupes. Le fléchage existe, nous aurions pu en rester là. Ce texte est un pas vers la transformation des métropoles en collectivités de plein exercice, laquelle aura pour conséquence la disparition des autres collectivités. Je voterai contre.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Nous avons besoin de temps pour dresser un bilan du fléchage, déterminer l’importance de la dimension intercommunale dans les professions de foi, le débat local, etc. Il est fondamental que nos collègues aient compris qu’il existe un suffrage universel direct dans le cadre communal, que le fléchage organise de manière décisive. Je me réjouis d’un accord sur cette question clef.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – L’Assemblée nationale fait un pas très important en direction du Sénat en proposant que l’on rediscute de la question au plus tard en 2017, sans qu’aucune modalité ne soit fixée aujourd’hui ; un rapport nous sera remis entre temps. L’élection de

mars 2014 sera importante, nos concitoyens se rendront compte de ce que signifie un bulletin de vote intercommunal. Par cette proposition, vous nous aidez à réfléchir. J'y suis très favorable.

La proposition de rédaction n° 6 ter est adoptée.

La commission mixte paritaire adopte l'article 35 AA dans la rédaction issue de ses travaux.

.....

Article 35 B

Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Les modifications que nous avons apportées sont purement rédactionnelles.

M. Pierre-Yves Collombat, sénateur. – Je suis très satisfait de la manière dont l'Assemblée nationale a perfectionné le dispositif de l'article 35 B.

La commission mixte paritaire adopte l'article 35 B dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

Article 35 C

Renforcement du rôle des établissements publics territoriaux de bassin

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – La proposition de rédaction n° 7 tend à supprimer la possibilité pour les établissements publics territoriaux de bassin de se constituer sous la forme juridique d'institutions interdépartementales, pour ne pas compliquer le système et l'exercice de cette compétence. À l'alinéa 2, nous supprimons donc les mots « L. 5421-1 à L. 5421-6 ou ».

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Je suis favorable à ces modifications.

La proposition de rédaction n° 7 est adoptée.

La commission mixte paritaire adopte l'article 35 C dans la rédaction issue de ses travaux.

Article 35 D

Protection et modalités de transfert des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Pour que la métropole de Lyon puisse bénéficier d'une indemnisation par le fonds pour la réparation des dommages causés aux biens des collectivités

territoriales et de leurs groupements par les calamités publiques, il convient de la mentionner expressément.

M. Jean-Jacques Urvoas, député, vice-président. – À l'Assemblée nationale, cet amendement a été déclaré irrecevable au titre de l'article 40 de la Constitution. Il n'est pas dans nos coutumes de revenir en commission mixte paritaire sur des amendements écartés à ce titre !

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Le Conseil constitutionnel, qui sera saisi du projet de loi, n'accepterait pas un tel ajout.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Il faut être prudent et ne pas prendre ce risque. Nous irons voir prochainement le Gouvernement : mettons ce sujet à l'ordre du jour ! La proposition de rédaction a, me semble-t-il, vocation à figurer plutôt dans un autre texte.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – La proposition de loi de notre collègue Pierre-Yves Collombat, adoptée à l'unanimité, ne pourrait-elle pas constituer le bon réceptacle pour rétablir l'égalité de traitement entre Lyon et le reste du territoire ?

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Nous notons la suggestion.

La commission mixte paritaire adopte l'article 35 D dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

Article 35 E

Dispositions transitoires

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Les modifications que nous avons apportées sont rédactionnelles ou calendaires et visent à sécuriser le dispositif.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Le mot « *digues* » remplace « *ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions* ». Je salue cet effort d'économie linguistique.

Les modifications rédactionnelles sont adoptées.

La commission mixte paritaire adopte l'article 35 E dans la rédaction issue de ses travaux.

.....

Article 36

Polices spéciales de la circulation et de la délivrance des autorisations de stationnement des taxis

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Je propose de prendre le texte adopté par l'Assemblée nationale, à l'exception de l'alinéa adopté par le Sénat précisant que « *l'autorisation de stationnement*

peut être limitée à une ou plusieurs communes membres » et non qu'elle « est limitée » à une commune membre, pour tenir compte des réalités territoriales.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Avis favorable.

Les modifications rédactionnelles sont adoptées.

La commission mixte paritaire adopte l'article 36 dans la rédaction issue de ses travaux.

Article 36 bis

Dépénalisation des infractions au stationnement payant sur voirie

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Pour prendre en compte le cas particulier des communautés urbaines créées par la loi de 1966 qui ne disposent pas obligatoirement de statuts mais peuvent se doter de nouvelles compétences par délibération, vos deux rapporteurs ont jugé bon, dans leur proposition de rédaction commune n° 8, de compléter l'alinéa 9, en insérant après « *ses statuts* », les mots « *ou par une délibération prise dans les conditions de majorité prévues au II de l'article L. 5211-5* ». Ainsi, les communautés urbaines n'auront pas à modifier leurs statuts ou à en adopter pour pouvoir mettre en œuvre cette disposition.

Pour rendre le dispositif plus efficace et compréhensible, une précision rédactionnelle substituée à « *autorisée hors abonnement* » les termes « *prévue, hors dispositifs d'abonnement* ».

À l'alinéa 20, nous remplaçons le terme « *l'entité* » par les mots « *la commune, de l'établissement public de coopération intercommunale, du syndicat mixte ou du tiers contractant* » et à l'alinéa 21, nous remplaçons « *l'entité compétente* » par les mots « *la personne chargée de* ». Tel est l'objet de la proposition de rédaction n° 9.

La modification rédactionnelle ainsi que les propositions de rédaction n° 8 et n° 9 sont adoptées.

La commission mixte paritaire adopte l'article 36 bis dans la rédaction issue de ses travaux.

.....

Article 37

Entrée en vigueur des transferts de police spéciale prévus par l'article 36

La commission mixte paritaire adopte l'article 37 dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

.....

Article 41

**Principe du maintien des indemnités et droits acquis
pour tous les personnels concernés par une réorganisation
entraînant un changement d'employeur**

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – En deuxième lecture, l'Assemblée nationale a, sur l'initiative du Gouvernement, complété cet article pour tenir compte de la réforme de la notation des agents de la fonction publique territoriale, qui a rendu systématique l'entretien professionnel. Le Gouvernement a décidé de prolonger cette expérimentation.

La commission mixte paritaire adopte l'article 41 dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

.....

Article 42

**Élargissement du champ des compétences obligatoires
des communautés urbaines**

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Je propose, outre une correction matérielle au 17°, une proposition de rédaction n° 10, tendant, à l'alinéa 48, à porter les seuils prévus pour la constitution d'une communauté d'agglomération à « 30 000 habitants autour d'une commune centre d'au moins 15 000 habitants » dans le cas d'intercommunalités géographiquement contraintes par leur caractère littoral. Une expérimentation pendant trois années nous montrerait ce qu'un abaissement des seuils peut apporter à la dynamique intercommunale.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Les seuils de création d'une communauté d'agglomération sont de 50 000 habitants autour d'une ville centre de 15 000 habitants. Il y a déjà des dérogations, pour les chefs-lieux et les plus grandes villes de chaque département. L'Assemblée nationale a souhaité apporter une réponse aux intercommunalités situées en zone littorale, qui ne peuvent s'étendre ni du côté de la mer, ni du côté terrestre où elles se heurteraient aux intercommunalités existantes, en leur permettant d'accéder au statut de communauté d'agglomération. Nous tenons à notre rédaction et au seuil de 25 000 habitants.

La proposition de rédaction du rapporteur du Sénat présente en outre une difficulté sur la forme, car elle ne cible pas explicitement les communes littorales, ce qui a pour conséquence d'augmenter considérablement le nombre des cas pouvant bénéficier de cette expérimentation.

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Ne faudrait-il pas incorporer aussi les zones de montagne ? Je précise que le

seuil de 30 000 habitants s'entend au sens de la dotation globale de fonctionnement (DGF). J'ai déjà fait de gros efforts conceptuels pour me rapprocher, dans ma rédaction, du texte de l'Assemblée nationale.

Mme Estelle Grelier, députée. – Pour constituer une communauté d'agglomération, il faut une ville-centre de plus de 15 000 habitants. Onze villes de plus de 15 000 habitants n'appartiennent pas à des communautés d'agglomération. Les trois quarts de ces villes n'ont pas souhaité transformer leur communauté de communes en communauté d'agglomération. Restent une à deux villes appartenant à une communauté de communes qui ont un rayonnement à 180°, qui possèdent le même coefficient d'intégration que les communautés d'agglomérations et les mêmes compétences, mais qui sont encerclées par des structures qui les empêchent de s'étendre. Il s'agit donc de cas particuliers.

J'entends vos réserves, mais l'extension à la montagne ne me paraît pas justifiée : les villes de plus de 15 000 habitants y sont plus que rares !

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Je partage ces arguments. Mais je vois bien aussi la volonté du rapporteur du Sénat de ne pas faire proliférer les communautés d'agglomération. Pour éviter ce risque, au lieu de prévoir une durée expérimentale de trois ans, réduisons le délai dans lequel les intercommunalités concernées devront se manifester : en prévoyant une expérimentation de dix-huit mois au lieu de trois ans, nous fermons le dispositif dans le temps...

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Il convient d'être vigilant sur les communautés d'agglomération. Au début, les seuils étaient élevés, puis nous les avons abaissés, mais pas trop.

Nous arrivons au terme de cette séance de travail, beaucoup d'efforts ont été accomplis de part et d'autre. Je propose d'adopter l'article dans la rédaction de l'Assemblée nationale, en y ajoutant la dernière modification sur le délai de l'expérimentation.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Nous modifions ainsi l'alinéa 48 : « À titre expérimental et pendant une durée maximale de dix-huit mois ».

M. Patrick Devedjian, député. – Et *quid* de l'article 40 de la Constitution ?

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – On ferme le guichet plus tôt, l'article 40 n'a pas lieu d'être invoqué.

La modification rédactionnelle est adoptée. La proposition de rédaction n° 10 est retirée.

La commission mixte paritaire adopte l'article 42 dans la rédaction issue de ses travaux.

CHAPITRE VI

(Division et intitulé supprimés)

CHAPITRE VII

Pôles métropolitains

CHAPITRE VIII

Fonds européens

Article 45 quater
Gestion des fonds européens

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Nous avons apporté des modifications rédactionnelles sur la gestion des fonds structurels.

La commission mixte paritaire adopte l'article 45 quater dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

CHAPITRE IX

Pôles d'équilibre territoriaux et ruraux

Article 45 quinquies
Pôle d'équilibre et de coordination territorial

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Je salue l'effort conceptuel et rédactionnel de nos rapporteurs.

M. Jean-Jacques Filleul, sénateur. – Nous avons beaucoup travaillé, M. Vandierendonck et moi, pour conserver le terme « *rural* » dans la dénomination des pôles d'équilibre. Après deuxième lecture de nos collègues de l'Assemblée nationale, nous avons considéré que l'essentiel était que les pôles existent et fassent leurs preuves sur le terrain. La rédaction a été modifiée sur proposition des deux rapporteurs. Le terme de « *pôle d'équilibre territorial et rural* » est une synthèse finale appréciable. Tel est l'objet de nos propositions de rédaction.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Le texte est plus lisible, car initialement, il traitait de « *pôles territoriaux d'équilibre* ».

M. Florent Boudié, député. – J'ai bien compris votre logique d'affichage, mais je ne trouve pas judicieux de faire apparaître le terme « *rural* ». Ces pôles seront à cheval sur des territoires urbains et ruraux, tout

comme certains pays sont composés de villes moyennes et de territoires périphériques ; en outre, les pôles ne sont pas spécifiquement destinés aux zones rurales. Ne réduisons pas leur portée opérationnelle par un nom réducteur ! Je suis favorable à la modification proposée, mais je tenais à signaler cette subtilité.

Les propositions de rédaction nos 11, 12 et 13 sont adoptées.

La commission mixte paritaire adopte l'article 45 quinquies dans la rédaction issue de ses travaux.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX AGENTS ET AUX COMPENSATIONS FINANCIÈRES

CHAPITRE I^{ER}

Dispositions relatives au transfert et à la mise à disposition des agents de l'État

.....

CHAPITRE II

La compensation des transferts de compétences

.....

TITRE IV

DÉVELOPPEMENT, ENCADREMENT ET TRANSPARENCE DES MODES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES ACTEURS PUBLICS LOCAUX

.....

Articles 1^{er} A et 1^{er} AB (précédemment réservés)

Reconnaissance législative de la libre administration des collectivités territoriales et du principe de subsidiarité - Rapport de la Cour des comptes sur la situation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

M. René Vandierendonck, sénateur, rapporteur pour le Sénat. – Je sais l'attachement que l'Assemblée nationale porte à la création du Haut Conseil des territoires. Cependant, compte tenu des débats en cours sur le

rôle du Sénat et sur les règles de non cumul des mandats, il me semble opportun de renvoyer à plus tard cette question. Il faudra aussi travailler l'appellation. Je milite pour une concertation et pour le rattachement de telles dispositions à un autre support juridique.

M. Olivier Dussopt, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. – Je regrette que Monsieur Hiest ne soit pas témoin de notre bel effort, qui vient en contrepartie de ceux du Sénat : nous acceptons que les articles 1^{er} A et 1^{er} AB soient supprimés.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Voilà un acte qui ouvre la voie du succès à notre commission mixte paritaire, ainsi qu'à un vote favorable en séance publique au Sénat – je l'appelle de mes vœux.

La commission mixte paritaire supprime les articles 1^{er} A et 1^{er} AA.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Il me reste à mettre aux voix l'ensemble du texte issu de nos travaux.

M. Hervé Gaymard, député. – Aujourd'hui, dans le droit positif français, est-il possible de détenir deux mandats exécutifs dans des collectivités locales au sens de l'article 72 de la Constitution ? Est-il possible de cumuler un mandat parlementaire avec une fonction exécutive locale ? Enfin, le texte soumis à notre approbation respecte-t-il le droit positif français ?

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Sont incompatibles aujourd'hui les fonctions de maire, de président de conseil général et de président de conseil régional ; sont compatibles les fonctions de député ou de sénateur avec une fonction exécutive locale. Si la loi que l'Assemblée nationale a examinée est votée, les choses changeront. Mais le présent texte n'aura pas d'incidence sur le cumul des mandats.

M. Hervé Gaymard, député. – Pourtant, il prévoit que le maire de Lyon pourra être président d'une nouvelle métropole. Celle-ci ne sera pas un EPCI mais une collectivité locale *sui generis*. Je m'interroge donc sur la conformité de cette disposition à la Constitution.

M. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Dans l'état actuel des choses, l'intercommunalité n'est pas une collectivité locale. Il est donc possible d'être maire et président d'une intercommunalité. Nous en avons d'éminents exemples ici même. L'intercommunalité n'entre pas en ligne de compte dans la loi sur les cumuls. S'agissant du cas de Lyon, quand la ville deviendra une collectivité locale d'un nouveau type, il reviendra au législateur de statuer, car il y aurait une incohérence à ce que Lyon demeure le seul cas de cumul autorisé.

M. Hervé Gaymard, député. – Merci de ces explications embarrassées, que ne manquera pas d'examiner le Conseil constitutionnel.

MM. Jean-Pierre Sueur, sénateur, président. – Dès que la loi sera applicable, il sera cohérent de prévoir une modification.

M. Christian Favier, sénateur. – Je suis désolé de rompre une aussi belle unanimité, mais j’indique que je ne pourrai pas voter ce texte : ce serait aller à l’encontre de ce que j’ai proposé sur le Grand Paris. Je dis ma forte opposition à ce texte qui est un recul grave de la démocratie et je regrette que ce soit la gauche qui le porte.

La commission mixte paritaire a adopté, ainsi rédigé, l’ensemble des dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles.

*

* *

En conséquence, la commission mixte paritaire vous demande d’adopter le projet de loi de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles dans le texte figurant dans le document annexé au présent rapport.

TABLEAU COMPARATIF

Texte adopté par le Sénat en deuxième lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture
Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles	Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
TITRE I ^{ER}	TITRE I ^{ER}
CLARIFICATION DES COMPÉTENCES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET COORDINATION DES ACTEURS	CLARIFICATION DES COMPÉTENCES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET COORDINATION DES ACTEURS
CHAPITRE I ^{ER} A	CHAPITRE I ^{ER} A
LE HAUT CONSEIL DES TERRITOIRES	LE HAUT CONSEIL DES TERRITOIRES
Article 1 ^{er} AA	Article 1 ^{er} AA
Supprimé	<p data-bbox="807 1155 1469 1211"><i>I. — Le titre III du livre II de la première partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rétabli :</i></p> <p data-bbox="882 1249 991 1279"><i>« Titre III</i></p> <p data-bbox="882 1312 1198 1341"><i>« Haut conseil des territoires</i></p> <p data-bbox="882 1375 1078 1404"><i>« Chapitre unique</i></p> <p data-bbox="807 1438 1469 1527"><i>« Art. L. 1231-1. — Le Haut Conseil des territoires assure la concertation entre l'État et les collectivités territoriales.</i></p> <p data-bbox="807 1561 1469 1650"><i>« Il est présidé par le Premier ministre ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le ministre chargé des collectivités territoriales.</i></p> <p data-bbox="807 1684 1469 1751"><i>« Un vice-président est élu pour trois ans parmi les membres mentionnés aux 3° à 6° de l'article L. 1231-3.</i></p> <p data-bbox="882 1785 1461 1814"><i>« Art. L. 1231-2. — Le Haut Conseil des territoires :</i></p> <p data-bbox="807 1848 1469 1937"><i>« 1° Peut être consulté sur la politique du Gouvernement à l'égard des collectivités territoriales et sur la programmation pluriannuelle des finances publiques ;</i></p> <p data-bbox="807 1971 1469 2049"><i>« 2° Peut être consulté sur tout projet et faire toute proposition de réforme en matière d'exercice des politiques publiques conduites par les collectivités territoriales ou</i></p>

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

auxquelles celles-ci concourent ;

« 3° Apporte au Gouvernement son expertise sur les questions liées à l'exercice de leurs compétences par les collectivités territoriales ;

« 4° Débat, à la demande du Premier ministre, sur tout projet de loi relatif à l'organisation et aux compétences des collectivités territoriales ;

« 5° Peut être consulté sur tout projet de texte réglementaire ou toute proposition d'acte législatif de l'Union européenne intéressant les collectivités territoriales ;

« 6° Définit les programmes d'évaluation, d'expertise et d'audit réalisés par l'observatoire de la gestion publique locale et est associé aux autres travaux d'évaluation des politiques publiques relevant des compétences décentralisées demandés par le Gouvernement ;

« 7° Peut demander au Premier ministre de saisir la Cour des comptes, en application de l'article L. 132-5-1 du code des juridictions financières, aux fins d'enquête sur des services ou organismes locaux ou, avec le concours des chambres régionales et territoriales des comptes, d'évaluation de politiques publiques relevant des compétences des collectivités territoriales.

« Art. L. 1231-3. — La formation plénière du Haut Conseil des territoires comprend :

« 1° Six députés ;

« 2° Six sénateurs ;

« 3° Neuf présidents de conseil régional ou de l'autorité exécutive d'une collectivité territoriale régie par l'article 73 de la Constitution ;

« 4° Dix-huit présidents de conseil général ou de collectivité territoriale exerçant les compétences du département ;

« 5° Dix-huit maires assurant la représentation des communes des différentes strates démographiques ;

« 6° Neuf représentants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre assurant la représentation des différentes catégories d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

« 7° Un représentant du Conseil national de la montagne ;

« 8° En qualité de membres de droit, les présidents du comité des finances locales, du conseil national d'évaluation

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

des normes, de la commission consultative d'évaluation des charges et du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

« Les membres du Gouvernement participent aux réunions de la formation plénière du Haut Conseil des territoires en fonction de l'ordre du jour et sur convocation du Premier ministre.

« Elle se réunit au moins deux fois par an.

« Art. L. 1231-4. — La formation permanente du Haut Conseil des territoires est présidée par le vice-président et comprend les membres suivants de la formation plénière :

« 1° Deux députés ;

« 2° Deux sénateurs ;

« 3° Deux présidents de conseil régional ou de l'autorité exécutive d'une collectivité territoriale régie par l'article 73 de la Constitution ;

« 4° Quatre présidents de conseil général ou de collectivité territoriale exerçant les compétences du département ;

« 5° Quatre maires ;

« 6° Deux représentants d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

« 7° Les membres de droit.

« Art. L. 1231-5. — Les membres du Haut Conseil des territoires sont désignés pour trois ans. Lorsqu'un membre cesse d'exercer ses fonctions, notamment en cas de fin du mandat ou des fonctions au titre desquels il siège au Haut Conseil, son remplacement s'effectue dans les mêmes conditions que sa désignation, pour la durée du mandat restant à accomplir.

« Des membres suppléants sont désignés en même temps que les membres titulaires et selon les mêmes modalités.

« Les députés et les sénateurs sont désignés par le président de leur assemblée.

« Les membres mentionnés aux 3° à 6° des articles L. 1231-3 et L. 1231-4 sont désignés sur proposition des organisations représentant les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunales à fiscalité propre.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Le membre mentionné au 7° de l'article L. 1231-3 est élu par le Conseil national de la montagne parmi ses membres représentant les collectivités territoriales au sein des comités de massif ou les organisations représentant les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.

« Lorsqu'une instance est appelée à proposer la désignation de plus d'un membre, les modalités de celle-ci assurent l'égalité de représentation des femmes et des hommes.

« Un décret en Conseil d'État fixe les modalités de désignation des membres du Haut Conseil des territoires.

« Art. L. 1231-6. — Sans préjudice des dispositions de l'article L. 1231-2, le Premier ministre fixe l'ordre du jour des réunions du Haut Conseil des territoires sur proposition du ministre chargé des collectivités territoriales ou de la formation permanente.

« Les membres du Haut Conseil des territoires peuvent adresser au Premier ministre des propositions de question à inscrire à l'ordre du jour. Un tiers des membres de sa formation plénière ou de sa formation permanente peut demander une réunion du Haut Conseil des territoires sur un ordre du jour relevant de ses prérogatives prévues à l'article L. 1231-2.

« Un décret en Conseil d'État fixe les modalités de fonctionnement du Haut Conseil des territoires.

« Art. L. 1231-7. — Des formations spécialisées peuvent être créées au sein du Haut Conseil des territoires.

« Le comité des finances locales constitue l'instance de concertation entre l'État et les collectivités territoriales en matière financière. Sous réserve des avis rendus par le Haut Conseil des territoires en application du 1° de l'article L. 1231-2, le comité des finances locales et sa formation restreinte exercent pour le compte du Haut Conseil des territoires les compétences qui relèvent de leur champ d'intervention. Les dispositions du projet de loi de finances de l'année intéressant les collectivités territoriales sont présentées au comité des finances locales.

« Le conseil national d'évaluation des normes constitue la formation spécialisée du Haut Conseil des territoires compétente en matière de normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics.

« Art. L. 1231-8. — L'observatoire de la gestion publique locale est placé auprès du Haut Conseil des territoires. Il est présidé par le vice-président du Haut Conseil.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Il est chargé de collecter et d'analyser les informations relatives à la gestion des collectivités territoriales et d'assurer la diffusion de ces travaux afin de favoriser le développement de bonnes pratiques.

« Il réalise, à la demande du Haut Conseil des territoires, des évaluations de politiques publiques locales ainsi que des missions d'expertise et d'audit.

« Il bénéficie du concours de fonctionnaires territoriaux en majorité et de fonctionnaires de l'État.

« Un décret fixe l'organisation et la composition de l'observatoire de la gestion publique locale. »

II. — Le Haut Conseil des territoires se substitue aux autres commissions et organismes nationaux composés exclusivement de représentants de l'État et des collectivités territoriales.

Article 1^{er} AB

Le chapitre II du titre III du livre I^{er} du code des juridictions financières est complété par un article L. 132-7 ainsi rédigé :

« Art. L. 132-7. — La Cour des comptes établit chaque année un rapport portant sur la situation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Ce rapport est remis au Parlement et au Gouvernement. »

CHAPITRE I^{ER}

LE RÉTABLISSEMENT DE LA CLAUSE
DE COMPÉTENCE GÉNÉRALE

Article 1^{er} AB

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 132-7. — (Alinéa sans modification)

« Après leur remise au Parlement, ce rapport et le rapport préliminaire conjoint au dépôt du rapport sur l'évolution de l'économie nationale et sur les orientations des finances publiques prévu au 3^o de l'article 58 de la loi organique n^o 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances sont présentés par le premier président devant le Haut conseil des territoires ou devant sa formation spécialisée constituée par le comité des finances locales.

CHAPITRE I^{ER}

LE RÉTABLISSEMENT DE LA CLAUSE
DE COMPÉTENCE GÉNÉRALE

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

Article 2

I. — Le code général des collectivités territoriales, dans sa rédaction résultant de l'article 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, est ainsi modifié :

1° A L'article L. 2112-6 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 2112-6.* — Tout projet de modification des limites territoriales des communes est soumis à l'avis du conseil général, qui se prononce dans un délai de six semaines à compter de sa saisine. À l'expiration de ce délai, son avis est réputé rendu. » ;

1° L'article L. 3211-1 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 3211-1.* — Le conseil général règle par ses délibérations les affaires du département.

« Il statue sur tous les objets sur lesquels il est appelé à délibérer par les lois et règlements et sur tous les objets d'intérêt départemental dont il est saisi. » ;

2° Les deux premiers alinéas de l'article L. 4221-1 sont remplacés par trois alinéas ainsi rédigés :

« Le conseil régional règle par ses délibérations les affaires de la région.

« Il statue sur tous les objets sur lesquels il est appelé à délibérer par les lois et règlements et sur tous les objets d'intérêt régional dont il est saisi.

« Il prend en compte la stratégie de développement économique et d'innovation ainsi que de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche arrêtée par les métropoles, ou la métropole de Lyon en région Rhône-Alpes, sur leur territoire. » ;

3° L'article L. 4433-1 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 4433-1.* — Le conseil régional règle par ses délibérations les affaires de la région.

« Il statue sur tous les objets sur lesquels il est appelé à délibérer par les lois et règlements et sur tous les objets

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

Article 2

I. — *(Alinéa sans modification)*

1° A *(Sans modification)*

1° *(Alinéa sans modification)*

« *Art. L. 3211-1.* — *(Alinéa sans modification)*

(Alinéa sans modification)

« *Il a compétence pour promouvoir les solidarités et la cohésion territoriale sur le territoire départemental, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des régions et des communes.* » ;

2° *(Alinéa sans modification)*

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« *Il a compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région et l'aménagement de son territoire, ainsi que pour assurer la préservation de son identité et la promotion des langues régionales, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes.* » ;

3° *(Alinéa sans modification)*

« *Art. L. 4433-1.* — *(Alinéa sans modification)*

(Alinéa sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

d'intérêt régional dont il est saisi. » ;

4° Les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 1111-4 sont supprimés ;

5° À la fin du premier alinéa de l'article L. 1111-8, les mots : « , qu'il s'agisse d'une compétence exclusive ou d'une compétence partagée » sont supprimés ;

6° Après le même article L. 1111-8, il est inséré un article L. 1111-8-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 1111-8-1. —* Sauf lorsque sont en cause des intérêts nationaux *et dans les domaines prévus par la loi*, l'État peut déléguer par convention à une collectivité territoriale ou à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui en fait la demande l'exercice de certaines de ses compétences.

« Les compétences déléguées en application du présent article sont exercées au nom et pour le compte de l'État.

« Aucune compétence déléguée ne peut porter sur l'exercice de missions de contrôle confiées aux services de l'État par les lois et règlements.

« La collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui souhaite exercer une compétence déléguée par l'État soumet sa demande pour avis à la conférence territoriale de l'action publique. La demande et l'avis de la conférence territoriale sont transmis aux ministres concernés par le représentant de l'État dans la région.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

« *Il a compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région et l'aménagement de son territoire, ainsi que pour assurer la préservation de son identité et la promotion des langues régionales, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes.* » ;

4° (*Sans modification*)

5° (*Sans modification*)

6° (*Alinéa sans modification*)

« *Art. L. 1111-8-1. —* Sauf...
...nationaux, l'État...

...compétences.

« Les...

...l'État.

Elles ne peuvent habiliter les collectivités territoriales et les établissements publics concernés à déroger à des règles relevant du domaine de la loi ou du règlement.

« Aucune...
...peut relever de la nationalité, des droits civiques, des garanties des libertés publiques, de l'état et de la capacité des personnes, de l'organisation de la justice, du droit pénal, de la procédure pénale, de la politique étrangère, de la défense, de la sécurité et de l'ordre publics, de la monnaie, du crédit et des changes, ainsi que du droit électoral, ou intervenir lorsqu'elle affecte les conditions essentielles d'exercice d'une liberté publique ou d'un droit constitutionnellement garanti, ou porter sur l'exercice de missions de contrôle confiées à l'État sans faculté expresse de délégation par les engagements internationaux de la France, les lois et les règlements.

(*Alinéa sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Lorsque la demande de délégation est acceptée, un projet de convention est communiqué à la collectivité territoriale ou à l'établissement public demandeur dans un délai d'un an à compter de la transmission de sa demande.

« La délégation est décidée par décret. La convention prévue au premier alinéa en fixe la durée, définit les objectifs à atteindre, précise les moyens mis en oeuvre ainsi que les modalités de contrôle de l'État sur la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre délégataire. Les modalités de cette convention sont précisées par décret en Conseil d'État. »

II. — Les VI et VII de l'article 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales sont abrogés.

Article 2 bis

Supprimé

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

II. — *(Non modifié)*

Article 2 bis

I. — Après le cinquième alinéa de l'article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le schéma régional d'aménagement et de développement du territoire comprend un volet consacré à l'aménagement numérique, ce volet tient lieu de schéma directeur territorial d'aménagement numérique, au sens de l'article L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales. »

II (nouveau). — L'article L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le territoire de la région ne comporte qu'un seul schéma directeur territorial d'aménagement numérique élaboré par le conseil régional, ce schéma directeur peut être remplacé ou révisé par le volet consacré à l'aménagement numérique du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire. Lorsque le territoire de la région est couvert par plusieurs schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique, les personnes publiques les ayant élaborés et la région définissent conjointement une stratégie d'aménagement numérique du territoire régional dans les conditions prévues au troisième alinéa. »

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

CHAPITRE II

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES CHEFS DE FILE ET LA
CONFÉRENCE TERRITORIALE DE L'ACTION PUBLIQUE

Section 1

Les collectivités territoriales chefs de file

Article 3

L'article L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« Art. L. 1111-9. — I. — La région est chargée d'organiser, en qualité de chef de file, les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics pour l'exercice des compétences relatives :

« 1° À l'aménagement et au développement durable du territoire ;

« 2° *(Supprimé)*

« 3° **Supprimé**

« 3° bis Au climat et à l'énergie ;

« 4° Au développement économique ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

CHAPITRE II

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES CHEFS DE FILE ET LA
CONFÉRENCE TERRITORIALE DE L'ACTION PUBLIQUE

Section 1

Les collectivités territoriales chefs de file

Article 3

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 1111-9. — IA (nouveau). — *Les compétences des collectivités territoriales dont le présent article prévoit que l'exercice nécessite le concours de plusieurs collectivités ou groupements de collectivités territoriales sont mises en œuvre dans le respect des règles suivantes :*

« 1° *Les délégations de compétence sont organisées dans le cadre de la convention territoriale d'exercice concerté prévue par au quinquième de l'article L. 1111-9-1 ;*

« 2° *La participation minimale du maître d'ouvrage, prévue au deuxième alinéa du III de l'article L. 1111-10, est fixée à 40 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques ;*

« 3° *À l'exception des opérations figurant dans le contrat de plan conclu entre l'État et la région, les projets relevant de ces compétences peuvent bénéficier de subventions d'investissement et de fonctionnement soit de la région, soit d'un département.*

« I. — *(Alinéa sans modification)*

« 1° *(Sans modification)*

« 2° *(Supprimé)*

« 3° *À la protection de la biodiversité ;*

« 3° bis *Au climat, à la qualité de l'air et à l'énergie ;*

« 4° *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« 5° Au soutien de l'innovation ;

« 6° À l'internationalisation des entreprises ;

« 7° À l'organisation de l'intermodalité et de la complémentarité des modes de transports, y compris les services réguliers non urbains desservant deux régions ou plus de deux régions ;

« 8° Au soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche.

« II. — Le département est chargé d'organiser, en qualité de chef de file, les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics pour l'exercice des compétences relatives à :

« 1° L'action sociale, le développement social et la résorption de la précarité énergétique ;

« 2° L'autonomie des personnes ;

« 3° La solidarité des territoires ;

« 4° (nouveau) (Supprimé)

« Il est consulté par la région en préalable à l'élaboration du contrat de plan conclu entre l'État et la région en application de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification afin de tenir compte des spécificités de son territoire.

« III. — La commune ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre auquel elle a transféré ses compétences est chargé d'organiser, en qualité de chef de file, les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics pour l'exercice des compétences relatives :

« 1° À la mobilité durable ;

« 2° À l'offre de services publics de proximité et à l'accès à ces services ;

« 3° (nouveau) À l'aménagement de l'espace ;

« 4° (nouveau) Au développement local.

« III bis. — (Supprimé)

« IV. — Les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs groupements pour l'exercice des compétences mentionnées aux I à III sont débattues par la conférence territoriale de l'action publique prévue à l'ar-

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« 5° (Sans modification)

« 6° (Sans modification)

« 7° À l'intermodalité et à la complémentarité entre les modes de transports ;

« 8° (Sans modification)

« II. — (Alinéa sans modification)

« 1° L'action... ..social et la contribution à la résorption précarité énergétique ;

« 2° (Sans modification)

« 3° (Sans modification)

« 4° (Supprimé)

(Alinéa sans modification)

« III. — (Alinéa sans modification)

« 1° (Sans modification)

« 2° À la rationalisation des points d'accès aux services publics de proximité ;

« 3° (Supprimé)

« 4° (Supprimé)

« III bis. — (Supprimé)

« IV. — (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

ticle L. 1111-9-1. »

Section 2

La conférence territoriale de l'action publique

Article 4

Après l'article L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 1111-9-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 1111-9-1. — I. — Une* conférence territoriale de l'action publique est *instituée dans chaque* région.

« La conférence territoriale de l'action publique *débat* et *rend* des avis sur tous les sujets relatifs à l'exercice des compétences et *les* politiques publiques nécessitant une coordination ou une délégation de compétences entre *différents niveaux de* collectivités territoriales et *de* leurs groupements. *Elle peut débattre de tout sujet présentant un intérêt local.*

« Elle *débat de toute question relative à* la coordination des relations transfrontalières avec les collectivités territoriales étrangères situées dans le voisinage de la région.

« *II. —* Sont membres de la conférence territoriale de l'action publique :

« 1° Le président du conseil régional ou de l'autorité exécutive de la collectivité territoriale régie par l'article 73 de la Constitution ;

« 2° Les présidents des conseils généraux ou un représentant de l'autorité exécutive des collectivités territoriales exerçant les compétences des départements sur le territoire de la région ;

« 3° Les présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants ayant leur siège sur le territoire de la région ;

« 4° Un représentant élu des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de moins de 20 000 habitants ayant leur siège sur le territoire de chaque département ;

« 5° Un représentant élu des communes de plus de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

Section 2

La conférence territoriale de l'action publique

Article 4

I. — (Alinéa sans modification)

« *Art. L. 1111-9-1. — I. — Dans chaque région, la* conférence... *...est chargée de favoriser un exercice concerté des compétences des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics.*

« La... *...publique peut débattre et rendre des... ...exercice de compétences et à la conduite de politiques... ...entre les* collectivités territoriales et leurs groupements.

« Elle *peut être saisie de* la coordination...

...région.

« *I bis. — (Alinéa sans modification)*

« 1° *(Sans modification)*

« 2° *(Sans modification)*

« 3° Les...

...de 30 000 habitants... ...région ;

« 4° Un...

...de 30 000 habitants... ...département ;

« 5° Un...

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

20 000 habitants de chaque département ;

« 6° Un représentant élu des communes comprenant entre 3 500 et 20 000 habitants de chaque département ;

« 7° Un représentant élu des communes de moins de 3 500 habitants de chaque département ;

« 7° bis (nouveau) *Le cas échéant, les maires des communes chefs-lieux de département de la région s'ils ne figurent pas parmi les membres ci-dessus énoncés ;*

« 8° Le cas échéant, un représentant des collectivités territoriales et groupements de collectivités des territoires de montagne, au sens de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

« Pour la désignation dans chaque département des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre non membres de droit de la conférence territoriale de l'action publique, et lorsqu'une seule liste complète de candidats réunissant les conditions requises a été adressée au représentant de l'État dans le département *par l'association départementale des maires, le représentant de l'État en prend acte et il n'est pas procédé à une élection.*

« Un décret *en Conseil d'Etat* précise les modalités d'élection ou de désignation des membres de la conférence territoriale de l'action publique.

III. — La conférence territoriale de l'action publique organise librement ses travaux. Elle établit son règlement intérieur. Elle désigne son président parmi ses membres.

Alinéa supprimé

« Elle est convoquée par son président, qui fixe l'ordre du jour de ses réunions. Chaque membre peut proposer l'inscription à l'ordre du jour de questions complémentaires relevant des compétences exercées par la personne publique ou la catégorie de personnes publiques qu'il représente ou pour lesquelles cette personne publique est chargée d'organiser les modalités de l'action commune des collectivités territoriales.

« *Elle assure la publicité de ses travaux auprès de l'ensemble des collectivités territoriales de la région par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.*

« *Elle peut associer à ses travaux le représentant de l'État dans la région ou les représentants de l'État dans les*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

...de 30 000 habitants... ...département ;

« 6° Un...
...et 30 000 habitants... ...département ;

« 7° (Sans modification)

« 7° bis **Supprimé**

« 8° (Sans modification)

« Pour...

...publique et...

...département, il n'est pas...

...élection.

« Un décret précise...

...publique.

« *I ter. — La... ... publique est présidée par le président du conseil régional.*

« *Elle organise librement ses travaux, notamment au travers de commissions thématiques spécialisées associant les parties prenantes concernées, et leur publicité dans le cadre de son règlement intérieur.*

(Alinéa sans modification)

Alinéa supprimé

« Le représentant de l'État dans la région *est informé des séances de la conférence territoriale de l'action publique.*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

départements concernés, ainsi que tout élu ou organisme non représenté, en fonction de l'ordre du jour. Elle peut solliciter l'avis de toute personne ou de tout organisme.

Alinéa supprimé

IV. — À l'issue de la conférence territoriale de l'action publique, les collectivités territoriales et leurs groupements organisent, par convention, les modalités de leur action commune pour l'exercice des compétences prévues à l'article L. 1111-9. Au moins une fois par an, la collectivité territoriale chargée d'organiser les modalités de l'action commune adresse à l'organe délibérant des collectivités territoriales et aux établissements publics concernés un rapport détaillant les actions menées dans le cadre de cette convention, ainsi que les interventions financières intervenues. Ce rapport fait l'objet d'un débat.

*« I quinquies. — **Supprimé***

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

Il y participe lorsque la conférence donne son avis sur une demande d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre tendant à obtenir la délégation de l'exercice d'une compétence de l'État dans le cadre fixé à l'article L. 1111-8-1. Il participe aux autres séances à sa demande.

« La conférence territoriale de l'action publique peut associer à ses travaux tout élu ou organisme non représenté. Elle peut solliciter l'avis de toute personne ou de tout organisme.

« I quater. — La conférence territoriale de l'action publique débat des projets visant à coordonner les interventions des personnes publiques, qui lui sont présentés par les collectivités territoriales ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dans le cadre des I quinquies à I septies.

« I quinquies. — Les conventions territoriales d'exercice concerté d'une compétence fixent les objectifs de rationalisation et les modalités de l'action commune pour chacune des compétences concernées, dans les conditions suivantes :

« a) La région et le département élaborent un projet de convention pour chacun des domaines de compétence mentionnés aux I et II de l'article L. 1111-9 ;

« b) Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale auxquels elles ont transféré leurs compétences peuvent élaborer un projet de convention pour chacun des domaines de compétence mentionnés au II de l'article L. 1111-9 ;

« c) La collectivité territoriale ou le groupement de collectivités, chargé par la loi de l'élaboration d'un plan ou d'un schéma relatif à l'exercice d'une compétence des collectivités territoriales au niveau régional ou départemental, peut élaborer un projet de convention organisant les modalités de leur action commune pour cette compétence ;

« d) (nouveau) La collectivité territoriale ou le groupement de collectivités, chargé par la loi d'élaborer un plan ou un schéma relevant d'une compétence pour laquelle l'article L. 1111-9 le charge de l'organisation des modalités de l'action commune, peut élaborer un projet de document unique tenant lieu de plan ou schéma et de convention territoriale d'exercice concerté de la compétence concernée, en respectant les prescriptions et procédures de consultation

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

et d'approbation prévues pour chaque document. Le document unique comporte un volet regroupant les dispositions prévues en application des 1° à 5° du présent I quinquies applicables à ses seuls signataires. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent d.

« Chaque projet de convention comprend notamment :

« 1° Les niveaux de collectivités territoriales concernés ou les collectivités compétentes définies par des critères objectifs sur l'ensemble du territoire de la région ;

« 2° Les délégations de compétences entre collectivités territoriales, ainsi que les délégations de la région ou du département à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, dans les conditions prévues à l'article L. 1111-8 ;

« 3° Les créations de services unifiés, en application de l'article L. 5111-1-1 ;

« 4° Les modalités de la coordination, de la simplification et de la clarification des interventions financières des collectivités territoriales, pouvant déroger aux 2° et 3° du IA de l'article L. 1111-9 ;

« 5° La durée de la convention, qui ne peut excéder six ans.

« I sexies A (nouveau). — Le projet de convention territoriale d'exercice concerté de la compétence est examiné par la conférence territoriale de l'action publique, dans les conditions prévues par son règlement intérieur.

« La collectivité territoriale ou l'établissement public auteur du projet de convention territoriale d'exercice concerté de la compétence peut prendre en compte les observations formulées lors des débats de la conférence territoriale de l'action publique pour modifier le projet présenté.

« À l'issue de cet examen, le projet de convention est transmis au représentant de l'État dans la région, ainsi qu'aux collectivités territoriales et établissements publics appelés à prendre les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

« Les organes délibérants des collectivités territoriales et des établissements publics concernés disposent d'un délai de trois mois pour approuver la convention, qui est signée par le maire ou par le président.

« Les stipulations de la convention sont opposables aux seules collectivités territoriales et établissements publics qui l'ont signée. Elles les engagent à prendre les mesures et à

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

« I *sexies*. — **Supprimé**

« I *septies*. — **Supprimé**

« I *octies*. — **Supprimé**

« II. — **Supprimé**

*Section 3
(Division et intitulé supprimés)*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

conclure les conventions nécessaires à sa mise en œuvre.

« I *sexies*. — *(Supprimé)*

« I *septies*. — *Lorsque l'exercice d'une compétence autre que celles mentionnées à l'article L. 1111-9 est partagé entre plusieurs catégories de collectivités territoriales, chaque collectivité territoriale ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre attributaire de cette compétence peut formuler des propositions de rationalisation de son exercice. Ces propositions font l'objet d'un débat au sein de la conférence territoriale de l'action publique.*

« I *octies*. — *Au moins une fois par an, la collectivité territoriale chargée d'organiser les modalités de l'action commune adresse à l'organe délibérant des collectivités territoriales et aux établissements publics concernés un rapport détaillant les actions menées dans le cadre de la convention territoriale d'exercice concerté de la compétence ou du plan d'actions, ainsi que les interventions financières intervenues. Ce rapport fait l'objet d'un débat.*

« *Dans les conditions prévues au présent article pour leur conclusion, les conventions territoriales d'exercice concerté de la compétence peuvent être révisées au terme d'une période de trois ans ou en cas de changement des conditions législatives, réglementaires ou financières au vu desquelles elles ont été adoptées.*

« II. — *(Supprimé)*

« III (nouveau). — *Le 1° du II de l'article 19 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral est supprimé. »*

*Section 3
(Division et intitulé supprimés)*

.....

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

Section 3 bis

Les schémas régionaux de l'intermodalité

Article 8 bis

La première partie du code des transports est ainsi modifiée :

1° À la fin de l'intitulé du chapitre III du titre I^{er} du livre II, les mots : « des infrastructures et des transports » sont supprimés ;

2° L'intitulé de la section 1 du même chapitre est ainsi rédigé : « Le schéma régional des infrastructures et des transports » ;

3° La section 2 dudit chapitre devient la section 3 ;

4° La section 2 du même chapitre est ainsi rétablie :

« Section 2

« Le schéma régional de l'intermodalité

« Art. L. 1213-3-1. - Le schéma régional de l'intermodalité coordonne à l'échelle régionale, en l'absence d'une autorité organisatrice de transport unique et dans le respect de l'article L. 1221-1, les politiques conduites en matière de mobilité par les collectivités publiques mentionnées à ce même article, en ce qui concerne l'offre de services, l'information des usagers, la tarification et la billettique.

« Ce schéma assure la cohérence des services de transport public et de mobilité offerts aux usagers sur le territoire régional dans l'objectif d'une complémentarité des services et des réseaux, dans le respect des compétences de chacune des autorités organisatrices de transport du territoire.

« Il définit les principes guidant l'articulation entre les différents modes de déplacement, notamment en ce qui con-

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

Section 3 bis

(Division et intitulé supprimés)

Section 4

(Division et intitulé supprimés)

CHAPITRE II *BIS*

LES SCHÉMAS RÉGIONAUX DE L'INTERMODALITÉ

(Division et intitulé nouveaux)

Article 8 bis

I. — (Alinéa sans modification)

1° (Sans modification)

2° (Sans modification)

3° (Sans modification)

4° (Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 1213-3-1. — (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

cerne la mise en place de pôles d'échange.

« Il prévoit les mesures de nature à assurer une information des usagers sur l'ensemble de l'offre de transports, à permettre la mise en place de tarifs donnant accès à plusieurs modes de transport et la distribution des billets correspondants.

« Art. L. 1213-3-2. — Sous réserve des dispositions particulières prévues à la section 3 du présent chapitre, le schéma régional de l'intermodalité est élaboré par la région, en collaboration avec les départements et les autorités organisatrices de la mobilité situées sur le territoire régional.

« Le projet de schéma fait ensuite l'objet d'une concertation avec l'État et, le cas échéant, avec les syndicats mixtes de transport mentionnés à l'article L. 1231-10 du présent code. Les établissements publics mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'urbanisme et les gestionnaires de voirie sont consultés à leur demande sur le projet de schéma.

« Le projet de schéma régional de l'intermodalité, assorti des avis des conseils généraux des départements concernés, des autorités organisatrices de la mobilité ainsi que des observations formulées par les personnes associées à son élaboration, est mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article L. 120-1 du code de l'environnement.

« Le projet est arrêté par le conseil régional après avis favorable des conseils généraux des départements inclus dans la région représentant au moins la moitié de la population régionale et des organes délibérants des autorités organisatrices de la mobilité représentant au moins la moitié de la population des périmètres de transports urbains de la région.

« En l'absence de réponse de la collectivité publique dans un délai de trois mois à compter de la transmission du projet de schéma, son avis est réputé favorable.

« Le schéma régional de l'intermodalité est approuvé par le représentant de l'État dans la région.

« Il fait l'objet d'une évaluation tous les cinq ans et il est, si nécessaire, révisé.

« Art. L. 1213-3-3. — Les modalités d'application des articles L. 1213-3-1 et L. 1213-3-2 sont fixées par décret en Conseil d'État. » ;

5° La sous-section 1 de la section 3 du même chapitre, dans sa rédaction résultant du présent article, est complétée par un article L. 1213-4-1 ainsi rédigé :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

« Art. L. 1213-3-2. — (Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Le...
des autorités...
...départements inclus dans la région,
...environnement.

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 1213-3-3. — (Sans modification)

5° (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« *Art. L. 1213-4-1.* - Les articles L. 1213-3-1 et L. 1213-3-2 ne sont pas applicables à la région d'Île-de-France. » ;

6° À l'article L. 1213-5, après le mot : « transports », sont insérés les mots : « et au schéma régional de l'intermodalité » ;

6° bis (*nouveau*) À l'article L. 1213-5, la référence : « au troisième alinéa de l'article L. 4424-12 » est remplacée par la référence : « au II de l'article L. 4424-10 » ;

7° Au premier alinéa de l'article L. 1214-7, après le mot : « compatible », sont insérés les mots : « avec le schéma régional de l'intermodalité et » ;

8° Le début de l'article L. 1811-7 est ainsi rédigé : « Pour l'application des sections 1 et 2 du chapitre III du titre I^{er} du livre II, les régions d'outre-mer mettent en oeuvre l'article... (*le reste sans changement*). » ;

9° L'article L. 1821-2 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 1821-2.* - Pour l'application des sections 1 et 2 du chapitre III du titre I^{er} du livre II de la présente partie, Mayotte met en oeuvre l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales. »

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

6° L'article L. 1213-5 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « transports », sont insérés les mots : « et au schéma régional de l'intermodalité » ;

b) (*Sans modification*)

7° (*Sans modification*)

8° (*Sans modification*)

9° (*Sans modification*)

II (nouveau). — Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au troisième alinéa du I de l'article L. 4424-9, après le mot : « transports », sont insérés les mots : « , d'intermodalité » ;

2° Le II de l'article L. 4424-10 est ainsi modifié :

a) La première phrase est complétée par les mots : « et schéma régional de l'intermodalité au sens de l'article L. 1213-3-1 du même code » ;

b) Après le mot : « prévus », la fin de la deuxième phrase est ainsi rédigée : « pour ces schémas aux articles L. 1213-3 et L. 1213-3-1 du même code et par les dispositions réglementaires prises pour leur application. » ;

3° Le premier alinéa de l'article L. 4433-7 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Le schéma d'aménagement régional définit les principes permettant d'assurer la combinaison des différents modes de transports et la coordination des politiques de

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

mobilité mises en place par les autorités organisatrices. »

CHAPITRE II *TER*

LA RATIONALISATION DE L'ACTION PUBLIQUE TERRITORIALE

(Division et intitulé nouveaux)

Article 9 bis A

Article 9 bis A

Supprimé

Dans les six mois qui suivent la promulgation de la présente loi, le Gouvernement présente au Parlement un rapport sur les possibilités de rationalisation et de regroupement des différents schémas régionaux et départementaux, élaborés conjointement avec l'État ou non, en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, de transport et de mobilité, d'environnement, d'énergie et d'aménagement numérique.

Article 9 bis B

Article 9 bis B

Supprimé

I (nouveau). — Le I de l'article L. 4122-1-1 et le premier alinéa du I de l'article L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales sont complétés par une phrase ainsi rédigée :

« La demande de modification est inscrite à l'ordre du jour du conseil général, par dérogation aux articles L. 3121-9 et L. 3121-10, et du conseil régional, par dérogation aux articles L. 4132-8 et L. 4132-9, à l'initiative d'au moins 10 % de leurs membres. »

II. — Le II de l'article L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales est abrogé.

CHAPITRE III

CHAPITRE III

RENFORCEMENT DE L'ACTION EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

RENFORCEMENT DE L'ACTION EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

TITRE II

L’AFFIRMATION DES MÉTROPOLES

CHAPITRE I^{ER}

LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À L’ÎLE-DE-FRANCE

Section 1

Achèvement de la carte intercommunale

Article 10

L'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un VII ainsi rédigé :

« VII. — Dans les départements de l’Essonne, de Seine-et-Marne, du Val d’Oise et des Yvelines, *lorsqu’il est procédé à la révision prévue au dernier alinéa du IV du présent article, les communes situées dans des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre comportant au moins 30 000 habitants ou une commune d’au moins 10 000 habitants dans l’unité urbaine de Paris, telle que définie par l’Institut national de la statistique et des études économiques, ne peuvent être insérées que dans un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre comptant au moins 100 000 habitants.* »

Article 11

Supprimé

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

TITRE II

L’AFFIRMATION DES MÉTROPOLES

CHAPITRE I^{ER}

LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À L’ÎLE-DE-FRANCE

Section 1

Achèvement de la carte intercommunale

Article 10

(Alinéa sans modification)

« VII. — Dans les départements de l’Essonne, de la Seine-et-Marne, du Val-d’Oise et des Yvelines, *les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le siège se situe dans l’unité urbaine de Paris, telle que définie par l’Institut national de la statistique et des études économiques, regroupent plusieurs communes d’un seul tenant et sans enclave formant un ensemble d’au moins 200 000 habitants. Toutefois, il peut être dérogé à ce seuil démographique par le représentant de l’État dans le département pour tenir compte des caractéristiques de certains espaces, en prenant en compte des particularités de la géographie physique, le nombre de communes membres, la densité de population ou la superficie des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés.* »

Article 11

I. — Un projet de schéma régional de coopération intercommunale portant sur les départements de l’Essonne, de la Seine-et-Marne, du Val-d’Oise et des Yvelines est élaboré par le représentant de l’État dans la région d’Île-de-France, sur proposition des représentants de l’État dans ces départements.

Il est présenté, avant le 1^{er} septembre 2014, à la commission régionale de la coopération intercommunale mentionnée au VII du présent article. Ce schéma répond aux obligations définies aux I, II, VI et VII de l’article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales et prend en compte les orientations définies au III du même

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

article.

Le représentant de l'État dans la région d'Île-de-France adresse le projet de schéma pour avis aux conseils municipaux des communes et aux organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés. Lorsqu'une proposition concerne des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre appartenant à des départements autres que ceux mentionnés au premier alinéa du présent I, le représentant de l'État dans la région d'Île-de-France saisit le représentant de l'État dans le département intéressé, qui saisit pour avis la commission départementale de la coopération intercommunale.

Les avis mentionnés au troisième alinéa sont rendus dans un délai de trois mois à compter de l'envoi du projet de schéma. À défaut, l'avis est réputé favorable.

Le projet de schéma, ainsi que l'ensemble des avis mentionnés au troisième alinéa, sont transmis pour avis à la commission régionale de la coopération intercommunale par le représentant de l'État dans la région, laquelle, à compter de cette transmission, dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable. Les propositions de modification du projet de schéma conformes aux I, II, VI et VII de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales, adoptées par la commission régionale de la coopération intercommunale à la majorité des deux tiers de ses membres comprenant les deux tiers au moins des représentants de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale, désignés en application du VII du présent article, du ou des départements concernés par le projet, sont intégrées dans le projet de schéma.

Le schéma est arrêté avant le 28 février 2015 par le représentant de l'État dans la région d'Île-de-France et fait l'objet d'une insertion dans au moins une publication locale diffusée dans chacun des départements concernés.

II. — Dans les départements de l'Essonne, de la Seine-et-Marne, du Val-d'Oise et des Yvelines, la procédure de révision du schéma départemental de coopération intercommunale prévue au IV de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales n'est pas applicable à compter du renouvellement général des conseils municipaux prévu en 2014.

III. — Dès la publication du schéma régional de coopération intercommunale, les représentants de l'État dans les départements de l'Essonne, de la Seine-et-Marne, du Val-d'Oise et des Yvelines définissent par arrêté, avant le 1^{er} juillet 2015, pour la mise en œuvre du schéma, tout projet de périmètre portant création d'un établissement public de

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

coopération intercommunale à fiscalité propre.

Ils peuvent également définir un projet de périmètre ne figurant pas dans le schéma, après avis de la commission régionale de la coopération intercommunale, sous réserve du respect des obligations mentionnées aux I, II, VI et VII de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales et de la prise en compte des orientations définies au III du même article.

Lorsqu'elle est saisie pour avis en application du deuxième alinéa du présent III, la commission régionale de la coopération intercommunale dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable. L'arrêté intègre les propositions de modification du périmètre adoptées par la commission régionale dans les conditions de majorité prévues à l'avant-dernier alinéa du I du présent article.

L'arrêté de projet définit la catégorie d'établissement public de coopération intercommunale dont la création est envisagée, dresse la liste des communes intéressées et détermine le nom et le siège de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

À compter de la notification de cet arrêté au maire de chaque commune intéressée, le conseil municipal dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

La création de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est prononcée par arrêté des représentants de l'État dans les départements intéressés, après accord des conseils municipaux concernés. Cet accord doit être exprimé par la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse si cette dernière représente au moins le tiers de la population totale.

À défaut d'accord des conseils municipaux et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, les représentants de l'État dans les départements concernés peuvent, par décision motivée, après avis de la commission régionale de la coopération intercommunale, créer l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. En vue de formuler son avis, la commission régionale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établissement public de coopération intercommunale dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. Les nouvelles propositions de modification du périmètre, adoptées par la commission régionale dans les conditions de majorité prévues à l'avant-dernier alinéa du I du présent article, sont intégrées au

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

périmètre fixé par l'arrêté des représentants de l'État dans les départements concernés. La commission dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

La création de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est prononcée par arrêté des représentants de l'État dans les départements intéressés avant le 31 décembre 2015.

L'arrêté de création de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre emporte retrait des communes auxquelles le périmètre est étendu, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elles sont membres.

L'arrêté peut également porter, en cas d'accord des conseils municipaux des communes dans les conditions prévues au sixième alinéa du présent III, sur les compétences exercées par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, dans le respect des dispositions propres à sa catégorie.

À défaut d'accord sur les compétences, les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre disposent d'un délai de six mois à compter de sa création pour se doter des compétences requises, dans le respect des dispositions propres à sa catégorie. Si les communes ne se sont pas mises en conformité avec ces dispositions dans ce délai, le nouvel établissement public exerce l'intégralité des compétences prévues par lesdites dispositions.

IV. — Dès la publication du schéma régional de coopération intercommunale, les représentants de l'État dans les départements de l'Essonne, de la Seine-et-Marne, du Val-d'Oise et des Yvelines proposent par arrêté, avant le 1^{er} juillet 2015, pour sa mise en œuvre, la modification du périmètre de tout établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Ils peuvent également proposer une modification de périmètre ne figurant pas dans le schéma, sous réserve du respect des obligations mentionnées aux I, II, VI et VII de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales et de la prise en compte des orientations définies au III du même article, après avis de la commission régionale de la coopération intercommunale.

Lorsqu'elle est saisie pour avis en application du deuxième alinéa du présent IV, la commission régionale de la coopération intercommunale dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable. L'arrêté intègre les propositions de modification du

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

périmètre adoptées par la commission régionale dans les conditions de majorité prévues à l'avant-dernier alinéa du I du présent article.

La modification de périmètre peut porter sur des communes appartenant ou non à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Un arrêté de projet de périmètre dresse la liste des communes intéressées.

Cet arrêté est notifié par le représentant de l'État dans le département au président de chaque établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre intéressé afin de recueillir l'avis de chaque organe délibérant et, concomitamment, au maire de chaque commune incluse dans le projet de périmètre afin de recueillir l'accord de chaque conseil municipal.

À compter de la notification de cet arrêté, les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et les conseils municipaux disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

La modification de périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est prononcée par arrêté des représentants de l'État dans les départements concernés après accord des conseils municipaux des communes incluses dans le projet de périmètre. Cet accord doit être exprimé par la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse si cette dernière représente au moins le tiers de la population totale.

À défaut d'accord des communes et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, les représentants de l'État dans les départements concernés peuvent, par décision motivée, après avis de la commission régionale de la coopération intercommunale, modifier le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. En vue de formuler son avis, la commission régionale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établissement public de coopération intercommunale dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. Les nouvelles propositions de modification du périmètre adoptées par la commission régionale dans les conditions de majorité prévues à l'avant-dernier alinéa du I du présent article sont intégrées au périmètre fixé par l'arrêté des représentants de l'État dans les départements concernés. La commission dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

La modification de périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est prononcée par arrêté des représentants de l'État dans les départements intéressés avant le 31 décembre 2015.

L'arrêté de modification de périmètre emporte retrait des communes auxquelles le périmètre est étendu, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elles sont membres.

V. — Dès la publication du schéma régional de coopération intercommunale, les représentants de l'État dans les départements de l'Essonne, de la Seine-et-Marne, du Val-d'Oise et des Yvelines proposent par arrêté, avant le 1^{er} juillet 2015, pour la mise en œuvre du schéma, la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale, dont l'un au moins est à fiscalité propre.

Ils peuvent également proposer un projet de périmètre de fusion ne figurant pas dans le schéma, sous réserve du respect des obligations mentionnées aux I, II, VI et VII de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales et de la prise en compte des orientations définies au III du même article, après avis de la commission régionale de la coopération intercommunale.

Lorsqu'elle est saisie pour avis en application du deuxième alinéa du présent V, la commission régionale de la coopération intercommunale dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable. L'arrêté intègre les propositions de modification de périmètre adoptées par la commission régionale dans les conditions de majorité prévues à l'avant-dernier alinéa du I du présent article.

Un arrêté de projet de périmètre du nouvel établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dresse la liste des établissements publics de coopération intercommunale appelés à fusionner. Le périmètre peut, en outre, comprendre des communes appartenant ou non à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Cet arrêté est notifié par le représentant de l'État dans le département au président de chaque établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre intéressé afin de recueillir l'avis de chaque organe délibérant et, concomitamment, au maire de chaque commune incluse dans le projet de périmètre afin de recueillir l'accord de chaque conseil municipal.

À compter de la notification de l'arrêté de projet de périmètre, les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et les conseils municipaux disposent d'un délai de trois mois pour

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

La fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre est prononcée par arrêté des représentants de l'État dans les départements intéressés, après accord des conseils municipaux des communes intéressées. Cet accord doit être exprimé par la moitié au moins des conseils municipaux concernés, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse si cette dernière représente au moins le tiers de la population totale.

À défaut d'accord des conseils municipaux concernés et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, les représentants de l'État dans les départements concernés peuvent, par décision motivée, après avis de la commission régionale de la coopération intercommunale, fusionner les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. En vue de formuler son avis, la commission régionale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établissement public de coopération intercommunale dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. Les nouvelles propositions de modification du périmètre adoptées par la commission régionale dans les conditions de majorité prévues à l'avant-dernier alinéa du I du présent article sont intégrées au périmètre fixé par l'arrêté des représentants de l'État dans les départements concernés. La commission dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

La fusion est prononcée par arrêté des représentants de l'État dans les départements intéressés avant le 31 décembre 2015.

L'arrêté de fusion emporte, le cas échéant, retrait des communes des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elles sont membres et qui ne sont pas intégralement inclus dans le périmètre du nouvel établissement.

L'arrêté fixe le nom et le siège du nouvel établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que ses compétences. Celui-ci exerce l'intégralité des compétences dont sont dotés les établissements publics de coopération intercommunale qui fusionnent, sur l'ensemble de son périmètre.

VI. — Si, avant la publication de l'arrêté portant création, extension ou fusion d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en application des III à V du présent article, le nombre et la répartition des sièges au sein de l'organe délibérant de l'établissement

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

public n'ont pas été fixés, les conseils municipaux des communes intéressées disposent, à compter de la date de publication de l'arrêté, d'un délai de trois mois pour délibérer sur la composition de l'organe délibérant.

Le représentant de l'État dans la région constate la composition de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre fixée selon les modalités prévues au premier alinéa du présent VI. À défaut de délibération des conseils municipaux dans le délai de trois mois, la composition de l'organe délibérant est arrêtée par le représentant de l'État dans la région, selon les modalités prévues aux II et III de l'article L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales.

VII. — La commission régionale de la coopération intercommunale mentionnée au présent article est présidée par le représentant de l'État dans la région d'Île-de-France et composée des représentants de l'État dans les départements de l'Essonne, de la Seine-et-Marne, du Val-d'Oise et des Yvelines et des membres des commissions départementales de la coopération intercommunale des mêmes départements, réunies dans leur formation prévue au second alinéa de l'article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales. Siègent également au sein de la commission régionale de la coopération intercommunale, pour chacune de ces quatre commissions départementales de la coopération intercommunale, un représentant du conseil général, désigné parmi les membres mentionnés au 4° de l'article L. 5211-43 du même code, et un représentant du conseil régional, désigné parmi les membres mentionnés au 5° du même article L. 5211-43. »

Section 2

La métropole du Grand Paris

Section 2

La métropole du Grand Paris

Article 12

Article 12

I. — Le titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales est complété par un chapitre IX ainsi rédigé :

I. — *(Alinéa sans modification)*

« *CHAPITRE IX*

(Alinéa sans modification)

« *LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS*

(Alinéa sans modification)

« *Section 1*

Alinéa supprimé

« *Création*

Alinéa supprimé

« *Art. L. 5219-1. — Il est créé au 1^{er} janvier 2016 un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à statut particulier dénommé «la métropole du*

« *Art. L. 5219-1. — I. — (Alinéa sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

Grand Paris», qui regroupe :

« 1° La commune de Paris ;

« 2° L'ensemble des communes des départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ;

« 3° *Si le conseil municipal en exprime le souhait*, les communes des autres départements de la région d'Île-de-France appartenant au 31 décembre 2014 à un établissement public de coopération intercommunale à *fiscalité propre* comprenant au moins une commune des départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Alinéa supprimé

« Le périmètre de la métropole du Grand Paris est fixé par arrêté du préfet de la région d'Île-de-France. Toute modification du périmètre est fixée par la loi.

« Les établissements publics de coopération intercommunale existant sur le territoire de la métropole du Grand Paris à la date de sa création sont dissous dans les conditions prévues à l'article L. 5211-26. Les communes précédemment adhérentes à ces établissements publics de coopération intercommunale dissous se trouvent substituées de plein droit au sein des syndicats et des syndicats mixtes auxquels adhéraient ces établissements.

« Sous réserve des dispositions du présent chapitre, la métropole du Grand Paris est soumise au chapitre VII du présent titre.

« Art. L. 5219-2. — I. — La métropole du Grand Paris est constituée en vue de la définition et de la mise en oeuvre d'actions d'intérêt métropolitain afin de promouvoir un modèle d'aménagement durable, de réduire les inégalités,

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« 1° (Sans modification)

« 2° (Sans modification)

« 3° Les...

...intercommunale comprenant...

...Val-de-Marne et dont le conseil municipal a délibéré favorablement avant le 30 septembre 2014 ;

« 4° (nouveau) Toute commune en continuité avec au moins une commune répondant aux conditions fixées au 2°, dont le conseil municipal a délibéré favorablement avant le 30 septembre 2014, à la condition que les deux tiers des communes de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre auquel elle appartient représentant au moins la moitié de la population ou la moitié des communes représentant les deux tiers de la population de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ne s'y soient pas opposées par délibération avant le 31 décembre 2014.

« Un décret constate le périmètre de la métropole et fixe l'adresse de son siège. Il désigne le comptable public de la métropole.

« Toutes les modifications ultérieures relatives à l'adresse du siège, à la désignation du comptable public ou au transfert de compétences supplémentaires sont prononcées par arrêté du représentant de l'État dans la région d'Île-de-France dans les conditions prévues aux articles L. 5211-17 et L. 5211-20.

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

« La ...

...d'actions métropolitaines afin d'améliorer le cadre de vie de ses habitants, de réduire les inégalités entre

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

d'accroître l'offre de logements sur son territoire et d'améliorer le cadre de vie de ses habitants.

Alinéa supprimé

« À ce titre, la métropole du Grand Paris exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

« 1° Aménagement de l'espace métropolitain : schémas de cohérence territoriale et schémas de secteur ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; constitution de réserves foncières d'intérêt métropolitain ; prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement d'intérêt métropolitain ;

« 2° Politique locale de l'habitat : programme local de l'habitat ; schémas d'actions en faveur du logement social et de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ; aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

« 3° Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie : élaboration et adoption du plan climat-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ; réalisation d'actions tendant à maîtriser la demande d'énergie dans les conditions prévues à l'article L. 2224-34 du présent code ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

les territoires qui la composent, de développer un modèle urbain, social et économique durable, moyens d'une meilleure attractivité et compétitivité au bénéfice de l'ensemble du territoire national. La métropole du Grand Paris élabore un projet métropolitain. Les habitants sont associés à son élaboration selon les formes déterminées par le conseil de la métropole sur proposition du conseil de développement

« Ce projet métropolitain définit les orientations générales de la politique conduite par la métropole du Grand Paris. Il participe à la mise en œuvre du schéma directeur de la région d'Île-de-France. Il comporte un diagnostic général, social, économique et environnemental du territoire métropolitain, des orientations stratégiques pour le développement de la métropole ainsi que des domaines d'intervention prioritaires. Le projet métropolitain peut être élaboré avec l'appui de l'Agence foncière et technique de la région parisienne, de l'Atelier international du Grand Paris, des agences d'urbanisme et de toute autre structure utile.

« II. — La métropole du Grand Paris est soumise au chapitre VII du présent titre I^{er}, sous réserve des dispositions du présent chapitre. Elle exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

« 1° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

« a) Approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu, élaborés par les conseils de territoire dans les conditions prévues au IV du présent article ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de restructuration urbaine ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières d'intérêt métropolitain ;

« b) Établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales ;

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

Alinéa supprimé

« 4° Politique de la ville : dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt métropolitain ; dispositifs locaux de prévention de la délinquance d'intérêt métropolitain.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« 2° En matière de politique locale de l'habitat :

« aa) (nouveau) Programme local de l'habitat ou document en tenant lieu ;

« a) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

« b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

« c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

« 3° En matière de politique de la ville :

« a) Dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

« b) Dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

« 4° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

« a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire d'intérêt métropolitain ;

« b) Actions de développement économique d'intérêt métropolitain ;

« c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

« d) Participation à la préparation des candidatures aux grands événements internationaux culturels, artistiques et sportifs, accueillis sur son territoire.

« L'exercice des compétences prévues aux 1° à 4° prend en compte les orientations définies dans les documents stratégiques élaborés par le Conseil régional ;

« 5° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

« a) Lutte contre la pollution de l'air ;

« b) Lutte contre les nuisances sonores ;

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

« I bis (nouveau). — Chaque nouveau projet métropolitain dont la compétence a été transférée à la métropole du Grand Paris fait l'objet d'une délibération concordante des conseils municipaux se prononçant à la majorité et des conseils de territoire intéressés.

« II. — Les communes membres de la métropole du Grand Paris peuvent lui transférer des compétences supplémentaires dans les conditions prévues à l'article L. 5211-17. Elles se prononcent selon les conditions de majorité prévues à la seconde phrase du premier alinéa du II de l'article L. 5211-5.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

« c) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

« d) Élaboration et adoption du plan climat-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

« e) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, en application du I bis de l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

« Lorsque l'exercice des compétences mentionnées au présent II est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt métropolitain, celui-ci est déterminé à la majorité des deux tiers du conseil de la métropole. Il est défini au plus tard deux ans après la création de la métropole du Grand Paris. À défaut, la métropole exerce l'intégralité des compétences transférées. »

« Les actions de développement économique de la métropole prennent en compte les orientations définies par le conseil régional.

Alinéa supprimé

« III (nouveau). — Les communes membres de la métropole du Grand Paris peuvent transférer à celle-ci certaines de leur compétences dans les conditions prévues à l'article L. 5211-17. Pour l'application du même article L. 5211-17, les conditions de majorité requises sont celles prévues au II de l'article L. 5211-5.

« IV (nouveau). — La métropole du Grand Paris élabore un plan local d'urbanisme dans les conditions prévues au chapitre III du titre II du livre I^{er} du code de l'urbanisme, sous réserve des dispositions du présent IV. Le plan regroupe les plans de territoire élaborés par les conseils de territoire qui tiennent lieu de plans de secteur au sens de l'article L.123-1-1-1 du code de l'urbanisme.

« Le conseil de la métropole élabore le rapport de présentation et le projet d'aménagement et de développement durables. En cohérence avec ces documents, les conseils de territoire élaborent dans un délai de vingt-quatre mois un plan de territoire sur leur périmètre qui précise les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que le règlement spécifiques à ce territoire.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« En cas de carence dûment constatée des conseils de territoire à élaborer leurs plans de territoire dans le délai de vingt-quatre mois ou en l'absence de cohérence avec le rapport de présentation et le projet d'aménagement et de développement durables, le conseil de la métropole élabore les plans de territoire ou les met en cohérence avec le rapport et le projet déjà mentionnés.

« Le plan local d'urbanisme est approuvé par le conseil de la métropole à la majorité simple des suffrages exprimés.

« Le plan est révisé selon les modalités prévues pour son élaboration.

« Le plan comprend celles des dispositions du code de l'urbanisme qui ressortent de la seule compétence des schémas de cohérence territoriale. Le plan a alors les effets du schéma de cohérence territoriale.

« Le plan prend en compte le plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement.

« Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent IV.

« V (nouveau). — La métropole du Grand Paris définit et met en œuvre des programmes d'action en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment en améliorant l'efficacité énergétique des bâtiments et en favorisant le développement des énergies renouvelables et celui de l'action publique pour la mobilité durable.

« La métropole du Grand Paris élabore un plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement. Ce plan est compatible avec le schéma directeur de la région d'Île-de-France et prend en compte le schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Île-de-France. Il tient lieu de programme local de l'habitat et poursuit, à ce titre, les objectifs énoncés à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation. Il comporte également une programmation pluriannuelle de réalisation et de rénovation de places d'accueil et de services associés en faveur de l'insertion des personnes sans domicile fixe et des populations les plus fragilisées.

« Dans un délai de trois mois à compter de la transmission de la délibération engageant la procédure d'élaboration, le représentant de l'État dans la région porte à la connaissance de la métropole du Grand Paris tous les éléments utiles ainsi que les objectifs à prendre en compte en matière de diversité de l'habitat, de répartition équilibrée des différents types de logements, de renouvellement du parc immobilier et d'accroissement du nombre de logements et de places d'hébergement pour l'application du quatrième alinéa

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

de l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation.

« Le projet de plan, arrêté par le conseil de la métropole du Grand Paris, est transmis aux communes et conseils de territoire, qui disposent d'un délai de deux mois pour faire connaître leur avis. Au vu de ces avis, le conseil de la métropole du Grand Paris délibère à nouveau sur le projet et le transmet au représentant de l'État dans la région, qui dispose d'un délai de trois mois pour faire connaître son avis. Dans ce délai, celui-ci le soumet pour avis au comité régional de l'habitat et de l'hébergement. En cas d'avis défavorable ou de réserves émises par le comité régional de l'habitat et de l'hébergement ou si le représentant de l'État estime que le projet de plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement ne répond pas aux objectifs de répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements, de renouvellement du parc immobilier et d'accroissement du nombre de logements et de places d'hébergement nécessaires, le représentant de l'État peut adresser des demandes motivées de modifications à la métropole du Grand Paris, qui en délibère.

« Le plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement est approuvé par le conseil de la métropole du Grand Paris. La délibération publiée approuvant le plan devient exécutoire deux mois après sa transmission au représentant de l'État. Si, dans ce délai, le représentant de l'État notifie au président du conseil de la métropole du Grand Paris les demandes de modifications mentionnées à au quatrième alinéa du présent V, qu'il estime nécessaire d'apporter au plan, le plan ne devient exécutoire qu'à compter de la publication et de la transmission au représentant de l'État de la délibération apportant les modifications demandées.

« Le conseil de la métropole du Grand Paris délibère au moins une fois par an sur l'état de réalisation du plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement et son adaptation à l'évolution de la situation sociale ou démographique.

« La métropole du Grand Paris communique pour avis au représentant de l'État dans la région et au comité régional de l'habitat et de l'hébergement un bilan de la réalisation du plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement trois ans et six ans après son approbation.

« À l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation, le conseil de la métropole du Grand Paris, en tenant compte du bilan mentionné au septième alinéa du présent V, délibère sur l'opportunité d'une révision de ce plan selon les modalités prévues au cinquième alinéa du IV. Il peut être révisé à tout moment dans les mêmes conditions.

»

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

« III. — Afin de favoriser la construction de logements neufs, la réhabilitation des logements anciens et la résorption de l'habitat indigne, la métropole du Grand Paris exerce de plein droit, à l'intérieur de son périmètre, par délégation de l'État, l'attribution des aides à la pierre dans les conditions prévues à l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation.

« Elle peut recevoir, à sa demande, de l'État délégation des compétences suivantes :

« 1° Gestion de tout ou partie des réservations de logements dont le représentant de l'État dans la région bénéficie, en application de l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation, à l'exception des logements réservés au bénéfice des agents et militaires de l'État ;

« 2° Garantie du droit à un logement décent et indépendant mentionné au chapitre préliminaire du titre préliminaire du livre III ainsi qu'aux articles L. 441-2-3 et L. 441-2-3-1 du même code ;

« 3° Mise en œuvre de la procédure de réquisition avec attributaire prévue au chapitre II du titre IV du livre VI du même code ;

« 4° Gestion de la veille sociale, de l'accueil, de l'hébergement et de l'accompagnement au logement de toute personne ou famille sans domicile ou éprouvant des difficultés particulières d'accès au logement en raison de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

« Pour mettre en œuvre le plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement, la métropole du Grand Paris réalise des programmes d'aménagement et de logement. Elle peut demander à l'État de la faire bénéficier, par décret en Conseil d'État, de compétences dérogatoires pour la création et la réalisation des zones d'aménagement concerté et la délivrance d'autorisations d'urbanisme.

« La métropole du Grand Paris peut également proposer à l'État, pour la réalisation de programmes de construction et de rénovation de logements ou des équipements nécessaires à ces logements, d'engager une procédure de projet d'intérêt général. La proposition est adoptée par le conseil de la métropole du Grand Paris et transmise au représentant de l'État dans le département intéressé.

« L'État peut mettre à la disposition de la métropole du Grand Paris les établissements publics d'aménagement de l'État.

« VI (nouveau). — Afin...

...indigne, l'État peut déléguer par convention à la métropole du Grand Paris, sur sa demande, dès lors qu'elle dispose d'un plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement exécutoire, la totalité des compétences suivantes, sans pouvoir les dissocier ;

Alinéa supprimé

« 1° L'attribution des aides au logement locatif social et la notification aux bénéficiaires, ainsi que, par délégation de l'Agence nationale de l'habitat, l'attribution des aides en faveur de l'habitat privé et la signature des conventions mentionnées à l'article L. 321-4 du même code ;

« 2° La garantie...

...du code de la construction et de l'habitation et, pour exercer cette garantie, la délégation de tout ou partie des réservations dont le représentant de l'État dans le département bénéficie en application de l'article L. 441-1 du même code, à l'exception des logements réservés au bénéfice des agents et militaires de l'État ;

« 3° La mise...

...du code de la construction et de l'habitation ;

« 4° La gestion...

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, dans *les conditions prévues aux articles L. 345-2-2 et L. 345-2-3 du code de l'action sociale et des familles*, ainsi que le financement des organismes et dispositifs qui y contribuent, mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 et aux articles L. 322-1 et L. 345-2 du code de l'action sociale et des familles et aux articles L. 365-1, L. 631-11 et L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation.

« Les compétences déléguées en application du présent III sont exercées au nom et pour le compte de l'État.

« La compétence déléguée en application du 1° est exercée par le président du conseil de la métropole du Grand Paris.

« Les délégations prévues au présent III sont régies par une convention conclue pour une durée de six ans renouvelable. Elle peut être dénoncée par le représentant de l'État compétent au terme d'un délai de trois ans lorsque les résultats de son exécution sont insuffisants au regard des objectifs définis par la convention. Elle peut être également dénoncée par la métropole si cette dernière juge que les moyens délégués par l'État ne lui permettent pas de remplir les objectifs définis par la convention.

« Art. L. 5219-3. — I. — La métropole du Grand Paris établit un plan climat-énergie métropolitain.

« Elle définit et met en oeuvre des programmes d'action en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, en améliorant l'efficacité énergétique des bâtiments et en favorisant le développement des énergies renouvelables et la mobilité durable.

« II. — La métropole du Grand Paris élabore un plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement qui tient lieu de programme local de l'habitat. Ce plan est compatible avec le schéma directeur de la région d'Île-de-France et prend en compte le schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

...dans le respect des articles...

...du même code...

...l'habitation.

« Les compétences déléguées en application du 2° du présent VI et celles déléguées en application du 4°, relatives à l'aide sociale prévue à l'article L. 345-1 du code de l'action sociale et des familles pour l'accueil dans les organismes mentionnés au 8° du I de l'article L.312-1 du même code sont exercées par le président du conseil de la métropole.

« L'ensemble des compétences... application
des 1° à 4° du présent VI sont... État.

Alinéa supprimé

« Ces délégations sont régies par une convention conclue pour une durée de six ans renouvelable, qui définit, notamment, les modalités de prise en compte des objectifs du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Île-de-France. Elle peut être dénoncée par le représentant de l'État dans le département au terme...

...Elle peut également être...

...métropole dans les mêmes délais en cas de non-respect des engagements de l'État.

« La métropole du Grand Paris propose à l'État et aux collectivités territoriales, un plan de rationalisation des outils d'aménagement et des syndicats intervenant sur son ressort territorial.

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

Île-de-France. Il comprend les éléments mentionnés aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation et comporte également une programmation pluriannuelle de réalisation et de rénovation des places d'accueil et de services associés en faveur de l'insertion des personnes sans domicile fixe et des populations les plus fragilisées.

« Pour son élaboration, le représentant de l'État dans la région porte à la connaissance de la métropole tous les éléments utiles ainsi que les objectifs à prendre en compte en matière de diversité de l'habitat, de renouvellement du parc immobilier et d'accroissement du nombre de logements et de places d'hébergement. Le projet de plan, arrêté par le conseil de la métropole du Grand Paris, est transmis aux communes et conseils de territoire, ainsi qu'au comité régional de l'habitat et de l'hébergement, qui disposent d'un délai de deux mois pour faire connaître leur avis. Au vu de ces avis, le conseil de la métropole délibère à nouveau sur le projet et le transmet au représentant de l'État dans la région, qui dispose d'un délai de trois mois pour faire connaître son avis. Il est approuvé par le conseil de la métropole après avoir pris en compte, le cas échéant, les demandes de modifications du représentant de l'État dans la région.

« À l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation, le conseil de la métropole délibère sur l'opportunité d'une révision de ce plan selon les modalités prévues au deuxième alinéa du présent II. Il peut être révisé à tout moment dans les mêmes conditions.

« Dans le cadre des dispositions de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme, le représentant de l'État compétent porte à la connaissance du conseil de territoire et des communes les objectifs de construction, contractualisés dans le cadre du plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement, qui leur sont assignés, notamment en application de l'article 55 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains.

« Les communes restent seules compétentes pour décliner sur leur territoire les objectifs minimaux de construction qui leur incombent.

« III. — Pour mettre en oeuvre le plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement, la métropole du Grand Paris réalise des programmes d'aménagement et de logement. À la demande de la commune ou en cas de carence de celle-ci pour la réalisation des objectifs de construction contractualisés, elle peut demander à l'État de la faire bénéficier, par décret en Conseil d'État, de compétences dérogatoires pour la création et la réalisation d'opérations d'aménagement et la délivrance d'autorisations d'urbanisme.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« La métropole du Grand Paris peut également proposer à l'État, pour la réalisation de programmes de construction et de rénovation de logements ou des équipements nécessaires à ces logements, d'engager une procédure de projet d'intérêt général. La proposition est adoptée par le conseil de la métropole et transmise au représentant de l'État dans le département intéressé.

« L'État peut mettre à la disposition de la métropole du Grand Paris les établissements publics d'aménagement de l'État.

« Art. L. 5219-4. — Par dérogation à l'article L. 5211-6-1, le conseil de la métropole est composé :

« 1° Hors Paris, de conseillers métropolitains élus dans les conditions prévues au titre V du livre I^{er} du code électoral, à raison de :

« a) Un conseiller métropolitain par commune ;

« b) Un conseiller métropolitain supplémentaire pour chaque commune à raison d'un pour 30 000 habitants en sus de 30 000 ;

« 2° À Paris, le nombre de conseillers métropolitains, désignés par le conseil de Paris parmi ses membres au scrutin proportionnel à la plus forte moyenne, est égal au quart des membres du conseil de la métropole, arrondi à l'entier supérieur.

« Section 2

« Les territoires

« Art. L. 5219-5. — La métropole du Grand Paris est organisée en territoires regroupant chacun au moins 200 000 habitants et quatre communes.

« Dans chaque territoire, il est créé un conseil de territoire. Sont membres les conseillers de la métropole du Grand Paris délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire. Une commune membre du territoire ne peut détenir un nombre de sièges supérieur à la moitié des sièges du conseil de territoire. Les membres du conseil de territoire ne perçoivent aucune indemnité de fonction à ce titre.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

« Art. L. 5219-2. — La métropole du Grand Paris est organisée en territoires, d'un seul tenant et sans enclave, d'au moins 300 000 habitants. Le périmètre de ces territoires respecte le périmètre des communes de la métropole du Grand Paris. Les communes appartenant à un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 31 décembre 2014 ne peuvent appartenir à des territoires distincts. Le ressort territorial de la commune de Paris constitue un territoire.

« Dans chaque territoire, il est créé un conseil de territoire composé des délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire, désignés en application de l'article L. 5219-9. Le périmètre du territoire et le siège du conseil de territoire sont fixés par décret en Conseil d'État, après consultation par le représentant de l'État dans la région d'Ile-de-France compétente des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés qui disposent d'un délai de deux mois pour rendre leur avis. La définition de ces périmètres peut prendre en

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

« Le périmètre du territoire et le siège du conseil de territoire sont fixés par décret en Conseil d'État, après consultation par le représentant de l'État dans la région des conseils municipaux des communes concernées qui disposent d'un délai de deux mois pour rendre leur avis, à défaut celui-ci est réputé favorable. La définition de ces périmètres prend en compte le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 31 décembre 2014 ainsi que les contrats de développement territorial conclus au 31 décembre 2014 en application de l'article 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris. Le ressort territorial de la commune de Paris constitue un territoire et le conseil de Paris exerce les attributions du conseil de territoire.

« Art. L. 5219-6. — Le président du conseil de territoire est élu en son sein. Le conseil de territoire désigne également en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Le nombre de ceux-ci ne peut excéder 20 % du nombre total des membres du conseil de territoire.

« Les présidents des conseils de territoire sont, de droit, vice-présidents du conseil de la métropole. Leur effectif n'est pas pris en compte pour l'appréciation du respect de l'effectif maximal fixé aux deuxième à quatrième alinéas de l'article L. 5211-10.

« Art. L. 5219-7. — (Supprimé)

« Art. L. 5219-8. — I. - Préalablement à leur examen par le conseil de la métropole, le conseil de territoire est saisi pour avis des rapports de présentation et des projets de délibération satisfaisant aux deux conditions cumulatives suivantes :

« 1° Leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou en partie, dans les limites du territoire ;

« 2° Ils concernent les affaires portant sur l'aménagement de l'espace métropolitain, la politique locale de l'habitat ou la protection et la mise en valeur de l'environnement et la politique du cadre de vie.

« Le conseil de territoire émet son avis dans le délai fixé par le président du conseil de la métropole. Sauf urgence dûment constatée par le conseil de la métropole, ce délai ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du conseil de territoire. À défaut d'avis émis dans ce délai, le conseil de la métropole peut délibérer.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

compte les territoires de projet constitués en vue de l'élaboration de contrats de développement territorial prévus à l'article 21 de la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris.

Alinéa supprimé

« Le...

...territoire.

« Les...

... métropole *du Grand Paris*. Leur ...

...L. 5211-10.

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Le conseil de territoire reçoit communication des pièces relatives aux affaires qui lui sont soumises. L'avis du conseil de territoire ou, à défaut, le document prouvant qu'il a été saisi dans les délais est joint au projet de délibération et est annexé à la délibération du conseil de la métropole.

« Le conseil de territoire peut demander l'inscription à l'ordre du jour du conseil de la métropole de toute affaire intéressant le territoire. Cette demande est adressée au président du conseil de la métropole huit jours au moins avant la réunion du conseil de la métropole.

« Le conseil de territoire peut émettre des vœux sur tous les objets intéressant le territoire.

« II. — Les conseils de territoire exercent, par délégation du conseil de la métropole, la compétence en matière de politique de la ville telle que définie au 4° du I de l'article L. 5219-2.

« Les conseils de territoire, à leur demande, peuvent exercer, par délégation du conseil de la métropole et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie des compétences supplémentaires qui lui ont été transférées par ses communes membres, en application du II du même article.

« III. — Le président du conseil de territoire exécute les délibérations du conseil de territoire. Pour l'exercice de ses attributions, les services de la métropole sont mis à sa disposition. Il est ordonnateur de l'état spécial de territoire prévu à l'article L. 5219-9.

« IV. — Pour l'exercice des compétences des conseils de territoire, le conseil de la métropole peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux conseils de territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalité préalable en raison de leur montant.

« Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le conseil de la métropole. Ils sont exécutés par le président du conseil de territoire.

« Pour l'application du présent article, le président du conseil de territoire peut recevoir délégation du conseil de territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

« Art. L. 5219-3. — I. — Pour..
...métropole *du Grand Paris* peut...

...montant. *Lorsque cette délégation est accordée à un conseil de territoire, elle est donnée à l'ensemble des conseils de territoire.*

« *Le conseil de territoire adopte des délibérations pour l'exercice des compétences qui lui sont déléguées par le conseil de la métropole du Grand Paris.*

« Ces...
Ils...
... métropole *du Grand Paris*.
...territoire.

« Pour...
...avenants, *lorsque les crédits sont inscrits au budget de la métropole. Le montant des*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

« Le président du conseil de territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le conseil de territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

« Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du conseil de la métropole.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

prestations s'apprécie pour chaque conseil de territoire.

(Alinéa sans modification)

« Ces...
...métropole du Grand Paris.

« II. — Préalablement à leur examen par le conseil de la métropole du Grand Paris, le conseil de territoire est saisi pour avis des rapports de présentation et des projets de délibération satisfaisant aux deux conditions cumulatives suivantes :

« 1° Leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou en partie, dans les limites du territoire ;

« 2° Ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain, la politique locale de l'habitat, la protection et la mise en valeur de l'environnement, la politique de la ville et la politique du cadre de vie.

« Le conseil de territoire émet son avis dans le délai fixé par le président du conseil de la métropole du Grand Paris. Sauf urgence dûment constatée par le conseil de la métropole du Grand Paris, ce délai ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du conseil de territoire. À défaut d'avis émis dans ce délai, le conseil de la métropole du Grand Paris peut délibérer.

« Le conseil de territoire reçoit communication des pièces relatives aux affaires qui lui sont soumises. L'avis du conseil de territoire ou, à défaut, le document prouvant qu'il a été saisi dans les délais, est joint au projet de délibération et est annexé à la délibération du conseil de la métropole du Grand Paris.

« Le conseil de territoire peut demander l'inscription à l'ordre du jour du conseil de la métropole du Grand Paris de toute affaire intéressant le territoire. Cette demande est adressée au président du conseil de la métropole du Grand Paris huit jours au moins avant la réunion du conseil de la métropole.

« Le conseil de territoire peut émettre des vœux sur tous les objets intéressant le territoire.

« III. — Les conseils de territoire exercent, par délégation du conseil de la métropole, l'administration des offices publics de l'habitat précédemment rattachés aux

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

« Art. L. 5219-9. — Le montant total des dépenses et des recettes de chaque conseil de territoire est inscrit dans le budget de la métropole du Grand Paris.

« Les dépenses et les recettes de chaque conseil de territoire sont détaillées dans un document dénommé “état spécial de territoire”. Les états spéciaux de territoire sont annexés au budget de la métropole du Grand Paris.

« Les recettes dont dispose le conseil de territoire sont constituées d’une dotation du territoire qui couvre l’ensemble de ses dépenses.

Alinéa supprimé

« Le montant des sommes destinées aux dotations du territoire est fixé par le conseil de la métropole. Ces sommes sont réparties entre les conseils de territoire en tenant compte des caractéristiques propres du territoire. Elles constituent des dépenses obligatoires pour la métropole du Grand Paris.

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

communes ou à leurs groupements situés dans leur périmètre.

« IV. — Le président du conseil de territoire exécute les délibérations du conseil de territoire. Pour l’exercice de ses attributions, les services de la métropole sont mis à sa disposition en tant que de besoin. Il est ordonnateur de l’état spécial de territoire.

« Art. L. 5219-4. — I. — (Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

*« Les...
...dotation territoriale.*

« La dotation territoriale est attribuée pour l’exercice des attributions prévues au I de l’article L. 5219-3 et à l’article L. 5219-6.

*« Le...
...par l’organe délibérant de la métropole du Grand Paris. Ces...
...territoire et des charges
que représentent les compétences qui lui sont déléguées.
Elles...
...Paris.*

« II (nouveau). — L’exécution des attributions des conseils de territoire est effectuée par des agents de la métropole du Grand Paris affectés par le président de la métropole du Grand Paris auprès du conseil de territoire après avis des commissions administratives paritaires compétentes.

« III (nouveau). — Les comités techniques et les comités d’hygiène, de sécurité et des conditions de travail sont créés dans les conseils de territoire dans les conditions fixées par les articles 32 à 33-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

« IV (nouveau). — Le directeur général des services et les directeurs généraux adjoints des services du conseil de territoire sont nommés par le président du conseil de la métropole du Grand Paris sur proposition du président du conseil de territoire.

« À défaut de proposition d’agents remplissant les conditions pour être nommés dans ces emplois dans un délai

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

de deux mois à compter de la demande formulée par le président du conseil de la métropole du Grand Paris, celui-ci procède à la nomination du directeur général des services et des directeurs généraux adjoints du conseil de territoire.

« Il est mis fin à leurs fonctions par le président du conseil de la métropole du Grand Paris, sur proposition ou après avis du président du conseil de territoire.

« Les premier et dernier alinéas de l'article 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée s'appliquent aux agents occupant ces emplois dans des conditions et sous des réserves fixées par décret en Conseil d'État. »

« Art. L. 5219-5. — I. — Sans préjudice du II de l'article L. 5219-1, la métropole du Grand Paris exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 31 décembre 2014.

« Toutefois, le conseil de la métropole du Grand Paris peut, par délibération, restituer ces compétences aux communes dans un délai de deux ans suivant la création de la métropole du Grand Paris.

« Jusqu'à cette délibération ou, au plus tard, jusqu'à l'expiration du délai de deux ans précité, les conseils de territoires exercent, sauf délibération contraire du conseil de la métropole du Grand Paris, les compétences transférées en application du premier alinéa du présent I et non prévues au II de l'article L. 5219-1 dans le périmètre des anciens établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 31 décembre 2014.

« À l'expiration du délai de deux ans et dans un délai de trois mois, pour les compétences qui n'ont pas fait l'objet d'une délibération en application du deuxième alinéa du présent I, le conseil de la métropole du Grand Paris se prononce à la majorité des deux tiers pour conserver ces compétences. A défaut, les compétences sont restituées aux communes.

« II. – Les communes peuvent déléguer à la métropole du Grand Paris des compétences autres que celles prévues au II de l'article L. 5219-1.

« Ces compétences sont exercées, en leur nom et pour leur compte, par la métropole du Grand Paris. Ces délégations sont régies par des conventions, qui en fixent la durée et définissent les objectifs à atteindre et les modalités de contrôle de l'autorité délégante sur l'autorité délégataire.

« Les conseils de territoires de la métropole du Grand Paris dans le ressort desquels se situent les communes qui lui délèguent des compétences exercent ces compétences sauf

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

délibération contraire du conseil de la métropole du Grand Paris.

« III (nouveau). — Les compétences exercées au 31 décembre 2014 par un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et restituées aux communes dans les conditions fixées au I du présent article, peuvent être exercées en commun par des communes appartenant au même territoire, au sens de l'article L. 5219-2 :

« 1° Dans le cadre de conventions conclues avec entre, d'une part, toutes les communes d'un même territoire, au sens de l'article L. 5219-2 et, d'autre part, la métropole du Grand Paris pour la création et la gestion de certains équipements ou services, précisant que ces compétences sont exercées en leur nom et pour leur compte par la métropole du Grand Paris ;

« 2° Par l'application du I de l'article L. 5111-1-1 sur le périmètre du territoire, au sens de l'article L. 5219-2 ;

« 3° Par la création d'un syndicat dans les conditions prévues à l'article L. 5212-1 dont le périmètre ne peut être inférieur à celui du territoire au sens de l'article L. 5219-2, auquel appartiennent ces communes ;

« 4° Par le recours à une entente en application des articles L. 5221-1 et L. 5221-2.

« Les conditions de financement des compétences exercées en application du présent III sont déterminées dans les conditions prévues aux V, VI et VII du présent article.

« Par dérogation aux articles L. 5212-7 et L. 5221-2 du présent code, les délégués des communes au sein du comité du syndicat ou de la conférence de l'entente créée dans le cadre du présent III sont les conseillers métropolitains et les conseillers de territoires représentant les communes membres.

« IV (nouveau). — Les 1° et 2° du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts s'appliquent à la métropole du Grand Paris.

« Lorsque les communes étaient antérieurement membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis aux I et I bis de l'article 1609 nonies C, l'attribution de compensation versée ou perçue à compter de l'année où la création de la métropole a produit pour la première fois ses effets au plan fiscal est égale à celle que versait ou percevait l'établissement public de coopération intercommunale l'année précédente.

« La métropole du Grand Paris peut faire application de la révision dérogatoire prévue au a du 1 du 5° du V dudit

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

article 1609 nonies C, pour modifier l'attribution de compensation que versait ou percevait l'établissement public de coopération intercommunale l'année précédente. Cette révision ne peut pas avoir pour effet de minorer ou de majorer l'attribution de compensation de plus de 5 % de son montant.

« V. – Sans préjudice des 1 et 2 du 5° du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, une dotation territoriale métropolitaine est instituée en faveur de chacune des communes membres de la métropole du Grand Paris dans le cadre du pacte financier et fiscal défini à l'article L. 5219-11 du présent code.

« Elle se substitue à la dotation de solidarité communautaire pour les communes qui étaient antérieurement membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis au VI de l'article 1609 nonies C du code général des impôts.

« Le versement de cette dotation constitue pour la métropole du Grand Paris une dépense obligatoire.

« La dotation territoriale métropolitaine d'une commune comporte trois attributions servies dans l'ordre de priorité qui suit :

« 1° Une attribution de garantie de ressources, composée de deux parts.

« La première part est égale à la dotation de solidarité communautaire perçue par la commune au titre de l'exercice 2013.

« Lorsque la commune n'était pas antérieurement membre d'un établissement public de coopération intercommunale soumis au VI du même article 1609 nonies C, cette attribution est obtenue en appliquant à la population, telle qu'issue du dernier recensement, le montant moyen par habitant des dotations de solidarité communautaire perçues par les communes concernées par le deuxième alinéa du présent 1° au titre de l'exercice 2013.

« La seconde part est répartie entre les communes selon des critères fixés par le conseil de la métropole du Grand Paris statuant à la majorité des deux tiers.

« La somme des secondes parts des attributions de garantie de ressources versées par la métropole du Grand Paris aux communes ne peut excéder le tiers de la différence constatée entre le produit des impositions mentionnées au I et aux 1 et 2 du I bis dudit article 1609 nonies C, tel que perçu par la métropole du Grand Paris l'année du calcul du montant de la dotation territoriale métropolitaine et ce même produit constaté l'exercice précédent.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« 2° Une attribution de péréquation répartie entre les communes selon des critères fixés par le conseil métropolitain, statuant à la majorité des deux tiers. Ces critères sont déterminés notamment en fonction de :

« a) l'écart du revenu par habitant de la commune au revenu moyen par habitant de la métropole du Grand Paris ;

« b) l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant de la commune au regard du potentiel fiscal ou financier communal moyen par habitant sur le territoire de la métropole du Grand Paris.

« Des critères complémentaires peuvent être choisis par le conseil de la métropole, dans le cadre du pacte mentionné à l'article L. 5219-11 du présent code.

« Pour la détermination du plafond du montant total des attributions de péréquation, est calculée la différence entre les deux termes suivants :

« – d'une part le produit des impositions mentionnées au I et au 1 et 2 du I bis de l'article 1609 nonies C du code général des impôts perçu au titre de l'exercice de la prise d'effet au plan fiscal de la métropole du Grand Paris ;

« – et d'autre part le produit des mêmes impositions constaté l'année précédente.

« La somme des attributions de péréquation versées par la métropole du Grand Paris ne peut excéder 10 % de la différence positive ainsi obtenue après application du rapport entre le montant total du produit des impositions susmentionnées constaté l'année du calcul de l'attribution et le montant total de ces mêmes produits constaté l'exercice de la prise d'effet au plan fiscal de la métropole du Grand Paris.

« 3° Une attribution de coopération dont le montant individuel est évalué en référence au coût des compétences rétrocédées à la commune par la métropole du Grand Paris, après déduction de la fraction prévue au 2° du présent V.

« Pour l'application du premier alinéa du présent 3°, il est tenu compte du rapport de la commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées prévue à l'avant-dernier alinéa du II de l'article 12 de la loi n° du de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

« VI (nouveau). – Le conseil métropolitain peut, à la majorité des deux tiers, minorer ou majorer de 10 % le montant de la dotation territoriale métropolitaine d'une commune résultant de l'application du V du présent article lorsque cette commune est défavorisée par la faiblesse de son

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

potentiel financier ou par l'importance de ses charges.

« VII (nouveau). – Les communes membres de la métropole du Grand Paris versent aux personnes publiques bénéficiaires des transferts de compétence prévus par le III du présent article les attributions mentionnées au 2° et 3° du V, à due proportion des charges correspondant auxdits transferts de compétences.

« Le reversement de ces attributions constitue pour les communes une dépense obligatoire.

« Art. L. 5219-6. — Le conseil de la métropole du Grand Paris peut confier à un conseil de territoire, à la demande de celui-ci et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres à l'exception des compétences en matière :

« 1° D'approbation du plan local d'urbanisme définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme d'intérêt métropolitain ; constitution de réserves foncières d'intérêt métropolitain ; prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement d'intérêt métropolitain ;

« 2° De plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement ; schémas d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

« 3° De plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ; réalisation d'actions tendant à maîtriser la demande d'énergie dans les conditions prévues à l'article L. 2224-34 ; élaboration du plan climat-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement ;

« 4° (nouveau) De protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie telle que définie aux a, b et c du 5° du II de l'article L. 5219-1.

« Dans le respect des objectifs du projet métropolitain établis par le conseil de la métropole du Grand Paris, les conseils de territoire exercent la compétence en matière de politique de la ville telle que définie au 3° du II de l'article L. 5219-1.

« Section 3

« Organes de coordination

« Art. L. 5219-10. — I. — Une conférence métropolitaine, composée des présidents des conseils de territoire

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

et du président de la métropole, du président du conseil régional d'Île-de-France et des présidents des conseils généraux de la région d'Île-de-France, coordonne les actions de la métropole du Grand Paris, du conseil régional et des conseils généraux afin de garantir la cohérence et la complémentarité de leurs interventions, dans l'intérêt de l'ensemble des territoires de la région.

Alinéa supprimé

« II. — Un conseil de développement réunit les partenaires économiques, sociaux et culturels de la métropole du Grand Paris. Il est consulté sur les principales orientations de la métropole.

« Les modalités de fonctionnement de la conférence métropolitaine et du conseil de développement sont déterminées par le règlement intérieur établi par le conseil de la métropole.

« Section 4

« Dispositions financières

« Art. L. 5219-11. — I. — Par dérogation à l'article L. 5217-16, la métropole du Grand Paris bénéficie d'une dotation globale de fonctionnement égale à la somme des deux composantes suivantes :

« 1° Une dotation d'intercommunalité, calculée, la première année de perception de la dotation globale de fonctionnement, en fonction de sa population et de la moyenne des dotations par habitant des établissements publics de coopération intercommunale préexistants pondérées par leur population. À partir de la deuxième année, le montant de la dotation d'intercommunalité par habitant de la métropole du Grand Paris est égal à celui perçu l'année précédente ;

« 2° Une dotation de compensation, calculée selon les modalités définies à l'article L. 5211-28-1.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Art. L. 5219-7. — Une assemblée des maires de la métropole du Grand Paris, composée de l'ensemble des maires des communes situées dans le ressort territorial de la métropole, se réunit au moins une fois par an pour débattre du programme d'actions et du rapport d'activité de la métropole. Elle formule des avis et des recommandations qui sont transmis au conseil de la métropole. L'assemblée des maires est convoquée par le président de la métropole, qui en est le président de droit.

« Un...

... métropole du Grand Paris.

« Les... des maires et... de l'assemblée

...métropole du Grand Paris.

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

« Art. L. 5219-8. — (Alinéa sans modification)

« 1° Une...

...population. Les années suivantes, le montant...

...précédente ;

« 2° (Alinéa sans modification)

« Art. L. 5219-9. — Par dérogation à l'article L. 5211-6-1, le conseil de la métropole est composé :

« a) D'un conseiller métropolitain par commune ;

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

« II. — (Supprimé)

« Section 5

« Dispositions relatives aux personnels

« Art. L. 5219-12. — I. — Les services ou parties de service des communes qui participent à l'exercice des compétences mentionnées aux I et II de l'article L. 5219-2 sont transférés à la métropole du Grand Paris, selon les modalités prévues à l'article L. 5211-4-1.

« II. — Les agents des services ou parties de service des établissements publics de coopération intercommunale qui participent à l'exercice des compétences mentionnées aux I et II de l'article L. 5219-2 ou à l'exercice des compétences mentionnées à l'article L. 5219-7 sont réputés relever du nouvel établissement et conservent leurs conditions de statut et d'emploi.

« III. — Les services ou parties de service de l'État qui participent à l'exercice des compétences mentionnées au III de l'article L. 5219-2 sont mis à disposition de la métropole du Grand Paris par la convention prévue à ce même article.

« IV. — À la date d'entrée en vigueur des transferts définitifs des services ou parties de service auxquels ils sont affectés, les agents non titulaires de droit public du département et de la région exerçant leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré à la métropole deviennent des agents non titulaires de droit public de la métropole et les fonctionnaires territoriaux exerçant leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré à

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

« b) D'un conseiller métropolitain supplémentaire pour chaque commune à raison d'un pour 25 000 habitants.

« Chaque conseil de territoire est composé des conseillers de la métropole représentant les communes du territoire ainsi que, pour chaque commune du territoire et jusqu'au renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la métropole, d'autant de conseillers de territoire supplémentaires qu'elle désigne de conseillers métropolitains. Le conseil de territoire de Paris est composé des membres du conseil de Paris. »

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

« Art. L5219-10. — I. — Les services ou parties de services des communes qui participent à l'exercice des compétences mentionnées aux II et III de l'article L. 5219-1 sont transférés...

...L. 5211-4-1.

« II. — L'ensemble des personnels des établissements publics de coopération intercommunale mentionnés à l'article L. 5219-5 est réputé relever de la métropole du Grand Paris dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.

« III. — Les agents non titulaires de droit public des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale mentionnés aux I et II conservent, à titre individuel, le bénéfice des stipulations de leur contrat. Les services antérieurement accomplis en qualité d'agent non titulaire de droit public d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale sont assimilés à des services accomplis dans la métropole. »

« IV. — Les...

...mentionnées aux 1° à 4° du VI de l'article L5219-1 sont mis...

...article.

Alinéa supprimé

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

la métropole sont affectés de plein droit à la métropole.

« Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Les agents non titulaires de droit public conservent, à titre individuel, le bénéfice des stipulations de leur contrat. Les services antérieurement accomplis en qualité d'agent non titulaire de droit public du département ou de la région sont assimilés à des services accomplis dans la métropole. »

I bis A (nouveau). — Il est institué une commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées composée de représentants des communes membres et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant sur le périmètre de la métropole à la date de sa création. Elle est présidée par le président de la chambre régionale des comptes d'Île-de-France.

Cette commission évalue les charges relatives à l'exercice de leurs compétences par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant sur le périmètre de la métropole à la date de sa

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

Alinéa supprimé

« Art. L. 5219-11 (nouveau). — Le conseil de la métropole du Grand Paris adopte à la majorité des deux tiers, dans un délai de 6 mois à compter de sa création, un pacte financier et fiscal dont l'objectif est de définir les relations financières entre la métropole du Grand Paris et ses communes membres.

« Le pacte financier et fiscal détermine les attributions de compensation revenant aux communes membres selon les modalités définies au IV de l'article L. 5219-5.

« Le pacte financier et fiscal institue une dotation territoriale métropolitaine dont il fixe le montant et la répartition entre l'ensemble des communes membres dans les conditions prévues aux V, VI et VII de l'article L. 5219-5 du présent code. Cette ressource prend notamment en compte une partie, qui ne peut être supérieure à un tiers, de la différence constatée entre le produit des impositions mentionnées au I et aux 1 et 2 du I bis de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, tel que constaté l'année du calcul du montant de la dotation territoriale métropolitaine et ce même produit constaté l'exercice précédent.

« Le pacte financier et fiscal peut être révisé chaque année dans les conditions de majorité prévues au premier alinéa afin de tenir compte des besoins de financement de la métropole du grand Paris. »

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

création. Elle propose une répartition des ressources et des charges entre la métropole du Grand Paris et ses communes membres en prenant en compte le montant des charges évalué deux ans avant la date de la création de la métropole.

Un décret fixe les modalités de désignation et de fonctionnement de cette commission.

I bis B (nouveau). — À compter de la création de la métropole du Grand Paris et jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la métropole, les conseils municipaux procèdent à la désignation des conseillers métropolitains et des conseillers de territoire, dans les conditions prévues, pour les conseillers communautaires, à l'article L. 5211-6-2 du code général des collectivités territoriales.

I bis. — Une mission de préfiguration de la métropole du Grand Paris est créée. Elle est chargée de préparer les conditions juridiques et budgétaires de la création de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de la métropole du Grand Paris. Elle élabore un rapport remis au Gouvernement au plus tard le 31 décembre 2014.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

*I bis. — Une...
...créée.*

Elle est chargée de préparer les conditions juridiques et budgétaires de la création de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de la métropole du Grand Paris. Elle élabore un rapport remis au Gouvernement au plus tard le 31 décembre 2014.

La mission de préfiguration, en outre, est chargée de préparer les conditions dans lesquelles la métropole du Grand Paris exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunales à fiscalité propre existant au 31 décembre 2014. Elle prépare, à cette fin, un rapport, soumis pour avis à l'ensemble de ces établissements publics de coopération intercommunale avant le 31 juillet 2015, et remis au Président de la métropole du Grand Paris, un mois au plus tard après l'élection de celui-ci. Ce rapport évalue notamment l'effet de la création de la métropole du Grand Paris sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents. Il comporte une estimation du montant des dotations territoriales prévues à l'article L. 5219-4 du code général des collectivités territoriales nécessaire au bon fonctionnement des territoires.

Elle est chargée de la préparation du diagnostic général, social, économique et environnemental du territoire métropolitain, faisant partie du futur projet métropolitain élaboré par la métropole du Grand Paris et mentionné à l'article L. 5219-1 du même code. Elle peut s'appuyer à cette fin sur l'Agence foncière et technique de la région parisienne, l'Atelier international du Grand Paris, les

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

La mission élabore une carte des territoires qui prend en compte :

– le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 31 décembre 2014 ;

– les contrats de développement territorial conclus au 31 décembre 2014 en application de l'article 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris.

Le projet de carte est transmis au représentant de l'État dans la région en vue de la consultation des conseils municipaux des communes concernées prévue au dernier alinéa de l'article L. 5219-5 du code général des collectivités territoriales.

La mission est présidée *conjointement* par le représentant de l'État dans la région d'Île-de-France et le président du syndicat mixte d'études Paris Métropole.

Elle est composée :

1° D'un collège des élus composé :

a) Des maires des communes des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou de leurs représentants ;

b) Du maire de Paris, des représentants du conseil de Paris, ou de leurs représentants ;

c) Des présidents des conseils généraux des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, de l'Essonne, de la Seine-et-Marne, du Val-d'Oise et des Yvelines, ou de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

agences d'urbanisme et sur toute autre structure utile. Elle élabore un pré-diagnostic sous la forme d'un rapport qu'elle remet au président de la métropole du Grand Paris, un mois au plus tard après l'élection de celui-ci.

Elle est chargée d'organiser les travaux préparatoires à la définition de l'intérêt métropolitain dans le respect des dispositions des deux premiers alinéas du IV de l'article L. 5219-1. Elle élabore un pré-diagnostic sous la forme d'un rapport qu'elle présente au président de la Métropole du Grand Paris, au plus tard un mois après son élection.

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Elle est chargée d'organiser, en lien avec l'ensemble des communes membres, les travaux préparatoires au Pacte financier et fiscal à l'article L. 5219-11. Un rapport est remis au plus tard un mois après l'élection du président de la métropole du Grand Paris. Le rapport remis par la mission de préfiguration au Gouvernement comprend une étude sur les modalités de la mise à disposition des établissements publics d'aménagement de l'État présents sur le territoire de la métropole, qu'ils soient existants ou à venir.

La mission conduit des travaux préparatoires à la définition du périmètre des territoires répondant aux conditions définies à l'article L. 5219-2 du même code.

La mission est présidée par...
...et par le président...
...Métropole.

(Alinéa sans modification)

1° *(Alinéa sans modification)*

a) Des maires des communes mentionnées aux 2° à 4° du I de l'article L. 5219-1 du même code ;

b) (Sans modification)

c) (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

leurs représentants ;

d) Du président du conseil régional d'Île-de-France, ou de son représentant ;

e) Des présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou de leurs représentants ;

f) Du président et du co-président du syndicat mixte d'études Paris Métropole, ou de leurs représentants ;

2° D'un collège des partenaires socio-économiques réunissant les personnes morales de droit public et privé intéressées à la réalisation du diagnostic mentionné à l'article L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales.

Un décret fixe la composition du conseil des élus et du conseil des partenaires socio-économiques ainsi que les conditions de fonctionnement de la commission de préfiguration de la métropole du Grand Paris.

La mission de préfiguration achève ses travaux six mois après la création de la métropole du Grand Paris.

II. — En vue de la création de la métropole du Grand Paris, le Gouvernement est autorisé, dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution et dans les dix-huit mois suivant la publication de la présente loi, à prendre par ordonnance les mesures de nature législative propres à préciser les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à cette métropole. Le Gouvernement est également autorisé, dans les mêmes conditions, à compléter et à préciser les règles relatives à l'administration des territoires ainsi que celles relatives aux concours financiers de l'État applicables à cet établissement public de coopération intercommunale, de même que les dispositions relatives aux transferts des personnels.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

d) Du...
...représentant, ainsi que d'un conseiller régional ;

e) (Sans modification)

f) (Sans modification)

2° (Sans modification)

Un...

...fonctionnement de la mission de préfiguration...

...Paris. Il détermine les conditions d'association des membres de ces conseils aux travaux de la mission de préfiguration. Il prévoit pour les missions, prévues aux 3° à 5° du présent I bis du présent article, les conditions de consultation de l'ensemble des élus concernés.

(Alinéa sans modification)

II. — En...

... propres à :

1° Préciser et compléter les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à cette métropole ;

2° Préciser et compléter les règles relatives au fonctionnement des conseils de territoire et à l'administration des territoires de la métropole ainsi que celles relatives aux concours financiers de l'État applicables à cet établissement public de coopération intercommunale, en particulier les modalités de calcul du potentiel fiscal et financier des communes appartenant à la métropole du Grand Paris en application de l'article L. 2334-4 et les

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

Le projet de loi portant ratification de chaque ordonnance est déposé devant le Parlement au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant la publication de cette ordonnance.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

modalités de calcul du potentiel fiscal et du coefficient d'intégration fiscale de la métropole du Grand Paris en application de l'article L. 5211-30, de même que les dispositions relatives aux modalités de calcul et de répartition des dotations territoriales et aux transferts des personnels ;

3° Préciser le territoire d'intervention de l'État et l'organisation de ses services déconcentrés.

Dès la promulgation de la présente loi, il est créé une commission afin d'évaluer les charges relatives à l'exercice de leurs compétences par les établissements publics de coopération intercommunale mentionnés à l'article L. 5219-2 du code général des collectivités territoriales. Les dotations territoriales des territoires issus de ces établissements publics de coopération intercommunale prennent en compte le montant des charges évalué à deux ans avant la date de création de la métropole du Grand Paris.

(Alinéa sans modification)

III (nouveau). — Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la métropole du Grand Paris, les conseils municipaux des communes membres de la métropole procèdent à la désignation des conseillers métropolitains et des conseillers de territoire dans les conditions prévues, pour les conseillers communautaires, à l'article L. 5211-6-2 du code général des collectivités territoriales.

IV (nouveau). — Au premier alinéa du I de l'article L. 5111-1-1 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « groupements », sont insérés les mots : « , les communes appartenant à la métropole du Grand Paris ».

V (nouveau). — La section 3 du chapitre II du titre III du livre I^{er} du code de la sécurité intérieure est ainsi modifiée :

1° L'intitulé est complété par les mots : « et à la Métropole du Grand Paris » ;

2° Sont ajoutés des articles L. 132-13 à L. 132-15 ainsi rédigés :

« Art. L. 132-13. — Il est créé un conseil métropolitain de sécurité et de prévention de la délinquance qui coordonne les grandes orientations en matière de prévention de la délinquance sur le territoire de la métropole du Grand Paris. Le conseil métropolitain de sécurité et de prévention de la délinquance peut constituer en son sein un

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

Article 12 bis

Supprimé

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

ou plusieurs groupes de travail et d'échange d'informations à vocation territoriale ou thématique. Les modalités d'application du présent alinéa sont fixées par décret.

« Les modalités de fonctionnement du conseil métropolitain de sécurité et de prévention de la délinquance sont déterminées par le règlement intérieur établi par le conseil de la métropole.

« Art. L. 132-14. — Après avis du conseil métropolitain de sécurité et de prévention de la délinquance, le préfet de police et le préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris, arrêtent conjointement le plan de prévention de la délinquance de la métropole. Les actions de prévention de la délinquance conduites par la métropole du Grand Paris et les plans de prévention de la délinquance arrêtés par le représentant de l'État dans le département en application de l'article L. 132-6 ne doivent pas être incompatibles avec le plan mentionné au présent article.

« Art. L. 132-15. — Sous réserve des dispositions du code de procédure pénale relatives à l'exercice de la mission de police judiciaire, le préfet de police informe régulièrement le président de la métropole du Grand Paris des résultats obtenus en matière de lutte contre l'insécurité. »

Article 12 bis

I. — Les services ou parties de services qui participent à l'exercice des compétences de la commune de Paris, du département de Paris et de leurs établissements publics administratifs, ci-après dénommés les administrations parisiennes, transférées à la métropole du Grand Paris en application des II et III de l'article L.5219-1 du code général des collectivités territoriales sont mis à disposition et transférés selon les modalités définies par les II à VIII du présent article.

II. — Dans un délai de trois mois à compter de la création de la métropole du Grand Paris, une ou plusieurs conventions conclues entre l'administration parisienne concernée et la métropole du Grand Paris constatent la liste des services ou parties de services qui sont, pour l'exercice des compétences transférées, mis à disposition de la métropole du Grand Paris. Cette convention fixe en outre la date et les modalités du transfert définitif des services ou parties de services.

Les fonctionnaires et les agents non titulaires des administrations parisiennes qui remplissent leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré sont de plein droit mis à disposition, à titre individuel, de la métropole du Grand Paris.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

À défaut de convention passée dans le délai de trois mois précité, le représentant de l'Etat dans la région d'Ile-de-France propose, dans le délai d'un mois, un projet de convention au chef de l'administration parisienne concernée et au président du conseil de la métropole du Grand Paris. Ils disposent d'un délai d'un mois pour signer le projet de convention qui leur est soumis. A défaut de signature du projet proposé par le représentant de l'Etat, la liste des services ou parties de services mis à disposition ainsi que la date et les modalités de leur transfert définitif sont établies par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales.

Dans l'attente du transfert définitif des services ou parties de services, le président du Conseil de la métropole du Grand Paris donne ses instructions aux chefs des services des administrations parisiennes en charge des compétences transférées.

III. — A. Dans un délai de deux ans à compter de la date du transfert des services auxquels ils sont affectés, les fonctionnaires des administrations parisiennes exerçant leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré à la métropole du Grand Paris peuvent opter soit pour l'intégration dans un cadre d'emplois territorial, soit pour le maintien dans leur corps de fonctionnaire des administrations parisiennes.

B. Les fonctionnaires des administrations parisiennes ayant opté pour l'intégration sont intégrés dans un cadre d'emplois de la fonction publique territoriale dans les conditions prévues par l'article 13 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et par les dispositions statutaires applicables à ce cadre d'emplois.

Les services effectifs accomplis par les intéressés dans leur corps d'origine sont assimilés à des services accomplis dans ce cadre d'emplois.

C. Les fonctionnaires des administrations parisiennes ayant opté pour leur maintien dans un corps des administrations parisiennes sont placés en position de détachement auprès de la métropole du Grand Paris dans le cadre d'emplois correspondant.

Par dérogation à la section 2 du chapitre V de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, ces détachements sont sans limitation de durée. Le président du conseil de la métropole du Grand Paris exerce le pouvoir disciplinaire sur les fonctionnaires ainsi détachés. Il informe l'administration gestionnaire de leur corps d'origine des sanctions prononcées.

Lorsque les fonctionnaires détachés sont placés, sur leur demande, dans une position statutaire dont le bénéfice

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

est de droit, le détachement est suspendu.

Les fonctionnaires détachés sans limitation de durée peuvent, à tout moment, demander à être intégrés dans la fonction publique territoriale.

D. Les fonctionnaires qui n'ont pas fait usage du droit d'option à l'expiration du délai mentionné au A sont placés en position de détachement sans limitation de durée.

E. Les fonctionnaires en détachement sans limitation de durée mentionnés aux C et D peuvent demander à être réintégrés dans un emploi de leur corps d'origine. Il est fait droit à leur demande, dans la limite des emplois vacants.

F. Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent III.

IV (nouveau). — Les fonctionnaires des administrations parisiennes mentionnés au III du présent article et appartenant à un corps classé en catégorie active au sens du 1° du I de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite conservent, à titre personnel, le bénéfice des avantages qui en découlent.

Ils peuvent, si besoin est, compléter la durée de service en vue de remplir la condition exigée en la matière par les dispositions qui leur sont applicables au titre du régime de pension dont ils relèvent, dès lors qu'ils exercent dans la métropole du Grand Paris des fonctions ayant, par leur contenu, la même nature que celles qu'ils exerçaient antérieurement au service des administrations parisiennes.

V (nouveau). — A. Par dérogation au II, les fonctionnaires des administrations parisiennes mis à disposition de la métropole du Grand Paris et appartenant à des corps, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État, ne correspondant à aucun cadre d'emplois de la fonction publique territoriale, sont mis à disposition sans limitation de durée, à titre individuel, auprès de la métropole du Grand Paris à compter de la date de publication de ce décret.

B. Les fonctionnaires mis à disposition sans limitation de durée en application du A peuvent solliciter à tout moment leur affectation dans un emploi de leur corps de leur administration d'origine. Il est fait droit à leur demande, dans la limite des emplois vacants, dans un délai maximal de deux ans à compter de la date de réception de celle-ci ou, au-delà de cette période, dès la première vacance.

VI. — A la date d'entrée en vigueur des transferts définitifs des services, les agents non titulaires mis à disposition de la métropole du Grand Paris deviennent agents non titulaires de la métropole du Grand Paris.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

Ils conservent, à titre individuel, le bénéfice des stipulations de leur contrat. Les services antérieurement accomplis en qualité d'agent non titulaire des administrations parisiennes sont assimilés à des services accomplis dans la métropole du Grand Paris.

VII. — Les agents non titulaires transférés à la métropole du Grand Paris mentionnés au VI, qui remplissent les conditions énoncées aux articles 14 et 15 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, conservent la possibilité de se porter candidat aux recrutements réservés organisés au titre du chapitre I^{er} de la même loi :

1° Par l'administration qui soit les employait à la date du 31 mars 2011 lorsque ceux-ci bénéficiaient d'un contrat à durée déterminée à cette dernière date, soit les employait entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2011 lorsque le contrat de ceux-ci a expiré durant cette dernière période ;

2° Par l'administration qui les employait à la date du 13 mars 2012 lorsqu'ils bénéficiaient d'un contrat à durée indéterminée à cette dernière date.

Les services accomplis en qualité d'agent contractuel de droit public à la métropole du Grand Paris sont assimilés à des services effectués en qualité d'agent contractuel de droit public des administrations parisiennes pour l'appréciation de l'ancienneté prévue à l'article 15 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 précitée.

Les agents déclarés admis aux recrutements réservés sont nommés stagiaires du corps des administrations parisiennes auquel le recrutement donne accès. Ils sont mis, de plein droit, à disposition de la métropole du Grand Paris.

S'ils sont titularisés et affectés à un service ou une partie de service transférés en vertu de la présente loi à la métropole du Grand Paris, ces agents bénéficient des III et V du présent article.

VIII. — L'article 17 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant diverses dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La métropole du Grand Paris peut s'affilier volontairement au centre interdépartemental de gestion dans les conditions mentionnées à l'article 15. »

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

Section 3

Section 3

Logement en Île-de-France

Logement en Île-de-France

Article 13

Article 13

I. – La section 4 du chapitre II du titre préliminaire du livre III du code de la construction et de l'habitation est ainsi rédigée :

I. – *(Alinéa sans modification)*

« Section 4

(Alinéa sans modification)

« Schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Île-de-France

(Alinéa sans modification)

« *Art L. 302-13. – I. – À compter du 1^{er} janvier 2015*, le comité régional de l'habitat et de l'hébergement d'Île-de-France est chargé d'assurer la cohérence des politiques de l'habitat et de l'hébergement en Île-de-France.

le... « *Art L. 302-13. – I. – À compter du 1^{er} juillet 2014*,

...Île-de-France.

« Le comité régional de l'habitat et de l'hébergement d'Île-de-France est composé de *quatre* collèges comprenant, respectivement :

« Le...
...composé de *cinq* collèges comprenant, respectivement :

« 1° Des représentants de l'État ;

« 1° *(Sans modification)*

« 2° Des représentants de la région d'Île-de-France et des départements franciliens ;

« 2° *(Sans modification)*

« 3° Des représentants de la métropole du Grand Paris, ou des communes et groupements de communes de son territoire dans l'attente de sa création, et des groupements de communes présents hors du périmètre de la métropole ;

« 3° *(Sans modification)*

« 4° Des professionnels et des représentants des associations intervenant dans les domaines du logement, de l'immobilier, de la construction ou de la mise en œuvre des moyens financiers correspondants.

« 4° *(Sans modification)*

« 5° (nouveau) *Des représentants d'organismes intervenant dans le domaine de l'accueil, du soutien, de l'hébergement, de l'accompagnement, de l'insertion ou de la défense des personnes mal logées, d'organisations d'usagers, des personnes prises en charge par le dispositif d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement, de bailleurs privés, des partenaires sociaux associés à la gestion de la participation des employeurs à l'effort de construction et de personnalités qualifiées.*

« La présidence du comité régional de l'habitat et de l'hébergement d'Île-de-France est assurée par le représentant

(Alinéa sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

de l'État dans la région et par le président du conseil régional d'Île-de-France ou son représentant.

« Un décret en Conseil d'État précise la composition du comité régional de l'habitat et de l'hébergement d'Île-de-France, les modalités de désignation de ses membres et ses règles de fonctionnement.

« II. – Sur la base d'un diagnostic du logement et de l'habitat, le comité régional de l'habitat et de l'hébergement d'Île-de-France élabore un schéma régional de l'habitat et de l'hébergement. En cohérence avec l'objectif fixé à l'article 1^{er} de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, ce schéma fixe, pour une durée de six ans, les objectifs globaux et, dans le respect des orientations du schéma directeur de la région d'Île-de-France, leurs déclinaisons territoriales au niveau de chaque établissement public de coopération intercommunale, en matière de construction et de rénovation de logements, de construction et d'amélioration des structures d'hébergement, de développement équilibré du parc de logements sociaux, de rénovation thermique des logements, d'actions en faveur des populations défavorisées, de rénovation urbaine, de requalification des quartiers anciens dégradés et de lutte contre l'habitat indigne.

« Il prévoit des critères, des indicateurs et des modalités permettant de suivre l'application de ses dispositions et leurs incidences. Il indique, en prenant en compte les actions de rénovation urbaine au sens de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, les objectifs à atteindre pour satisfaire les besoins en logements et en places d'hébergement, en précisant notamment :

« 1° L'offre nouvelle et la typologie des logements à construire au regard d'une évaluation des besoins. Cette typologie doit notamment préciser l'offre de logements locatifs sociaux ;

« 2° Les actions à mener en vue de l'amélioration et de la réhabilitation du parc de logements existant, privé et public ;

« 3° Les réponses apportées aux besoins particuliers des personnes mal logées, défavorisées ou présentant des difficultés particulières ;

« 4° Les réponses apportées aux besoins particuliers des jeunes et des étudiants.

« III. – Après avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement d'Île-de-France, l'État peut déléguer aux établissements publics de coopération intercommunale d'Île-de-France l'attribution des aides à la pierre dans les conditions prévues à l'article L. 301-5-1.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

(Alinéa sans modification)

« II. – *(Sans modification)*

« III. – *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Art. L. 302-14. – I. – Dans un délai de trois mois à compter de la transmission de la décision du comité régional de l’habitat et de l’hébergement d’Île-de-France engageant la procédure d’élaboration du schéma régional de l’habitat et de l’hébergement, le représentant de l’État dans la région porte à sa connaissance toutes les informations utiles ainsi que les objectifs à prendre en compte en matière de diversité de l’habitat, de répartition équilibrée des différents types de logements, de renouvellement du parc immobilier et d’accroissement du nombre de logements et de places d’hébergement.

« Le projet de schéma élaboré par le comité régional de l’habitat et de l’hébergement d’Île-de-France est soumis pour avis au conseil régional d’Île-de-France, aux départements, à la métropole du Grand Paris, aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de programme local de l’habitat ainsi qu’aux communes n’appartenant pas à de tels établissements publics, qui disposent d’un délai de trois mois, à compter de la notification, pour faire connaître leur avis.

« Au vu de ces avis, le comité régional de l’habitat et de l’hébergement délibère sur un nouveau projet de schéma. Il le soumet pour avis, dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent I, au représentant de l’État dans la région.

« Le projet de schéma, amendé pour tenir compte des demandes de modifications adressées le cas échéant par le représentant de l’État dans la région, est approuvé par le comité régional de l’habitat et de l’hébergement.

« Le projet de schéma *arrêté* par le comité régional de l’habitat et de l’hébergement est *approuvé* par le représentant de l’État dans la région.

« II. – Les contrats de développement territorial, les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d’urbanisme, les cartes communales ou les documents en tenant lieu, le plan métropolitain de l’habitat et de l’hébergement et les programmes locaux de l’habitat prennent en compte le schéma régional de l’habitat et de l’hébergement lors de leur élaboration ou de leur révision.

« III. – Le schéma peut être révisé selon les modalités prévues pour son élaboration au I du présent article.

« Art. L. 302-15. – Le représentant de l’État dans la région établit chaque année un bilan de la programmation des aides au logement dans la région d’Île-de-France. Sur la base de ce bilan, le comité régional de l’habitat et de l’hébergement d’Île-de-France coordonne les interventions de l’État, de la région d’Île-de-France, des départements, de la métropole du Grand Paris et des établissements publics de

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Art. L. 302-14. – I. – (*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

« Le projet de schéma *approuvé* par...
...est *arrêté* par...
...région.

« II. – (*Sans modification*)

« III. – (*Sans modification*)

« Art. L. 302-15. – (*Sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

coopération intercommunale compétents en matière de programme local de l'habitat pour favoriser la mise en œuvre du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement. »

II. – Les objectifs des contrats de développement territorial dont l'élaboration a été engagée avant l'entrée en vigueur de la présente loi tiennent compte des objectifs annuels de production de nouveaux logements dans les périmètres comprenant un ou plusieurs territoires soumis à l'obligation de réaliser un programme local de l'habitat, définis par le représentant de l'État dans la région en application de l'article L. 302-13 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction antérieure à la présente loi.

Section 4

**Fonds de solidarité pour les départements de la région
d'Île-de-France**

Section 5

**Coordination du syndicat des transports d'Île-de-France et
de la société du Grand Paris**

Article 14

[rappelé pour coordination]

Le chapitre V du titre III du livre III de la troisième partie du code général des collectivités territoriales est complété par un article L. 3335-3 ainsi rédigé :

« Art. L. 3335-3. – Il est instauré un fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France à compter du 1^{er} janvier 2014. Son montant et les conditions de prélèvement et de répartition sont définis par une loi de finances. »

Article 15 bis (nouveau)

I. – Au 2^o de l'article L. 1241-14 du code des transports, les mots : « en commun » sont supprimés.

II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1^o Après le troisième alinéa de l'article L. 2531-5, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

II. – *(Sans modification)*

Section 4

**Fonds de solidarité pour les départements de la région
d'Île-de-France**

Section 5

**Coordination du syndicat des transports d'Île-de-France et
de la société du Grand Paris**

Article 14

[rappelé pour coordination]

(Sans modification)

Article 15 bis

I. – *(Sans modification)*

II. – *(Alinéa sans modification)*

1^o *(Alinéa sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« – des dépenses d'investissement et de fonctionnement de toute action relevant de l'organisation de la mobilité *urbaine* au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14, L. 1231-15 et L. 1231-16 du code des transports ; »

« – des...
... mobilité au ...

transports ; »

2° À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 5722-7 et à l'article L. 5722-7-1, les mots : « en commun » sont supprimés ;

2° (*Sans modification*)

3° À l'intitulé de la section 1 du chapitre unique du titre III du livre V de la deuxième partie, les mots : « en commun » sont supprimés.

3° (*Sans modification*)

Section 6

Dispositions relatives au site de La Défense

Section 6

Dispositions relatives au site de La Défense

Section 7

***Dispositions relatives à l'Établissement public
d'aménagement de Paris-Saclay***

Section 7

***Dispositions relatives à l'Établissement public
d'aménagement de Paris-Saclay***

CHAPITRE II

LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À LA MÉTROPOLE DE LYON

CHAPITRE II

LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À LA MÉTROPOLE DE LYON

Article 20

Article 20

I. – La troisième partie du code général des collectivités territoriales est complétée par un livre VI ainsi rédigé :

I. – (*Alinéa sans modification*)

« Livre VI

(*Alinéa sans modification*)

« Métropole de Lyon

(*Alinéa sans modification*)

« Titre I^{er}

(*Alinéa sans modification*)

« Dispositions générales

(*Alinéa sans modification*)

« Chapitre unique

(*Alinéa sans modification*)

« *Art. L. 3611-1.* – Il est créé une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, dénommée "métropole de Lyon", en lieu et place de la communauté urbaine de Lyon et, dans les limites territoriales précédem-

« *Art. L. 3611-1.* – (*Sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

ment reconnues à celle-ci, du département du Rhône.

« Art. L. 3611-2. – La métropole de Lyon forme un espace de solidarité pour élaborer et conduire un projet d'aménagement et de développement économique, écologique, éducatif, culturel et social de son territoire, afin d'en améliorer la compétitivité et la cohésion.

« Elle assure les conditions de son développement économique, social et environnemental au moyen des infrastructures, réseaux et équipements structurants métropolitains.

« Art. L. 3611-3. – La métropole de Lyon s'administre librement dans les conditions fixées par le présent livre et par les dispositions non contraires de la première partie du présent code, ainsi que par les titres II, III et IV du livre I^{er} et les livres II et III de la troisième partie, ainsi que de la législation en vigueur relative au département.

« Pour l'application à la métropole de Lyon des dispositions mentionnées au premier alinéa du présent article :

« 1° La référence au département est remplacée par la référence à la métropole de Lyon ;

« 2° La référence au conseil général est remplacée par la référence au conseil de la métropole ;

« 3° La référence au président du conseil général est remplacée par la référence au président du conseil de la métropole ;

« 4° La référence au représentant de l'État dans le département est remplacée par la référence au représentant de l'État dans la métropole.

« Titre II

« Limites territoriales et chef-lieu

« Chapitre unique

« Art. L. 3621-1. – Les limites territoriales de la métropole de Lyon fixées à l'article L. 3611-1 sont modifiées par la loi, après consultation du conseil de la métropole, des conseils municipaux des communes intéressées et du conseil général intéressé, le Conseil d'État entendu. Toutefois, lorsque le conseil de la métropole, les conseils municipaux des communes intéressées et le conseil général ont approuvé par délibération les modifications envisagées, ces limites territoriales sont modifiées par décret en Conseil d'État.

« Art. L. 3621-2. – Le chef-lieu de la métropole est fixé à Lyon.

« Art. L. 3611-2. – La...

...éducatif, sportif, culturel...
... cohésion.

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 3611-3. – *(Sans modification)*

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 3621-1. – *(Sans modification)*

« Art. L. 3621-2. – *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Art. L. 3621-3. – Le chef-lieu du département du Rhône est fixé par décret en Conseil d'État, après consultation du conseil général du Rhône et du conseil municipal de la commune intéressée. L'article L. 3112-2 est applicable au transfert de ce chef-lieu.

« Art. L. 3621-4. – Par dérogation à l'article L. 3121-9, le conseil général du Rhône peut se réunir dans le chef-lieu de la métropole de Lyon.

« Titre III

« Organisation

« Chapitre I^{er}

« Le conseil de la métropole

« Art. L. 3631-1. – (*Supprimé*).

« Art. L. 3631-2. – Les conseillers métropolitains sont élus au suffrage universel direct, dans les conditions prévues par le code électoral.

« Art. L. 3631-3. – Le conseil de la métropole siège au chef-lieu de la métropole. Toutefois, il peut se réunir dans tout autre lieu de la métropole.

« Art. L. 3631-4. – Sans préjudice des articles L. 3121-9 et L. 3121-10, le conseil de la métropole se réunit de plein droit le premier jeudi qui suit son élection.

« Art. L. 3631-4-1. – Le président du conseil de la métropole est élu au scrutin secret *et* à la majorité absolue des membres du conseil de la métropole. Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour *de scrutin* et l'élection a lieu à la majorité relative *des membres du conseil de la métropole*. En cas d'égalité *des voix*, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

« Art. L. 3631-5. – Le conseil de la métropole élit les membres de la commission permanente. La commission permanente est composée du président et d'un ou plusieurs vice-présidents du conseil de la métropole, ainsi que, le cas échéant, d'un ou plusieurs conseillers métropolitains.

« Le nombre de vice-présidents est librement déterminé par le conseil de la métropole, sans que ce nombre puisse excéder vingt-cinq vice-présidents et 30 % de l'effectif du conseil de la métropole.

« Le conseil de la métropole procède à l'élection des vice-présidents au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Art. L. 3621-3. – (*Sans modification*)

« Art. L. 3621-4. – (*Sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

« Art. L. 3631-1. – (*Supprimé*)

« Art. L. 3631-2. – (*Sans modification*)

« Art. L. 3631-3. – (*Sans modification*)

« Art. L. 3631-4. – (*Sans modification*)

« Art. L. 3631-4-1. – Le...
...secret à la...

...tour et l'élection...
...relative. En cas...
...égalité *de suffrages*, l'élection...
...l'âge.

« Art. L. 3631-5. – (*Sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

supérieur à un. Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.

« Art. L. 3631-6. – Le conseil de la métropole peut déléguer une partie de ses attributions à la commission permanente, à l'exception de celles mentionnées aux articles L. 3312-1 à L. 3312-3 et L. 1612-12 à L. 1612-15.

« Art. L. 3631-7. – Les votes ont lieu au scrutin public à la demande du sixième des membres présents. Le résultat des scrutins publics, énonçant les noms des votants et indiquant le sens de leur vote, est reproduit au procès-verbal. En cas de partage égal des voix, la voix du président du conseil de la métropole est prépondérante.

« Il est voté au scrutin secret :

« 1° Lorsque le tiers des membres présents le demande ;

« 2° Lorsqu'il est procédé à une nomination.

« Le conseil de la métropole peut toutefois décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

« Art. L. 3631-8. – Les fonctions de président du conseil de la métropole sont incompatibles avec l'exercice de la fonction de président d'un conseil régional ou de celle de président d'un conseil général.

« Les fonctions de président du conseil de la métropole sont également incompatibles avec celles de membre de la Commission européenne, de membre du directoire de la Banque centrale européenne ou de membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France.

« Si le président du conseil de la métropole de Lyon exerce une fonction le plaçant dans une situation d'incompatibilité prévue aux deux premiers alinéas, il cesse, de ce fait, d'exercer ses fonctions de président du conseil de la métropole de Lyon, au plus tard à la date à laquelle l'élection ou la nomination qui le place dans une situation d'incompatibilité devient définitive. En cas de contestation de cette élection ou de cette nomination, l'incompatibilité prend effet à compter de la date à laquelle la décision juridictionnelle confirmant l'élection ou la nomination devient définitive.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Art. L. 3631-6. – *(Sans modification)*

« Art. L. 3631-7. – *(Sans modification)*

« Art. L. 3631-8. – *(Sans modification)*

« Art. L. 3631-9 (nouveau). — **Supprimé**

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Chapitre II

« Conditions d'exercice des mandats métropolitains

« *Art. L. 3632-1.* – Les conseillers métropolitains reçoivent pour l'exercice effectif de leurs fonctions une indemnité fixée par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

« *Art. L. 3632-2.* – Le conseil de la métropole fixe par délibération, dans les trois mois qui suivent sa première installation, les indemnités de ses membres.

« Lorsque le conseil de la métropole est renouvelé, la délibération fixant les indemnités de ses membres intervient dans les trois mois suivant son installation.

« Toute délibération du conseil de la métropole portant sur les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités attribuées aux conseillers métropolitains.

« *Art. L. 3632-3.* – Les indemnités maximales votées par le conseil de la métropole pour l'exercice effectif du mandat de conseiller métropolitain sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 3632-1 le taux maximal de 70 %.

« Le conseil de la métropole peut, dans des conditions fixées par son règlement intérieur, réduire le montant des indemnités qu'il alloue à ses membres en fonction de leur participation aux séances plénières, aux réunions des commissions dont ils sont membres et aux réunions des organismes dans lesquels ils représentent la métropole, sans que cette réduction puisse dépasser, pour chacun d'entre eux, la moitié de l'indemnité maximale pouvant lui être attribuée en application du présent article.

« *Art. L. 3632-4.* – L'indemnité de fonction votée par le conseil de la métropole pour l'exercice effectif des fonctions de président du conseil de la métropole est au maximum égale au terme de référence mentionné à l'article L. 3632-1, majoré de 45 %.

« L'indemnité de fonction de chacun des vice-présidents ayant délégation de l'exécutif du conseil de la métropole est, dans les mêmes conditions, au maximum égale à l'indemnité maximale de conseiller métropolitain, majorée de 40 %.

« L'indemnité de fonction de chacun des membres de la commission permanente du conseil de la métropole, autres que le président et les vice-présidents ayant délégation de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« *Art. L. 3632-1.* – *(Sans modification)*

« *Art. L. 3632-2.* – *(Sans modification)*

« *Art. L. 3632-3.* – *(Sans modification)*

« *Art. L. 3632-4.* – *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

l'exécutif, est, dans les mêmes conditions, au maximum égale à l'indemnité maximale de conseiller métropolitain, majorée de 10 %.

« Les indemnités de fonction majorées en application des deux premiers alinéas du présent article peuvent être réduites dans les conditions fixées au second alinéa de l'article L. 3632-3.

« Chapitre III

« Modalités particulières d'intervention

« Section 1

« Les conférences territoriales des maires

« *Art. L. 3633-1.* – Des conférences territoriales des maires sont instituées sur le territoire de la métropole de Lyon. Le périmètre de ces conférences est déterminé par délibération du conseil de la métropole. Les conférences territoriales des maires peuvent être consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques de la métropole. Leur avis est communiqué au conseil de la métropole.

« Chaque conférence territoriale des maires se réunit au moins une fois par an à l'initiative *du* président élu en son sein ou à la demande de la moitié de ses membres, sur un ordre du jour déterminé. *Lors de sa première réunion, chaque conférence territoriale des maires désigne un vice-président qui supplée le président en cas d'empêchement.* Les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des maires sont déterminées par le règlement intérieur du conseil de la métropole.

« Section 2

« La conférence métropolitaine

« *Art. L. 3633-2.* – Il est créé une instance de coordination entre la métropole de Lyon et les communes situées sur son territoire, dénommée "conférence métropolitaine", au sein de laquelle il peut être débattu de tous sujets d'intérêt métropolitain ou relatifs à l'harmonisation de l'action de ces collectivités. Cette instance est présidée de droit par le président du conseil de la métropole et comprend les maires des communes. Elle se réunit au moins une fois par an, à l'initiative du président du conseil de la métropole ou à la demande de la moitié des maires, sur un ordre du jour déterminé.

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« *Art. L. 3633-1.* – *(Alinéa sans modification)*

« Lors de sa première réunion, chaque conférence territoriale des maires élit en son sein un président et un vice-président, qui supplée le président en cas d'empêchement. Chaque...

...l'initiative de son président
ou...

...déterminé. Les modalités...

... métropole.

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« *Art. L. 3633-2.* – *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Art. L. 3633-3. – La conférence métropolitaine élabore, dans les six mois qui suivent chaque renouvellement général des conseils municipaux, un projet de pacte de cohérence métropolitain entre la métropole et les communes situées sur son territoire. Ce projet propose une stratégie de délégation de compétences de la métropole de Lyon aux communes situées sur son territoire dans les conditions définies à l'article L. 1111-8. Dans les mêmes conditions, celui-ci propose une stratégie de délégation de certaines compétences des communes à la métropole de Lyon.

« La conférence métropolitaine adopte le projet de pacte de cohérence métropolitain à la majorité simple des maires représentant la moitié de la population totale des communes situées sur le territoire de la métropole de Lyon.

« Le pacte de cohérence métropolitain est arrêté par délibération du conseil de la métropole de Lyon, après consultation des conseils municipaux des communes situées sur son territoire.

« Section 3

« Création et gestion territorialisée de services et d'équipements

« Art. L. 3633-4. – La métropole de Lyon peut déléguer, par convention, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses compétences à une ou plusieurs communes situées sur son territoire, à un ou plusieurs établissements publics ou à toute autre collectivité territoriale. Dans les mêmes conditions, ces collectivités et ces établissements publics peuvent déléguer à la métropole de Lyon la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs compétences.

« La convention fixe les modalités financières et patrimoniales d'exercice des actions et missions déléguées. Elle peut prévoir les modalités de mise à disposition de tout ou partie des services des collectivités et établissements intéressés.

« Titre IV

« Compétences

« Chapitre I^{er}

« Compétences de la métropole de Lyon

« Art. L. 3641-1. – La métropole de Lyon exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, les compétences suivantes :

« 1° En matière de développement et d'aménagement

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Art. L. 3633-3. – *(Sans modification)*

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 3633-4. – *(Sans modification)*

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 3641-1. – *(Alinéa sans modification)*

« 1° *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

économique, social et culturel :

« a) Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

« b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, en prenant en compte les orientations définies par le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, et actions contribuant à la promotion et au rayonnement du territoire et de ses activités, ainsi que participation au copilotage des pôles de compétitivité ;

« b bis) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en prenant en compte le schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

« c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs métropolitains ;

« d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

« 2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

« a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement ; constitution de réserves foncières ;

« b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14, L. 1231-15 et L. 1231-16 du code des transports ; *élaboration d'un schéma de transport qui définit les services de transports urbains, non urbains, réguliers ou à la demande sur le périmètre des transports métropolitains ; organisation des transports non urbains et urbains sur ce périmètre* ; création, aménagement et entretien de la voirie du domaine public routier de la métropole de Lyon ; signalisation ; parcs et aires de stationnement, plan de déplacements urbains ; abris de voyageurs ;

« b bis) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares ;

« c) Établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, conformément à l'article L. 1425-1 du présent code ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« 2° (*Alinéa sans modification*)

« a) Schéma...

...d'aménagement ; *actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager* ; constitution de réserves foncières ;

« b) Organisation...

... transports ; création ...

...voyageurs ;

« b bis) Participation...

...des gares *situées sur le territoire métropolitain* ;

« c) (*Sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« 3° En matière de politique locale de l'habitat :

« 3° *(Sans modification)*

« a) Programme local de l'habitat ;

« b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

« c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

« d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

« 4° En matière de politique de la ville :

« 4° *(Alinéa sans modification)*

« a) Dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

« a) *(Sans modification)*

« b) *Dispositifs locaux de prévention de la délinquance et d'accès au droit ;*

« 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

« 5° *(Alinéa sans modification)*

« a) Assainissement et eau ;

« a) *(Sans modification)*

« b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires métropolitains, ainsi que création, gestion et extension des crématoriums métropolitains ;

« b) *(Sans modification)*

« c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

« c) *(Sans modification)*

« d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

« d) *(Sans modification)*

« e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

« e) *(Sans modification)*

« f) *(Supprimé)*

« f) *(Supprimé)*

« 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

« 6° *(Alinéa sans modification)*

« a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

« a) *(Sans modification)*

« b) Lutte contre la pollution de l'air ;

« b) *(Sans modification)*

« c) Lutte contre les nuisances sonores ;

« c) *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« c bis) (*Supprimé*)

« d) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

« e) Élaboration et adoption du plan climat-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

« f) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

« f bis) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

« g) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;

« h) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement *et avec le concours des syndicats mixtes constitués avec les communes concernées* ;

« i) Création et gestion de services de désinfection et de services d'hygiène et de santé.

« Art. L. 3641-2. – La métropole de Lyon exerce de plein droit les compétences que les lois, dans leurs dispositions non contraires au présent titre, attribuent au département.

« Art. L. 3641-3. – La métropole de Lyon peut déléguer aux communes situées sur son territoire, par convention, la gestion de certaines de ses compétences.

« Art. L. 3641-4. – I. – La région Rhône-Alpes peut déléguer à la métropole de Lyon certaines de ses compétences, dans les conditions prévues à l'article L. 1111-8.

« II. – Par convention passée avec la région Rhône-Alpes, à la demande de celle-ci ou de la métropole de Lyon, cette dernière exerce à l'intérieur de son *périmètre*, en lieu et place de la région, les compétences définies au 2° de l'article L. 4221-1-1.

« La convention est signée dans un délai de dix-huit mois à compter de la réception de la demande.

« La convention précise l'étendue et les conditions financières du transfert de compétences et, après avis des comités techniques compétents, les conditions dans lesquelles

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« c bis) (*Supprimé*)

« d) (*Sans modification*)

« e) (*Sans modification*)

« f) (*Sans modification*)

« f bis) (*Sans modification*)

« g) (*Sans modification*)

« h) Gestion...

...l'environnement ;

« i) (*Sans modification*)

« Art. L. 3641-2. – (*Sans modification*)

« Art. L. 3641-3. – (*Sans modification*)

« Art. L. 3641-4. – (*Sans modification*)

« II. – Par...

...son *territoire*, en lieu...

...L. 4221-1-1.

(*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

tout ou partie des services régionaux correspondants sont transférés à la métropole. Elle constate la liste des services ou parties de service qui sont, pour l'exercice de ses missions, mis à la disposition de la métropole et fixe la date de transfert définitif. Ces services ou parties de service sont placés sous l'autorité du président du conseil de la métropole.

« Toutefois, la convention peut prévoir que des services ou parties de service concernés par un transfert de compétences demeurent des services régionaux et sont mis à disposition de la métropole de Lyon pour l'exercice de ses compétences.

« Art. L. 3641-5. – *La métropole de Lyon exerce de plein droit, à l'intérieur de son périmètre, par délégation de l'État, l'attribution des aides à la pierre dans les conditions prévues à l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation.*

« Art. L. 3641-5. – I. – L'État peut déléguer par convention à la métropole de Lyon, sur sa demande, *tout ou partie des attributions* suivantes :

« 1° *La gestion* de tout ou partie des réservations de logements dont le représentant de l'État dans la métropole dispose pour le logement des personnes prioritaires, notamment mal logées ou défavorisées, en application de l'article L. 441-1 du même code ;

« 2° *La garantie du droit à un logement décent et indépendant* mentionné à l'article L. 300-1, selon les modalités prévues aux articles L. 441-2-3 et L. 441-2-3-1 dudit code ;

« 3° *La mise en œuvre des procédures* de réquisition

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

(Alinéa sans modification)

Alinéa supprimé

« Art. L. 3641-5. – I. – L'État...
...sa demande, dès lors qu'elle dispose d'un programme local de l'habitat exécutoire, les compétences suivantes :

« 1° *L'attribution des aides au logement locatif social et la notification aux bénéficiaires, ainsi que, par délégation de l'Agence nationale de l'habitat, l'attribution des aides en faveur de l'habitat privé et la signature des conventions mentionnées à l'article L. 321-4 du même code ;*

« 2° *Sans dissociation possible, la garantie du droit à un logement décent et indépendant mentionné au chapitre préliminaire du titre préliminaire du livre III ainsi qu'aux articles L. 441-2-3 et L. 441-2-3-1 dudit code et, pour exercer cette garantie, la délégation de tout ou partie des réservations dont le représentant de l'État bénéficie en application de l'article L. 441-1 du même code, à l'exception des logements réservés au bénéfice des agents et militaires de l'État.*

« *Les compétences déléguées en application du 2° du présent I sont exercées par le président du conseil de la métropole.*

Alinéa supprimé

« II. – *L'État peut également déléguer par convention, sur demande de la métropole, dès lors qu'elle dispose d'un programme local de l'habitat exécutoire, tout ou partie des compétences suivantes :*

« 1° *La mise en œuvre de la procédure* de réquisition

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

prévues aux chapitres I^{er} et II du titre IV du livre VI du même code ;

« 2° La gestion de la veille sociale, de l'accueil, de l'hébergement et de l'accompagnement au logement de toute personne ou famille sans domicile ou éprouvant des difficultés particulières d'accès au logement en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, dans *les conditions prévues aux articles L. 345-2-2 et L. 345-2-3 du code de l'action sociale et des familles, ainsi que le financement des organismes et dispositifs qui y contribuent, mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 et aux articles L. 322-1 et L. 345-2 du même code et aux articles L. 365-1, L. 631-11 et L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation.*

« 5° *L'élaboration, la contractualisation, le suivi et l'évaluation des conventions d'utilité sociale prévues à l'article L. 445-1 du code de la construction et de l'habitation pour la partie concernant le territoire de la métropole ;*

« 6° *La délivrance aux organismes d'habitation à loyer modéré des agréments d'aliénation de logements prévue aux articles L. 443-7, L. 443-8 et L. 443-9 du même code et situés sur le territoire métropolitain.*

« Les attributions déléguées en application des alinéas précédents sont exercées au nom et pour le compte de l'État.

« Cette délégation est régie par une convention conclue pour une durée de six ans renouvelable. Elle peut être dénoncée par le représentant de l'État, au terme d'un délai de trois ans, lorsque les résultats de son exécution sont insuffisants au regard des objectifs définis par la convention.

« *Les modalités de cette convention sont précisées par décret en Conseil d'État.*

« *Art. L. 3641-6. – La métropole de Lyon est associée de plein droit à l'élaboration, à la révision et à la*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

avec attributaire, prévue au chapitre II du titre IV du livre VI du code de la construction et de l'habitation ;

« 2° La...

...dans le respect des articles...

...habitation ;

« 3° (nouveau) *L'élaboration, la contractualisation, le suivi et l'évaluation des conventions d'utilité sociale prévues à l'article L. 445-1 du code de la construction et de l'habitation pour la partie concernant le territoire de la métropole ;*

« 4° (nouveau) *La délivrance aux organismes d'habitations à loyer modéré des agréments d'aliénation de logements prévues aux articles L. 443-7, L. 443-8 et L. 443-9 du même code et situés sur le territoire métropolitain.*

« *Les compétences déléguées en application du 2° du présent II relatives à l'aide sociale prévue à l'article L. 345-1 du code de l'action sociale et des familles pour l'accueil dans les organismes mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code sont exercées par le président du conseil de la métropole.*

Alinéa supprimé

« III. – Les compétences déléguées en application des I et II du présent article sont... État.

« Cette...

...l'État dans le département au terme...

...convention.

Elle peut également être dénoncée par la métropole dans les mêmes délais en cas de non-respect des engagements de l'État.

Alinéa supprimé

« *Art. L. 3641-6. – (Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

modification des schémas et documents de planification en matière d'aménagement, de développement économique et d'innovation, de transports et d'environnement, d'enseignement supérieur et de recherche, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État et qui relèvent de la compétence de l'État, d'une collectivité territoriale ou de leurs établissements publics, lorsque ces schémas et documents ont une incidence ou un impact sur son territoire.

« La métropole de Lyon est associée de plein droit à l'élaboration du contrat de plan État-région, qui comporte un volet spécifique à son territoire.

« *Art. L. 3641-7.* – L'État peut transférer à la métropole de Lyon, sur sa demande, la propriété, l'aménagement, l'entretien et la gestion de grands équipements et infrastructures, le cas échéant situés en dehors de son périmètre, après avis du conseil général territorialement compétent. Ces transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe ni d'aucuns droit, salaire ou honoraires.

« Le transfert est autorisé par décret. Une convention conclue entre l'État et la métropole bénéficiaire précise les modalités du transfert.

« *Art. L. 3641-8.* – La métropole de Lyon est substituée de plein droit, pour les compétences prévues aux articles L. 3641-1 et L. 3641-2, au syndicat de communes ou au syndicat mixte dont le périmètre est identique au sien ou totalement inclus dans le sien. L'ensemble des biens, droits et obligations nécessaires à l'exercice de ces compétences est transféré à la métropole, qui est substituée de plein droit au syndicat dans toutes les délibérations et les actes de ce dernier relatifs à ces compétences. Les personnels nécessaires à l'exercice de ces compétences sont réputés relever de la métropole de Lyon, dans les conditions de statut et d'emploi de cette dernière.

« La métropole de Lyon est substituée, pour les compétences prévues à l'article L. 3641-1, au sein du syndicat de communes ou du syndicat mixte dont le périmètre est partiellement inclus dans le sien, aux communes situées sur le territoire de la métropole et à leurs établissements publics pour la partie de leur périmètre incluse dans le sien, membres de ce syndicat. Les attributions du syndicat, qui devient syndicat mixte au sens de l'article L. 5721-2, et le périmètre dans lequel il exerce ses compétences ne sont pas modifiés.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

Art. L. 3641-7. – (Sans modification)

« *Art. L. 3641-8. – (Alinéa sans modification)*

(Alinéa sans modification)

« *Les statuts des syndicats concernés existant à la date de promulgation de la loi n° de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles sont mis en conformité avec le deuxième alinéa du présent article dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la même loi.*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« La métropole de Lyon est substituée à la communauté urbaine de Lyon au sein du pôle métropolitain, des syndicats mixtes ou de tout établissement public dont elle est membre.

(Alinéa sans modification)

« La métropole de Lyon est membre de droit des syndicats mixtes auxquels, à la date de la première réunion du conseil de la métropole, appartient le département du Rhône. Ce département demeure membre de droit de ces syndicats.

(Alinéa sans modification)

« Lorsque la métropole de Lyon transfère à un syndicat mixte chargé des transports les compétences d'infrastructures de transports collectifs urbains, de gestion et d'exploitation des réseaux de transports collectifs urbains, elle peut conserver toutes les autres compétences liées à sa qualité d'autorité organisatrice de la mobilité au sens de l'article L. 1231-1 du code des transports.

(Alinéa sans modification)

« Elle peut intégrer un syndicat mixte chargé de coordonner, d'organiser et de gérer les transports collectifs urbains de la métropole de Lyon et les transports collectifs réguliers du département du Rhône et des autres autorités organisatrices de ce département.

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 3641-9. – L'article L. 2143-3 est applicable à la métropole de Lyon. Pour son application :

« Art. L. 3641-9. – *(Sans modification)*

« 1° La référence aux établissements publics de coopération intercommunale ou groupements est remplacée par la référence à la métropole de Lyon ;

« 2° La référence aux communes membres de l'établissement est remplacée par la référence aux communes situées sur le territoire de la métropole de Lyon ;

« 3° La référence à la commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées est remplacée par la référence à la commission métropolitaine pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

« Chapitre II

(Alinéa sans modification)

« Attributions du conseil de la métropole et de son président

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 3642-1. – Le conseil de la métropole règle par ses délibérations les affaires de la métropole de Lyon.

« Art. L. 3642-1. – *(Sans modification)*

Art. L. 3642-2. – I. – 1. Sans préjudice de l'article L. 2212-2 du présent code et par dérogation à l'article L. 1311-2 et au deuxième alinéa de l'article L. 1331-1 du code de la santé publique, le président du conseil de la métropole exerce les attributions lui permettant de régler en matière d'assainissement.

« Art. L. 3642-2. – I. – 1. *(Alinéa sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Par dérogation à l'article L. 1331-10 du même code, il arrête ou retire les autorisations de déversement d'eaux usagées autres que domestiques dans le réseau public de collecte.

« Les infractions aux règlements d'assainissement peuvent être recherchées et constatées par des agents des services de désinfection et des services d'hygiène et de santé de la métropole de Lyon habilités et assermentés dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État.

« 2. Sans préjudice de l'article L. 2212-2 et par dérogation à l'article L. 2224-16 du présent code, le président du conseil de la métropole exerce les attributions lui permettant de réglementer la collecte des déchets ménagers. Les infractions au règlement de collecte des déchets ménagers peuvent être recherchées et constatées par des agents des services de désinfection et des services d'hygiène et de santé de la métropole de Lyon habilités et assermentés dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État.

« 3. Par dérogation à l'article 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, le président du conseil de la métropole exerce les attributions relatives au stationnement des résidences mobiles des gens du voyage.

« 4. Le président du conseil de la métropole exerce les attributions mentionnées à l'article L. 211-11 du code de la sécurité intérieure pour assurer la sécurité des manifestations culturelles et sportives organisées dans les établissements de la métropole.

« 5. Sans préjudice de l'article L. 2212-2 du présent code, le président du conseil de la métropole exerce les prérogatives relatives à la police de la circulation définies aux articles L. 2213-1, L. 2213-3, L. 2213-4, L. 2213-5 et L. 2213-6-1 sur l'ensemble des voies de communication à l'intérieur des agglomérations, sous réserve des pouvoirs dévolus au représentant de l'État dans la métropole sur les routes à grande circulation. À l'extérieur des agglomérations, le président du conseil de la métropole exerce également la police de la circulation sur les voies du domaine public routier des communes et de la métropole, sous réserve des pouvoirs dévolus au représentant de l'État dans la métropole sur les routes à grande circulation.

« Les maires des communes situées sur le territoire de la métropole exercent les prérogatives relatives à la police du stationnement définies aux articles L. 2213-2, L. 2213-3, L. 2213-3-1 et L. 2213-6 sur l'ensemble des voies de communication à l'intérieur des agglomérations et sur les voies du domaine public routier des communes et de la métropole à l'extérieur des agglomérations.

« Les maires des communes situées sur le territoire de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Par...
le président du conseil de la métropole de Lyon arrête...
...code,
...déversement d'effluents non domestiques.

(Alinéa sans modification)

« 2. *(Sans modification)*

« 3. *(Sans modification)*

« 4. *(Sans modification)*

« 5. *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

la métropole transmettent pour avis au président du conseil de la métropole leurs projets d'actes réglementaires en matière de stationnement. Cet avis est réputé rendu en l'absence de réponse du président du conseil de la métropole dans un délai de quinze jours francs à compter de la réception de la demande d'avis.

« 6. Le président du conseil de la métropole exerce la police de la conservation sur les voies du domaine public routier de la métropole de Lyon.

« 7. Sans préjudice de l'article L. 2212-2 et par dérogation à l'article L. 2213-33, le président du conseil de la métropole délivre les autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi.

« 8. Sans préjudice de l'article L. 2212-2 et par dérogation à l'article L. 2213-32, le président du conseil de la métropole exerce les attributions lui permettant de réglementer la défense extérieure contre l'incendie.

« II. – Lorsque le président du conseil de la métropole prend un arrêté de police dans les matières prévues au I du présent article, il le transmet pour information aux maires des communes intéressées, dans les meilleurs délais.

« III. – *(Supprimé)*

« IV. – Les agents de police municipale recrutés en application des II et III de l'article L. 3642-3, les agents de police municipale mis à disposition de la métropole de Lyon par les communes situées sur son territoire et les agents de la métropole de Lyon habilités et assermentés dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État peuvent assurer, sous l'autorité du président du conseil de la métropole, l'exécution des décisions prises en vertu du I du présent article.

« V. – Le représentant de l'État dans la métropole peut, dans le cas où il n'y aurait pas été pourvu par le président du conseil de la métropole, et après une mise en demeure de ce dernier restée sans résultat, exercer les attributions du président du conseil de la métropole prévues au 5 du I.

« Art. L. 3642-3. – I. – Pour l'application des articles L. 511-5, L. 512-4, L. 512-5, L. 512-6 et L. 513-1 du code de la sécurité intérieure à la métropole de Lyon :

« 1° La référence à l'établissement public de coopération intercommunale est remplacée par la référence à la métropole de Lyon ;

« 6. *(Sans modification)*

« 7. Sans...

...délivre aux exploitants de taxi les...
...publique. *L'autorisation de stationnement est limitée à la commune située sur le territoire de la métropole.*

« 8. *(Sans modification)*

« II. – I. *(Sans modification)*

2. (nouveau) **Supprimé**

« III. – *(Supprimé)*

« IV. – *(Sans modification)*

« V. – *(Sans modification)*

« Art. L. 3642-3. *(Alinéa sans modification)*

« 1° *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« 2° La référence au président de l'établissement public de coopération intercommunale est remplacée par la référence au président du conseil de la métropole ;

« 3° La référence à la convention intercommunale de coordination est remplacée par la référence à la convention métropolitaine de coordination.

« II (*nouveau*). – À la demande des maires de plusieurs communes de la métropole, la métropole de Lyon peut recruter, après délibération des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population totale de celles-ci, un ou plusieurs agents de police municipale, en vue de les mettre à disposition de l'ensemble de ces communes. Leur nomination en qualité de fonctionnaires stagiaires ne fait pas obstacle à leur mise à disposition.

« Les agents de police municipale ainsi recrutés exercent, sur le territoire de chaque commune où ils sont affectés, les compétences mentionnées à l'article L. 511-1 du code de la sécurité intérieure, sans préjudice des compétences de police judiciaire qui leur sont dévolues par le code de procédure pénale et par les lois pénales spéciales. Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire d'une commune, ils sont placés sous l'autorité du maire de cette commune.

« III (*nouveau*). – Les agents de police municipale recrutés par la métropole de Lyon sont nommés par le président du conseil de la métropole, agréés par le représentant de l'État dans la métropole et par le procureur de la République, puis assermentés dans les conditions prévues à l'article L. 511-2 du code *de la sécurité intérieure*.

« L'agrément peut être retiré ou suspendu par le représentant de l'État dans la métropole ou par le procureur de la République après consultation du président du conseil de la métropole. Toutefois, en cas d'urgence, l'agrément peut être suspendu par le procureur de la République sans qu'il soit procédé à cette consultation.

« Art. L. 3642-4. – La métropole de Lyon peut décider, sous réserve de l'accord de la commune d'implantation, autorité publique compétente au sens de l'article L. 251-2 du code de la sécurité intérieure, d'acquérir, d'installer et d'entretenir des dispositifs de vidéoprotection aux fins de prévention de la délinquance. Elle peut mettre à disposition des communes intéressées du personnel pour visionner les images.

« Art. L. 3642-5. – (*Supprimé*)

« Titre V

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« 2° (*Sans modification*)

« 3° (*Sans modification*)

« II. — (*Sans modification*)

« III. – Les...

...du même code.

(*Alinéa sans modification*)

« Art. L. 3642-4. – (*Sans modification*)

« Art. L. 3642-5. – (*Supprimé*)

(*Alinéa sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Biens et personnels

« *Art. L. 3651-1.* – Les biens et droits, à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la métropole de Lyon et utilisés pour l'exercice des compétences mentionnées aux articles L. 3641-1 et L. 3641-2 sont mis de plein droit à la disposition de la métropole par les communes situées sur son territoire et par le département du Rhône.

« En application de l'article L. 1321-4 *du présent code*, les biens et droits mentionnés au premier alinéa du présent article sont transférés en pleine propriété dans le patrimoine de la métropole de Lyon, au plus tard un an après la date de la première réunion du conseil de la métropole.

« Les biens et droits appartenant à la communauté urbaine de Lyon sont transférés à la métropole de Lyon en pleine propriété de plein droit. Lorsque les biens étaient mis par les communes à la disposition de cet établissement public en application des articles L. 1321-1 et L. 1321-2, le transfert de propriété est réalisé entre les communes intéressées et la métropole de Lyon.

« À défaut d'accord amiable, un décret en Conseil d'État, pris après avis d'une commission dont la composition est fixée par arrêté du ministre de l'intérieur et qui comprend des maires des communes situées sur son territoire, le président du conseil de la métropole et le président du conseil général du Rhône, procède au transfert définitif de propriété.

« Les transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe ni d'aucuns droit, salaire ou honoraires.

« La métropole de Lyon est substituée de plein droit, pour l'exercice de ses compétences, aux communes, au département du Rhône et à la communauté urbaine de Lyon dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens mis à disposition et transférés à la métropole en application des quatre premiers alinéas.

« Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur terme, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par le conseil de la métropole. La substitution de personne morale aux contrats en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

« *Art. L. 3651-2.* – Les voies du domaine public routier de la communauté urbaine de Lyon et celles du domaine public routier du département du Rhône situées sur le territoire de la métropole de Lyon sont transférées dans le domaine public routier de la métropole, dans les conditions prévues aux deux premiers alinéas de l'article L. 3651-1.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

(Alinéa sans modification)

« *Art. L. 3651-1.* – *(Alinéa sans modification)*

« En... ...L. 1321-4, les...

...métropole.

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« *Art. L. 3651-2.* – *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Art. L. 3651-3. – I. – L'ensemble des personnels de la communauté urbaine de Lyon relèvent de plein droit de la métropole de Lyon, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

« II. – Les services ou parties de service des communes qui participent à l'exercice des compétences mentionnées à l'article L. 3641-1 sont transférés à la métropole de Lyon, dans les conditions prévues à l'article L. 5211-4-1. Pour l'application de ce même article, l'autorité territoriale est le président du conseil de la métropole.

« III. – Les services ou parties de service du département qui participent à l'exercice des compétences mentionnées à l'article L. 3641-2 sont transférés à la métropole de Lyon dans les conditions définies ci-après.

« La date et les modalités de ce transfert font l'objet d'une convention entre le département et la métropole, prise après avis du comité technique compétent pour le département et pour la métropole. Toutefois, dans le cadre d'une bonne organisation des services, cette convention peut prévoir que le département conserve tout ou partie du service concerné par le transfert de compétences, à raison du caractère partiel de ce dernier.

« À défaut de convention passée avant le 1^{er} avril 2015, le représentant de l'État dans le département propose, dans le délai d'un mois, un projet de convention au président du conseil général et au président du conseil de la métropole. Ils disposent d'un délai d'un mois pour signer le projet de convention qui leur est soumis. À défaut de signature du projet proposé par le représentant de l'État, la date et les modalités du transfert sont établies par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales.

« Dans l'attente du transfert définitif des services ou parties de service et à compter du 1^{er} janvier 2015, le président du conseil de la métropole donne ses instructions aux chefs des services du département chargé des compétences transférées.

« À la date d'entrée en vigueur des transferts définitifs des services ou parties de service auxquels ils sont affectés, les agents non titulaires de droit public du département exerçant leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré à la métropole deviennent des agents non titulaires de la métropole et les fonctionnaires territoriaux exerçant leurs fonctions dans un service ou une partie de service trans-

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Art. L. 3651-3. – (*Sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

féré à la métropole sont affectés de plein droit à la métropole.

« Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée. Les agents non titulaires conservent, à titre individuel, le bénéfice des stipulations de leur contrat. Les services antérieurement accomplis en qualité d'agent non titulaire du département sont assimilés à des services accomplis dans la métropole.

« Les fonctionnaires de l'État détachés à la date du transfert auprès du département et affectés dans un service ou une partie de service transféré à la métropole de Lyon sont placés en position de détachement auprès de la métropole de Lyon pour la durée de leur détachement restant à courir.

« IV. – Les services ou parties de service de l'État qui participent à l'exercice des compétences mentionnées à l'article L. 3641-5 sont mis à disposition de la métropole par la convention prévue au même article.

« V. – Les services ou parties de service de l'État qui participent à l'exercice des compétences mentionnées à l'article L. 3641-7 sont transférés à la métropole de Lyon, dans les conditions prévues aux articles 46 à 54 de la loi n° du de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Pour l'application de ces mêmes articles, l'autorité territoriale est le président du conseil de la métropole.

« Art. L. 3651-4. – Dans un souci de bonne organisation des services, les dispositifs prévus au III de l'article L. 5211-4-1 et à l'article L. 5211-4-2 sont applicables entre la métropole de Lyon et les communes situées sur son territoire.

« Art. L. 3651-4. – (Sans modification)

« Art. L. 3651-5 (nouveau). – Une indemnité de mobilité peut être versée aux agents déplacés ou transférés par application des dispositions du présent livre, selon les modalités et dans les limites définies par décret en Conseil d'État.

« Titre VI

(Alinéa sans modification)

« Dispositions financières et comptables

(Alinéa sans modification)

« Chapitre I^{er}

(Alinéa sans modification)

« Budgets et comptes

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 3661-1. – Les recettes et les dépenses afférentes aux compétences des départements que la métropole de Lyon exerce en application de l'article L. 3641-2 sont individualisées dans un budget spécial

« Art. L. 3661-1. – (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

annexé au budget principal de la collectivité.

« Chapitre II

(Alinéa sans modification)

« Recettes

(Alinéa sans modification)

« Section 1

(Alinéa sans modification)

« Recettes fiscales et redevances

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 3662-1. – I. – Les ressources de la métropole de Lyon comprennent :

« Art. L. 3662-1. – *(Sans modification)*

« 1° Les ressources mentionnées au chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie, dès lors qu'elles peuvent être instituées au profit des établissements publics de coopération intercommunale ;

« 2° Les ressources mentionnées aux articles L. 3332-1, L. 3332-2, L. 3332-2-1, L. 3333-1, L. 3333-2 et L. 3333-8 perçues sur le territoire fixé à l'article L. 3611-1. Leur produit est individualisé dans le budget spécial prévu à l'article L. 3661-1 ;

« 3° Les ressources mentionnées aux articles L. 5215-32 à L. 5215-35.

« II. – *(Supprimé)*

« Art. L. 3662-2. – L'article L. 3332-1-1 est applicable à la métropole de Lyon.

« Art. L. 3662-2. – *(Sans modification)*

« Art. L. 3662-3. – I. – Un protocole financier général est établi entre la communauté urbaine de Lyon et le département du Rhône. Il précise les conditions de répartition, entre les cocontractants, de l'actif et du passif préexistants du département du Rhône, les formules d'amortissement des investissements, la valorisation des engagements hors bilan transférés et les procédures comptables de transfert de l'actif et du passif consécutives à la création de la métropole de Lyon.

« Art. L. 3662-3. — *(Sans modification)*

« II. – Le protocole prévu au I est établi au plus tard le 31 décembre 2014 par la commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées du département du Rhône définie à l'article L. 3663-3.

« III. – À défaut de conclusion du protocole financier à la date prévue au II, les conditions de répartition, entre les cocontractants, de l'actif et du passif préexistants du département du Rhône, les formules d'amortissement des investissements, la valorisation des engagements hors bilan transférés et les procédures comptables de transfert de l'actif et du passif consécutives à la création de la métropole de Lyon sont fixées par arrêté du représentant de l'État dans la région. Cet arrêté est pris dans un délai de trois mois suivant

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

la date prévue au même II.

« Section 2

« Concours financiers de l'État

« Art. L. 3662-4. – I. – La métropole de Lyon bénéficie :

« 1° D'une attribution au titre de la dotation globale de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale, calculée selon les modalités prévues à l'article L. 5211-28-1 et au I de l'article L. 5211-30 ;

« 2° D'une dotation forfaitaire au titre de la dotation globale de fonctionnement des départements. La dotation forfaitaire est composée d'une dotation de base selon les modalités définies au troisième alinéa de l'article L. 3334-3 et, le cas échéant, d'une garantie perçue, en application du même article L. 3334-3, par le département du Rhône avant la création de la métropole de Lyon. Le montant de cette garantie est réparti entre la métropole de Lyon et le département du Rhône au prorata de la population de chacune de ces collectivités. Le montant de la garantie perçu par le département du Rhône et la métropole de Lyon évolue selon les modalités définies audit article L. 3334-3. Ces recettes sont inscrites au budget spécial prévu à l'article L. 3661-1 ;

« 2° bis (nouveau) D'une dotation de compensation, en application de l'article L. 3334-7-1 ;

« 3° Le cas échéant, d'une dotation de péréquation, en application des articles L. 3334-4 et L. 3334-6 à L. 3334-7 ;

« 4° Du produit des amendes de police relatives à la circulation routière destiné aux collectivités territoriales, mentionné au b du 2° du B du I de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006.

« II. – Les articles L. 3334-10 à L. 3334-12 s'appliquent à la métropole de Lyon.

« Art. L. 3662-5, L. 3662-6, L. 3662-7, L. 3662-8 et L. 3662-9. – (Supprimés)

« Art. L. 3662-9-1. – La métropole de Lyon bénéficie des ressources mentionnées à l'article L. 3332-3. Celles-ci figurent dans le budget spécial prévu à l'article L. 3661-1.

« Section 3

« Péréquation des ressources fiscales

« Art. L. 3662-10. – Les articles L. 2336-1 à L. 2336-7 s'appliquent à la métropole de Lyon.

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 3662-4. – (Sans modification)

« Art. L. 3662-5, L. 3662-6, L. 3662-7, L. 3662-8 et L. 3662-9. – (Supprimés)

« Art. L. 3662-9-1. – (Sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 3662-10. – (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Art. L. 3662-11. – Les articles L. 3335-1 à L. 3335-2 s'appliquent à la métropole de Lyon.

« Art. L. 3662-11. – (*Sans modification*)

« Art. L. 3662-12. – Pour l'application des articles L. 3662-10 et L. 3662-11, les indicateurs de ressources utilisés tant pour la métropole de Lyon que pour le département du Rhône tiennent compte du montant de la dotation de compensation métropolitaine définie à l'article L. 3663-7. Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application de la présente section.

Art. L. 3662-12. – Pour l'application de l'article L. 3662-11...

...section.

« Chapitre III

(*Alinéa sans modification*)

« Transferts de charges et produits entre le département du Rhône et la métropole de Lyon

(*Alinéa sans modification*)

« Art. L. 3663-1. – Tout accroissement net de charges résultant des transferts de compétences effectués entre le département du Rhône et la métropole de Lyon conformément à l'article L. 3641-2 est accompagné du transfert concomitant à la métropole de Lyon des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences. Ces ressources assurent, à la date du transfert, la compensation intégrale des charges nettes transférées.

« Art. L. 3663-1. – (*Sans modification*)

« Art. L. 3663-2. – Les charges correspondant à l'exercice des compétences transférées font l'objet d'une évaluation préalable au transfert desdites compétences.

« Art. L. 3663-2. – (*Sans modification*)

« Art. L. 3663-3. – La commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées du département du Rhône, créée par l'article 28 *quinquies* de la loi n° de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, est consultée sur les modalités de compensation des charges correspondant aux compétences transférées du département.

« Art. L. 3663-3. – (*Sans modification*)

« Elle procède, en tant que de besoin, à l'évaluation de la répartition entre la métropole de Lyon et le département du Rhône des charges et produits figurant dans les comptes administratifs du département du Rhône, afin de déterminer, conformément à l'article L. 3663-6, le montant de la dotation de compensation métropolitaine.

« La commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées du département du Rhône procède, avec l'appui des services et opérateurs de l'État, à l'évaluation de la répartition territoriale des recettes réelles de fonctionnement perçues par le département au cours de l'exercice précédant la création de la métropole de Lyon.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Art. L. 3663-4. – Les charges transférées sont équivalentes aux dépenses réalisées préalablement à la création de la métropole de Lyon, sur le territoire de cette dernière, par le département du Rhône. Ces charges peuvent être diminuées du montant des éventuelles réductions brutes de charges ou des augmentations de ressources entraînées par les transferts. Elles peuvent être augmentées de la valorisation des engagements hors bilan transférés par le département à la métropole de Lyon.

« Les périodes de référence comme les modalités d'évaluation et de répartition territoriale des dépenses réalisées par le département et figurant dans les comptes administratifs avant le transfert de chaque compétence sont déterminées à la majorité des deux tiers des membres de la commission mentionnée à l'article L. 3663-3.

« À défaut d'accord des membres de la commission, le droit à compensation des charges d'investissement transférées est égal à la moyenne des dépenses, hors taxes et amortissement du capital de la dette, nettes des fonds européens et des fonds de concours perçus par le département, figurant dans les comptes administratifs du département, relatives au territoire de la métropole de Lyon et constatées sur les cinq exercices précédant la date de création de la métropole. S'y ajoute la couverture de l'annuité en capital de la dette transférée par le département du Rhône à la métropole de Lyon.

« À défaut d'accord des membres de la commission, le droit à compensation des charges de fonctionnement transférées est égal à la moyenne des dépenses actualisées figurant dans les comptes administratifs du département, relatives au territoire de la métropole de Lyon et constatées sur les trois exercices précédant la date de création de la métropole. Les dépenses prises en compte pour la détermination du droit à compensation sont actualisées au taux annuel moyen de croissance de ces dépenses constaté sur les trois exercices concernés.

« Art. L. 3663-5. – Le montant des dépenses résultant des accroissements et diminutions de charges est constaté pour chaque compétence transférée par un arrêté conjoint des ministres chargés des collectivités territoriales et du budget, après avis de la commission mentionnée à l'article L. 3663-3.

« Art. L. 3663-6. – La commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées du département du Rhône calcule le taux d'épargne nette théorique métropolitain qui résulterait du transfert, par le département du Rhône, des recettes réelles de fonctionnement rattachées au territoire de la métropole de Lyon et des charges réelles, estimées dans les conditions fixées à l'article L. 3663-4. De la même façon, elle procède au calcul du taux d'épargne nette théorique départemental qui résulterait de la

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Art. L. 3663-4. – (Sans modification)

« Art. L. 3663-5. – (Sans modification)

« Art. L. 3663-6. – (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

perception des recettes réelles de fonctionnement rattachées au territoire du nouveau département du Rhône et des charges réelles qu'il continuera d'assumer, estimées selon les mêmes modalités que celles retenues pour la métropole en application du même article L. 3663-4.

« Au sens du présent article, le taux d'épargne nette correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les charges réelles de fonctionnement, net de l'amortissement en capital de la dette, rapporté aux recettes réelles de fonctionnement.

« La commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées du département du Rhône estime, enfin, le montant de la dotation de compensation métropolitaine propre à corriger les effets de la répartition territoriale des produits antérieurement perçus par le département du Rhône, de façon à garantir, à la date de la création de la métropole de Lyon, l'égalité des deux taux d'épargne théoriques susmentionnés.

« *Art. L. 3663-7 (nouveau).* – Un arrêté conjoint des ministres chargés des collectivités territoriales et du budget fixe, après un avis motivé de la commission mentionnée à l'article L. 3663-3 adopté à la majorité de ses membres, le montant de la dotation de compensation métropolitaine.

« Si cette dotation de compensation métropolitaine doit être versée au profit du département du Rhône, elle constitue alors une dépense obligatoire de la métropole de Lyon, que cette dernière finance sur ses recettes de fonctionnement.

« Si cette dotation de compensation métropolitaine doit être versée au profit de la métropole de Lyon, elle constitue alors une dépense obligatoire du département du Rhône, que ce dernier finance sur ses recettes de fonctionnement.

« *Art. L. 3663-8.* – La commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées du département du Rhône élabore, dans le délai de dix-huit mois qui suit la création de la métropole de Lyon, un rapport permettant d'analyser et de justifier les écarts entre ses prévisions de territorialisation des recettes et des charges, et les résultats concrets notamment retracés au premier compte administratif de chacune des deux nouvelles collectivités.

« Elle peut, à cette occasion, par un avis motivé adopté à la majorité de ses membres, proposer de corriger le montant de la dotation de compensation métropolitaine.

« Ce rapport est transmis aux ministres chargés des collectivités territoriales et du budget. »

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« *Art. L. 3663-7.* – (*Sans modification*)

« *Art. L. 3663-8.* – (*Sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

II. – Le premier alinéa de l'article L. 4133-3 du code général des collectivités territoriales est complété par les mots : « , le président du conseil de la métropole de Lyon ».

III. – Au premier alinéa de l'article L. 5721-2 du même code, après le mot : « départements, », sont insérés les mots : « de la métropole de Lyon, ».

IV. – L'article L. 5111-1-1 du même code est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, après le mot : « départements, », sont insérés les mots : « la métropole de Lyon, » ;

2° À la première phrase du premier alinéa du III, après le mot : « départements, », sont insérés les mots : « la métropole de Lyon, ».

Article 22

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au dernier alinéa de l'article 1001, après le mot : « départements », sont insérés les mots : « et à la métropole de Lyon, dans les conditions prévues au 2° de l'article L. 3662-1 du code général des collectivités territoriales » ;

2° Le deuxième alinéa de l'article 1582 est complété par les mots : « ou, pour le produit correspondant aux sources d'eaux minérales situées dans le périmètre fixé à l'article L. 3611-1 du code général des collectivités territoriales, à la métropole de Lyon » ;

3° Après le titre II de la deuxième partie du livre I^{er}, il est inséré un titre 0-II *bis* ainsi rédigé :

« Titre 0-II *bis*

« Impositions perçues
au profit de la métropole de Lyon

« Chapitre I^{er}

« Impôts directs et taxes assimilées

« Art. 1599 L. – Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les dispositions relatives aux impositions mentionnées au titre I^{er} de la deuxième partie du livre I^{er} du présent code et à la perception de leurs produits, qui s'appliquent aux établissements publics de coopération intercommunale mentionnés au I de l'article 1379-0 *bis*, s'appliquent à la métropole de Lyon.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

II. – *(Non modifié)*

III. – *(Non modifié)*

IV. – *(Non modifié)*

Article 22

I. – *(Alinéa sans modification)*

1° *(Sans modification)*

2° *(Sans modification)*

3° *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Pour l'application de ces règles, la référence au conseil communautaire est remplacée par la référence au conseil de la métropole de Lyon.

« *Art. 1599 M.* – La métropole de Lyon perçoit le produit des impositions ou fractions d'impositions mentionnées au I de l'article 1586.

« Chapitre II

« Droits d'enregistrement

« *Art. 1599 N.* – La métropole de Lyon perçoit les droits et taxes mentionnés aux articles 1594 A et 1595 du présent code afférents au périmètre défini à l'article L. 3611-1 du code général des collectivités territoriales.

« *Art. 1599 O.* – Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les règles prévues au présent code relatives aux droits d'enregistrement et à la taxe de publicité foncière perçus par les départements s'appliquent à la métropole de Lyon.

« Pour l'application de ces règles, la référence au conseil général est remplacée par la référence au conseil de la métropole de Lyon.

« *Art. 1599 P.* – Les délibérations prises en matière de droits d'enregistrement et de taxe sur la publicité foncière par le département du Rhône antérieurement à la création de la métropole de Lyon demeurent applicables sur le périmètre fixé à l'article L. 3611-1 du code général des collectivités territoriales tant qu'elles n'ont pas été rapportées ou modifiées. » ;

4° L'article 1609 *nonies* C est ainsi modifié :

a) Le 5° du V est complété par un 5 ainsi rédigé :

« 5. Les métropoles et la métropole de Lyon peuvent faire application de la révision dérogatoire prévue au *a* du 1 du présent 5°, uniquement la première année où leur création produit ses effets au plan fiscal, pour modifier l'attribution de compensation que versait ou percevait l'établissement public de coopération intercommunale préexistant l'année précédente. Cette révision ne peut pas avoir pour effet de minorer ou de majorer l'attribution de compensation de plus de 5 % de son montant.

« À défaut de révision dérogatoire, l'attribution de compensation versée ou perçue à compter de l'année où leur création a produit pour la première fois ses effets au plan fiscal est égale à celle que versait ou percevait l'établissement public de coopération intercommunale préexistant l'année précédente.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

4° (*Sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Un protocole financier général définit les modalités de détermination des attributions de compensation entre la métropole de Lyon et les communes situées sur son territoire. » ;

b) Le VI est ainsi modifié :

– à la première phrase du premier alinéa, après les mots : « communauté urbaine », sont insérés les mots : « , qu'une métropole, que la métropole de Lyon » ;

– au deuxième alinéa, après le mot : « urbaine », sont insérés les mots : « , d'une métropole ou de la métropole de Lyon » ;

5° L'article 1636 B septies est complété par un VII ainsi rédigé :

«VII. – Les taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la cotisation foncière des entreprises votés par la métropole de Lyon ne peuvent excéder deux fois et demie le taux moyen constaté l'année précédente au niveau national pour l'ensemble des établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre. » ;

6° L'article 1636 B decies est complété par un VI ainsi rédigé :

« VI. – Les II, III et IV du présent article ne s'appliquent pas à la métropole de Lyon. »

II. – Le I s'applique à compter du 1^{er} janvier 2015.

Article 23

L'article L. 123-4 du code de l'action sociale et des familles, *tel qu'il résulte de la proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales*, est complété par un IV ainsi rédigé :

« IV. – Sur le territoire de la métropole de Lyon, par délibérations concordantes des conseils municipaux des communes intéressées, *les communes appartenant à la même conférence territoriale des maires, prévue à l'article L. 3633-1 du code général des collectivités territoriales*, peuvent mutualiser les actions de leurs centres communaux d'action sociale sous la forme d'un service commun non personnalisé. »

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

5° (*Alinéa sans modification*)

« VII. — Les...

...établissements *publics* de...
...propre. » ;

6° (*Sans modification*)

II. – (*Sans modification*)

Article 23

L'article...
...familles est complété par un II ainsi rédigé :

« II. – Sur...

intéressées, *plusieurs* communes *formant un territoire continu*, peuvent...

...personnalisé. »

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

Article 28

I. – Sous réserve de la publication des ordonnances mentionnées à l'article 29 dans le délai prévu au premier alinéa de ce même article, les articles 20 à 27 *bis* entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

II (*nouveau*). – Avant le 1^{er} juillet 2015, la conférence métropolitaine élabore un projet de pacte de cohérence métropolitain entre la métropole et les communes situées sur son territoire, soumis aux dispositions de l'article L. 3633-3 du code *général des collectivités territoriales*.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

Article 28

I. – Sous réserve de la publication *de l'ordonnance mentionnée* à l'article 29...

...2015.

II. – Avant...

...métropolitaine *mentionnée* à l'article L. 3633 – 2 du code *général des collectivités territoriales* élabore un projet de pacte de cohérence métropolitain entre la métropole *de Lyon* et les communes situées sur son territoire, soumis aux dispositions de l'article L. 3633 – 3 du *même code* ».

III (*nouveau*). – *La métropole de Lyon organise au plus tard le 31 décembre 2015, des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires et au comité technique. Jusqu'à ces élections, les dispositions suivantes sont applicables :*

Les commissions administratives paritaires compétentes pour les fonctionnaires de la communauté urbaine de Lyon existant à la date de création de la métropole de Lyon, constituent les commissions administratives paritaires compétentes pour la métropole de Lyon.

Le comité technique compétent pour la communauté urbaine de Lyon existant à la date de création de la métropole de Lyon constitue le comité technique compétent pour la métropole de Lyon.

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour la communauté urbaine de Lyon existant à la date de création de la métropole de Lyon, constitue le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour la métropole de Lyon.

En tant que de besoin, les commissions administratives paritaires, le comité technique ou le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la métropole associent les commissions administratives paritaires, le comité technique ou le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du département, notamment en y convoquant des experts. »

IV (*nouveau*). – *Postérieurement à la création de la métropole de Lyon, le département du Rhône organise avant le 31 décembre 2015 des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires et au comité technique.*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

Article 28 *ter*

Par dérogation aux articles L. 3631-4-1 et L. 3631-5 du code général des collectivités territoriales, jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la métropole de Lyon, le président et les vice-présidents du conseil de la communauté urbaine de Lyon exercent, respectivement, les mandats de président et de vice-présidents du conseil de la métropole.

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article L. 5211-10 du même code, le nombre de vice-présidents du conseil de la communauté urbaine de Lyon est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 30 % de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder vingt-cinq vice-présidents.

Alinéa supprimé

Article 29

En vue de la création de la métropole de Lyon, le Gouvernement est autorisé, dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution et dans les douze mois suivant la promulgation de la présente loi, à prendre par ordonnance les mesures de nature législative :

1° Tendrant à adapter le territoire d'intervention et les modalités d'organisation, de fonctionnement et de financement par les collectivités concernées de tout établissement ou organisme institué par la loi en conséquence de la création de la métropole de Lyon ;

2° Complétant l'article L. 212-8 du code du patrimoine pour déterminer l'organisation, le fonctionnement et le financement du service départemental d'archives du Rhône ;

2° bis A Précisant les modalités d'élection des conseillers métropolitains à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la métropole de Lyon. Cette ordonnance définit notamment les dispositions spéciales de composition du conseil de la métropole qui comprend de 150 à 180 conseillers élus, conformément aux articles L. 260 et L. 262 du code électoral, dans des circonscriptions dont le territoire est continu et défini sur des bases essentiellement démographiques, toute commune de moins de 3 500 habitants étant entièrement comprise dans la même circonscription ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

Article 28 *ter*

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

Par dérogation au même deuxième alinéa, l'écart entre le nombre des vice-présidents de chaque sexe de la communauté urbaine de Lyon ne peut être supérieur à un.

Article 29

(Alinéa sans modification)

1° *(Sans modification)*

2° *(Sans modification)*

2° bis A *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

2° bis Propres à adapter les références au département, aux établissements publics de coopération intercommunale ou aux communautés urbaines dans toutes les dispositions législatives en vigueur susceptibles d'être applicables à la métropole de Lyon ;

3° Propres à préciser et compléter les règles budgétaires, financières, fiscales, comptables et relatives aux concours financiers de l'État applicables à cette collectivité et aux communes situées sur son territoire.

En matière fiscale, cette ordonnance définit notamment les modalités de répartition du produit de certaines impositions départementales. Elle détermine également les modalités de partage de la dotation pour transferts de compensation d'exonération de fiscalité directe locale, des allocations de compensation des mesures d'allègement des droits d'enregistrement ainsi que la fraction de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et de la garantie individuelle de ressources versées au profit du département du Rhône. Elle adapte enfin les dispositions de la section I du chapitre I^{er} du titre V de la deuxième partie du livre I^{er} du code général des impôts, pour tenir compte du statut particulier de la métropole de Lyon et de la disparition, pour les communes situées sur son territoire, de la communauté urbaine de Lyon.

En matière de concours financiers, cette ordonnance définit notamment les modalités de partage de la dotation de compensation prévue à l'article L. 3334-7-1 du code général des collectivités territoriales entre la métropole de Lyon et le département du Rhône, les modalités d'application des articles L. 3335-1 et L. 3335-2 du même code à la métropole de Lyon et au département du Rhône, les modalités de calcul du potentiel fiscal et financier de la métropole de Lyon en application de l'article L. 3334-6 dudit code ainsi que les modalités selon lesquelles les articles L. 3334-10 à L. 3334-12 du même code s'appliquent à la métropole de Lyon.

Cette ordonnance détermine enfin les modalités de calcul de la dotation globale de compensation métropolitaine prévue à l'article L. 3663-6 dudit code.

Le projet de loi portant ratification de cette ordonnance est déposé devant le Parlement au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant la publication de cette ordonnance.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

2 ter (nouveau) *Précisant le territoire d'intervention de l'État et l'organisation de ses services déconcentrés, du fait de la création de la métropole de Lyon ;*

3° *(Sans modification)*

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

CHAPITRE III

LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À LA MÉTROPOLE D'AIX-
MARSEILLE-PROVENCE

CHAPITRE IV

LA MÉTROPOLE

Article 31

I. – Le chapitre VII du titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« Chapitre VII

« Métropole

« Section 1

« Création

« Art. L. 5217-1. – La métropole est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave au sein d'un espace de solidarité pour élaborer et conduire ensemble un projet d'aménagement et de développement économique, écologique, éducatif, culturel et social de leur territoire afin d'en améliorer la cohésion et la compétitivité et de concourir à un développement durable et solidaire du territoire régional. Elle valorise les fonctions économiques métropolitaines, ses réseaux de transport et ses ressources universitaires, de recherche et d'innovation.

« Peuvent accéder au statut de métropole :

« 1° Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui forment, à la date de sa création, un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques, de plus de 650 000 habitants ;

« 2° Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui forment, à la date de sa création, un ensemble de plus de 400 000 habitants et dans le périmètre desquels se trouve le chef-lieu de région.

« 3° Les autres établissements publics de coopération

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

CHAPITRE III

LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À LA MÉTROPOLE D'AIX-
MARSEILLE-PROVENCE

CHAPITRE IV

LA MÉTROPOLE

Article 31

I. – *(Alinéa sans modification)*

« Art. L. 5217-1. – La...

d'innovation, dans
un esprit de coopération régionale et interrégionale et avec
le souci d'un développement territorial équilibré.

« Sont transformés en une métropole :

« 1° *(Sans modification)*

« 2° *(Sans modification)*

« Sous réserve d'un accord exprimé par deux tiers au

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

intercommunale, centres d'une zone d'emplois de plus de 400 000 habitants, au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques, et qui exercent déjà, au lieu et place des communes qui les composent, les compétences énumérées au I de l'article L. 5217-2. Le décret de création prend en compte pour l'accès au statut de métropole les fonctions de commandement stratégique de l'État et les fonctions métropolitaines effectivement exercées sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale, ainsi que son rôle en matière d'équilibre du territoire national.

« La création d'une métropole s'effectue dans les conditions prévues soit à l'article L. 5211-5, à l'exception du 2° du I, soit à l'article L. 5211-41, soit à l'article L. 5211-41-1, à l'exception de la seconde phrase du premier alinéa, soit à l'article L. 5211-41-3, à l'exception du 2° du I, et sous réserve des dispositions prévues à l'alinéa suivant.

« Toutes les compétences acquises par un établissement public de coopération intercommunale antérieurement à sa transformation en métropole sont transférées de plein droit à la métropole.

« La création de la métropole est prononcée par décret. Ce décret fixe le nom de la métropole, son périmètre, l'adresse de son siège, ses compétences à la date de sa création, ainsi que la date de prise d'effet de cette création. Il désigne le comptable public de la métropole. La métropole est créée sans limitation de durée.

« Toutes les modifications ultérieures relatives au nom de la métropole, à l'adresse du siège, à la désignation du comptable public, au transfert de compétences supplémentaires ou à une extension de périmètre sont prononcées par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements intéressés, dans les conditions prévues aux articles L. 5211-17 à L. 5211-20.

« Le présent article ne s'applique ni à la région d'Île-de-France, ni à la communauté urbaine de Lyon.

« Lors de sa création, la métropole de Strasbourg, siège des institutions européennes, est dénommée : "eurométropole de Strasbourg".

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, peuvent obtenir par décret le statut de métropole, à leur demande, les établissements publics de coopération intercommunale, non mentionnés aux 1° et 2°, centres d'une zone d'emplois de plus de 400 000 habitants, au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques, et qui exercent en lieu et place des communes, conformément au présent code, les compétences énumérées au I de l'article L. 5217-2 à la date de l'entrée en vigueur de la loi n° du de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

« Ce décret prend en compte, pour l'accès au statut de métropole, les fonctions de commandement stratégique de l'État et les fonctions métropolitaines effectivement exercées sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale, ainsi que son rôle en matière d'équilibre du territoire national.

Alinéa supprimé

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Lors de sa création, la métropole de Lille est dénommée : “métropole européenne de Lille”.

« Section 2

« Compétences

« Art. L. 5217-2. – I. – La métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

« 1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

« a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

« b) Actions de développement économique, ainsi que participation au copilotage des pôles de compétitivité ;

« c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

« d) Actions de promotion touristique d'intérêt métropolitain ;

« e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

« 2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

« a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager d'intérêt métropolitain ; constitution de réserves foncières ;

« b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

« b bis (nouveau) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 5217-2. – I. – (Alinéa sans modification)

« 1° (Alinéa sans modification)

« a) (Sans modification)

« b) Actions...
...compétitivité et au capital des sociétés d'accélération du transfert de technologie ;

« c) (Sans modification)

« d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

(Alinéa sans modification)

« 2° (Alinéa sans modification)

« a) Schéma...

paysager ; constitution de réserves foncières ;

« b) Organisation...

... signalisation ; abris de voyageurs ; parcs...
...urbains ;

« b bis (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

« c) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

« c) (*Sans modification*)

« d) Établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

« d) (*Sans modification*)

« 3° En matière de politique locale de l'habitat :

« 3° (*Sans modification*)

« a) Programme local de l'habitat ;

« b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

« c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

« d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

« 4° En matière de politique de la ville :

« 4° (*Alinéa sans modification*)

« a) Dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

« a) (*Sans modification*)

« b) Dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

« b) Dispositifs locaux de prévention de la délinquance et d'accès au droit ;

« 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

« 5° (*Alinéa sans modification*)

« a) Assainissement et eau ;

« a) (*Sans modification*)

« b) Création, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain, ainsi que création et extension des crématoriums ;

« b) Création, *gestion*, extension...

...création, *gestion* et extension des crématoriums ;

« c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

« c) (*Sans modification*)

« d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

« d) (*Sans modification*)

« e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

« e) (*Sans modification*)

« 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

« 6° (*Alinéa sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

« a) (Sans modification)

« b) Lutte contre la pollution de l'air ;

« b) (Sans modification)

« c) Lutte contre les nuisances sonores ;

« c) (Sans modification)

« c bis) Organisation de la transition énergétique ;

« c bis) Contribution à la transition énergétique ;

« d) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

« d) (Sans modification)

« e) Élaboration et adoption du plan climat-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

« e) (Sans modification)

« f) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

« f) (Sans modification)

« f bis) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

« f bis) (Sans modification)

« g) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

« g) (Sans modification)

« h) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

« h) (Sans modification)

« i) Autorité concessionnaire de l'État pour les plages, dans les conditions prévues à l'article L. 2124-4 du code général de la propriété des personnes publiques.

« i) (Sans modification)

« Lorsque l'exercice des compétences mentionnées au présent I est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt métropolitain, celui-ci est déterminé à la majorité des deux tiers du conseil de la métropole. Il est défini au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur du décret prononçant la création de la métropole. À défaut, la métropole exerce l'intégralité des compétences transférées.

(Alinéa sans modification)

« II. – L'État peut déléguer, par convention, dans les conditions définies à l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation, à la métropole qui en fait la demande la totalité des compétences énumérées aux 1° à 4° du présent II, sans pouvoir les dissocier :

« II. – L'État peut déléguer, par convention, à la métropole qui en fait la demande, dès lors qu'elle dispose d'un programme local de l'habitat exécutoire, les compétences énumérées aux 1° et 2° du présent II ;

« 1° L'attribution des aides à la pierre ;

« 1° L'attribution des aides au logement locatif social et la notification aux bénéficiaires, ainsi que, par délégation de l'Agence nationale de l'habitat, l'attribution des aides en faveur de l'habitat privé et la signature des conventions

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« 2° La gestion de tout ou partie des réservations de logements dont bénéficie le représentant de l'État dans le département en application de l'article L. 441-1 du même code pour le logement des personnes prioritaires, notamment mal logées ou défavorisées ;

« 3° L'élaboration, la contractualisation, le suivi et l'évaluation des conventions d'utilité sociale prévues à l'article L. 445-1 dudit code pour la partie concernant le territoire de la métropole ;

« 4° La délivrance aux organismes d'habitation à loyer modéré des agréments d'aliénation de logements prévue aux articles L. 443-7, L. 443-8 et L. 443-9 du même code et situés sur le territoire métropolitain ;

« 5° (Supprimé)

« Les compétences déléguées en application des 1° à 4° sont exercées au nom et pour le compte de l'État.

« Cette délégation est régie par une convention conclue pour une durée de six ans, renouvelable. Elle peut être dénoncée par le représentant de l'État dans le département au terme d'un délai de trois ans lorsque les résultats de son exécution sont insuffisants au regard des objectifs définis par la convention. *Les modalités de cette convention sont précisées par décret en Conseil d'État.* Elle peut également être dénoncée par la métropole si cette dernière considère que les moyens délégués par l'État ne lui permettent pas de remplir les objectifs définis par la convention.

« II bis (nouveau). – L'État peut également déléguer, dans les conditions définies à l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation, sur demande de la métropole, tout ou partie des compétences suivantes :

« 1° La mise en œuvre de la procédure de réquisition avec attributaire prévue au chapitre II du titre IV du livre VI du même code ;

« 2° La gestion de la veille sociale, de l'accueil, de l'hébergement et de l'accompagnement au logement de toute

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

mentionnées à l'article L. 321-4 du même code ;

« 2° Sans dissolution possible, la garantie du droit à un logement décent et indépendant mentionné au chapitre préliminaire du titre préliminaire du livre III ainsi qu'aux articles L. 441-2-3 et L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation et, pour exercer cette garantie, la délégation de tout ou partie des réservations dont le représentant de l'État dans le département bénéficie en application de l'article L. 441-1 du même code, à l'exception des logements réservés au bénéfice des agents et militaires de l'État ;

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

« Les compétences déléguées en application du 2° du présent II sont exercées par le président du conseil de la métropole.

« Les...
2°...
...1° et
...l'État.

« Cette...

convention. Elle...
...métropole dans les
mêmes délais en cas de non-respect des engagements de
l'État.

« II bis. – L'État peut également déléguer, sur demande de la métropole, dès lors qu'elle dispose d'un programme de l'habitat exécutoire tout ou partie des compétences suivantes :

« 1° La...

...du code de la construction et de l'habitation ;

« 2° La...

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

personne ou famille sans domicile ou éprouvant des difficultés particulières d'accès au logement en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, dans *les conditions prévues aux* articles L. 345-2-2 et L. 345-2-3 du code de l'action sociale et des familles, ainsi que le financement des organismes et dispositifs qui y contribuent, mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 et aux articles L. 322-1 et L. 345-2 du même code et aux articles L. 365-1, L. 631-11 et L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation.

« Les compétences déléguées en application des 1° et 2° du présent II *bis* sont exercées au nom et pour le compte de l'État.

« Cette délégation est régie par une convention conclue pour une durée de six ans, renouvelable. Elle peut être dénoncée par le représentant de l'État dans le département au terme d'un délai de trois ans lorsque les résultats de son exécution sont insuffisants au regard des objectifs définis par la convention. *Les modalités de cette convention sont précisées par décret en Conseil d'État.* Elle peut également être dénoncée par la métropole *si cette dernière considère que les moyens délégués par l'État ne lui permettent pas de remplir les objectifs définis par la convention.*

« III. – Par convention passée avec le département, à la demande de celui-ci ou de la métropole, la métropole exerce à l'intérieur de son périmètre, en lieu et place du département, tout ou partie des compétences en matière :

« 1° D'attribution des aides au titre du fonds de solidarité pour le logement, en application de l'article L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles ;

« 2° De missions confiées au service public

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

...d'existence, dans *le respect des* articles...

...habitation.

« 3° (nouveau) *L'élaboration, la contractualisation, le suivi et l'évaluation des conventions d'utilité sociale prévues à l'article L. 445-1 du code de la construction et de l'habitation pour la partie concernant le territoire de la métropole ;*

« 4° (nouveau) *La délivrance aux organismes d'habitations à loyer modéré des agréments d'aliénation de logements prévue aux articles L. 443-7, L. 443-8 et L. 443-9 du même code et situés sur le territoire métropolitain.*

« *Les compétences déléguées en application du 2° du présent II relatives à l'aide sociale prévue à l'article L. 345-1 du code de l'action sociale et des familles pour l'accueil dans les organismes mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code sont exercées par le président du conseil de la métropole.*

« Les...
...1° à 4° du...
...l'État.

« Cette...

... convention. Elle...
...métropole dans les mêmes
délais en cas de non-respect des engagements de l'État.

« III. – (Alinéa sans modification)

« 1° (Sans modification)

« 2° (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

départemental d'action sociale à l'article L. 123-2 du même code ;

« 3° D'adoption, adaptation et mise en œuvre du programme départemental d'insertion mentionné à l'article L. 263-1 dudit code, selon les modalités prévues au même article L. 263-1 ;

« 4° D'aide aux jeunes en difficulté, en application des articles L. 263-3 et L. 263-4 du même code ;

« 5° D'actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu prévues au 2° de l'article L. 121-2 et au 8° du I de l'article L. 312-1 dudit code ;

« 6° **Supprimé**

« 7° De gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental, ainsi que de leurs dépendances et accessoires. Ce transfert est constaté par arrêté du représentant de l'État dans le département. Cette décision emporte le transfert à la métropole des servitudes, droits et obligations correspondants, ainsi que le classement des routes transférées dans le domaine public de la métropole ;

« 8° De zones d'activités et promotion à l'étranger du territoire et de ses activités économiques ;

« 9° *Les* compétences définies à l'article L. 3211-1-1 du présent code.

« La convention est signée dans un délai de dix-huit mois à compter de la réception de la demande.

« La convention précise l'étendue et les conditions financières du transfert de compétences et, après avis des comités techniques compétents, les conditions dans lesquelles tout ou partie des services départementaux correspondants sont transférés à la métropole. Elle constate la liste des services ou parties de service qui sont, pour l'exercice de ses missions, mis à disposition de la métropole et fixe la date de transfert définitif. Ces services ou parties de service sont placés sous l'autorité du président du conseil de la métropole.

« Toutefois, les conventions prévues au présent III peuvent prévoir que des services ou parties de service concernés par un transfert de compétences demeurent des services départementaux et sont mis à disposition de la métropole pour l'exercice de ses compétences.

« À compter du 1^{er} janvier 2017, la compétence *visée* au 7° du présent III fait l'objet d'une convention entre le département et la métropole. Cette convention organise la *délégation* de cette compétence à la métropole ou en précise les modalités d'exercice par le département en cohérence

« 3° (*Sans modification*)

« 4° (*Sans modification*)

« 5° (*Sans modification*)

« 6° **Supprimé ;**

« 7° (*Sans modification*)

« 8° (*Sans modification*)

« 9° *De* compétences...
...code.

(*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

« À compter...
au...
...compétence *mentionnée*
...organise le
transfert de...

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

avec les politiques mises en œuvre par la métropole. À défaut de convention entre le département et la métropole à la date du 1^{er} janvier 2017, la compétence susvisée est transférée de plein droit à la métropole.

« IV. – Par convention passée avec la région, à la demande de celle-ci ou de la métropole, la métropole exerce à l'intérieur de son périmètre, en lieu et place de la région, les compétences définies à l'article L. 4221-1-1.

« La convention est signée dans un délai de dix-huit mois à compter de la réception de la demande.

« La convention précise l'étendue et les conditions financières du transfert de compétences et, après avis des comités techniques compétents, les conditions dans lesquelles tout ou partie des services régionaux correspondants sont transférés à la métropole. Elle constate la liste des services ou parties de service qui sont, pour l'exercice de ses missions, mis à disposition de la métropole et fixe la date de transfert définitif. Ces services ou parties de service sont placés sous l'autorité du président du conseil de la métropole.

« Toutefois, les conventions prévues au présent IV peuvent prévoir que des services ou parties de service concernés par un transfert de compétences demeurent des services régionaux et sont mis à disposition de la métropole pour l'exercice de ses compétences.

« V. – La métropole est associée de plein droit à l'élaboration, la révision et la modification des schémas et documents de planification en matière d'aménagement, de développement économique et d'innovation, de transports et d'environnement, d'enseignement supérieur et de recherche, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État et qui relèvent de la compétence de l'État, d'une collectivité territoriale ou de leurs établissements publics, lorsque ces schémas et documents ont une incidence ou un impact sur le territoire de la métropole.

« La métropole est associée de plein droit à l'élaboration contrat de plan conclu avec l'État, en application de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification, qui comporte un volet spécifique à son territoire.

« À Strasbourg, ce contrat est signé entre l'État et l'eurométropole de Strasbourg. Il prend en compte la présence d'institutions européennes et internationales.

« Pour assurer à l'eurométropole de Strasbourg les moyens de ses fonctions de ville siège des institutions européennes, conférées en application des traités et des protocoles européens ratifiés par la France, l'État signe avec celle-ci un contrat spécifique, appelé "contrat triennal, Strasbourg, capitale européenne".

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

...métropole.

« IV. – *(Sans modification)*

« V. – *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« VI. – L'État peut transférer à la métropole qui en fait la demande la propriété, l'aménagement, l'entretien et la gestion de grands équipements et infrastructures. Ces transferts sont effectués à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucuns droit, salaire ou honoraires.

« Le transfert est autorisé par décret. Une convention conclue entre l'État et la métropole précise les modalités du transfert.

« La métropole qui en a fait la demande peut exercer la compétence relative à la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et la gestion des logements étudiants, dans les conditions prévues à l'article L. 822-1 du code de l'éducation.

« La métropole peut créer les établissements mentionnés au 10° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles. Elle en assume la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et la gestion.

« VII. – Afin de renforcer et de développer ses rapports de voisinage européen, la métropole peut adhérer à des structures de coopération transfrontalière telles que visées aux articles L. 1115-4, L. 1115-4-1 et L. 1115-4-2 du présent code.

« La métropole limitrophe d'un État étranger élabore un schéma de coopération transfrontalière associant le département, la région et les communes concernées.

« Le deuxième alinéa du présent VII s'applique sans préjudice des actions de coopération territoriale conduites par la métropole européenne de Lille et l'eurométropole de Strasbourg au sein des groupements européens de coopération territoriale dont elles sont membres.

« VIII. – La métropole assure la fonction d'autorité organisatrice d'une compétence qu'elle exerce sur son territoire. Elle définit les obligations de service au public et assure la gestion des services publics correspondants, ainsi que la planification et la coordination des interventions sur les réseaux concernés par l'exercice des compétences.

« Art. L. 5217-2-1. – Sans préjudice de l'article L. 2212-2 et par dérogation à l'article L. 2213-32, le président du conseil de la métropole exerce les attributions lui permettant de réglementer la défense extérieure contre l'incendie.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« VI. – *(Sans modification)*

« VII. – *(Sans modification)*

« VIII. – *(Sans modification)*

« IX (nouveau). – *Le conseil de la métropole approuve à la majorité simple des suffrages exprimés le plan local d'urbanisme.*

« Art. L. 5217-2-1. – *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Art. L. 5217-3. – La métropole est substituée de plein droit à l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la transformation est mentionnée à l'article L. 5217-1.

« La substitution de la métropole à l'établissement public de coopération intercommunale est opérée dans les conditions prévues aux deux derniers alinéas de l'article L. 5211-41.

« Art. L. 5217-4. – Les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées mentionnées au I de l'article L. 5217-2 sont mis de plein droit à disposition de la métropole par les communes membres. Un procès-verbal établi contradictoirement précise la consistance et la situation juridique de ces biens et droits.

« Les biens et droits mentionnés au premier alinéa du présent article sont transférés dans le patrimoine de la métropole au plus tard un an après la date de la première réunion du conseil de la métropole.

« Les biens et droits appartenant au patrimoine de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre transformé en application de l'article L. 5217-3 sont transférés à la métropole en pleine propriété. Lorsque les biens étaient mis, par les communes, à disposition de cet établissement public, en application des articles L. 1321-1 et L. 1321-2, le transfert de propriété est opéré entre la ou les communes concernées et la métropole.

« À défaut d'accord amiable, un décret en Conseil d'État procède au transfert définitif de propriété. Il est pris après avis d'une commission dont la composition est fixée par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales et qui comprend des maires des communes concernées par un tel transfert, le président du conseil de la métropole et des présidents d'organe délibérant d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. La commission élit son président en son sein.

« Les transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucuns droit, salaire ou honoraires.

« La métropole est substituée de plein droit, pour l'exercice des compétences transférées, aux communes membres, à l'établissement public de coopération intercommunale transformé en application de l'article L. 5217-3, dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens mis à disposition en application du premier alinéa du présent article et transférés à la métropole en application du présent article, ainsi que, pour l'exercice de ces compétences sur le territoire métropolitain, dans toutes leurs

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Art. L. 5217-3. – *(Sans modification)*

« Art. L. 5217-4. – *(Alinéa sans modification)*

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« La...

...membres *et* à l'établissement...

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

délibérations et tous leurs actes.

« Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par le conseil de la métropole. La substitution de personne morale dans les contrats en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

« Section 3

« Régime juridique

« Art. L. 5217-5. – Le conseil de la métropole est présidé par le président du conseil de la métropole. Il est composé de conseillers métropolitains.

« II (nouveau). – La métropole peut créer une commission permanente à laquelle le conseil de la métropole délègue une partie de ses attributions, à l'exception de celles mentionnées aux articles L. 3312-1 à L. 3312-3 et aux articles L. 1612-12 à L. 1612-15.

« La commission permanente comprend le président et les vice-présidents de la métropole ainsi que d'autres membres dont la métropole fixe le nombre.

« Le conseil de la métropole fixe le nombre des membres de la commission permanente qui comprend également un ou plusieurs autres membres.

« Les membres de la commission permanente sont élus au scrutin de liste.

« Les listes sont déposées auprès du président dans l'heure qui suit la décision du conseil régional relative à la composition de la commission permanente. Si, à l'expiration de ce délai, une seule liste a été déposée, les différents postes de la commission permanente sont alors pourvus immédiatement dans l'ordre de la liste, et il en est donné lecture par le président.

« Dans le cas contraire, le conseil de la métropole procède à l'élection de la commission permanente, qui se déroule à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel, entre les listes mentionnées au cinquième alinéa du présent II. Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

...actes.

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 5217-5. – I. – *(Alinéa sans modification)*

« II. – Supprimé

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes.

« Les membres de la commission permanente autres que le président sont nommés pour la même durée que le président.

« III (nouveau). – Le II est applicable à l'issue de la troisième année suivant la création de la métropole.

« Art. L. 5217-6. – Les articles L. 5215-16 à L. 5215-18, L. 5215-21, L. 5215-22, L. 5215-26 à L. 5215-29, L. 5215-40 et L. 5215-42 sont applicables aux métropoles.

« Pour l'application de l'article L. 5211-17, les conditions de majorité requises sont celles prévues à l'article L. 5211-5.

« Lorsqu'une partie des communes d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte fait partie d'une métropole dont le périmètre est totalement ou partiellement inclus dans le périmètre de ce syndicat, la métropole est substituée, au sein du syndicat, pour la compétence d'autorité concédante de la distribution publique d'électricité prévue au f du 6° du I de l'article L. 5217-2, aux communes qui la composent par dérogation au premier alinéa du I de l'article L. 5215-22. Cette disposition ne modifie pas les attributions du syndicat de communes, qui devient un syndicat mixte au sens de l'article L. 5711-1, ou du syndicat mixte intéressé. Elle ne modifie pas non plus le périmètre dans lequel ce syndicat exerce ses compétences. La proportion des suffrages des représentants de la métropole au titre de cette compétence dans la totalité des suffrages du comité syndical est équivalente à la proportion de la population des communes que la métropole représente dans la population totale du territoire inclus dans le syndicat de communes ou le syndicat mixte. La métropole dispose d'un nombre de suffrages équivalent à celui des communes auxquelles elle se substitue. Les statuts des syndicats mixtes existant à la date de promulgation de la loi n° du de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles devront être mis en conformité avec cette disposition dans un délai de six mois à compter de la publication de la même loi.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« III. – Supprimé

*« Art. L. 5217-6. – I. – Les articles...
...L. 5215-21, L. 5215-26...*

... métropoles.

(Alinéa sans modification)

« II (nouveau). – Lorsqu'une partie des communes membres d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte fait partie d'une métropole, du fait de la création de cette métropole, de la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale pour constituer une métropole ou de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale en métropole, et que cette métropole est incluse en totalité dans le syndicat, cette création, cette fusion ou cette transformation vaut retrait du syndicat des communes membres de la métropole pour les compétences mentionnées au I de l'article L. 5217-2 que le syndicat exerce. Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées à l'article L. 5211-25-1 et au troisième alinéa de l'article L. 5211-19. À défaut d'accord entre l'organe délibérant du syndicat et le conseil municipal concerné sur la répartition des biens ou du produit de leur réalisation et du solde de l'encours de la dette mentionnés au 2° de l'article L. 5211-25-1, cette répartition est fixée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés. Cet arrêté est pris dans un délai de six mois suivant la saisine du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou de l'une des communes concernées.

« Pour l'exercice des compétences transférées autres que celles mentionnées au I de l'article L. 5217-2, la métropole est substituée au sein du syndicat aux communes qui la composent. Cette substitution ne modifie pas les attributions du syndicat de communes, qui devient syndicat mixte au sens de l'article L. 5711-1, ou du syndicat mixte intéressé. Elle ne modifie pas non plus le périmètre dans lequel ce syndicat exerce ses compétences.

« III (nouveau). – Lorsqu'une partie des communes membres d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

est associée avec des communes extérieures à ce syndicat dans une métropole, du fait de la création de cette métropole, de la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale pour constituer une métropole ou de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale en métropole, cette création, cette fusion ou cette transformation vaut retrait du syndicat des communes membres de la métropole pour les compétences transférées et dans les conditions prévues au premier alinéa du II. Elle vaut substitution de la métropole aux communes pour les compétences transférées et dans les conditions prévues au second alinéa du même II.

IV (nouveau). – Lorsque le périmètre d'une métropole est étendu par adjonction d'une ou de plusieurs communes membres d'un ou de plusieurs syndicats de communes ou syndicats mixtes, cette extension vaut retrait des communes des syndicats ou substitution de la métropole aux communes au sein des syndicats dans les cas et conditions prévus aux II et III.

Lorsque les compétences d'une métropole sont étendues, conformément à l'article L. 5211-17, à des compétences antérieurement déléguées par tout ou partie des communes qui la composent à un ou plusieurs syndicats de communes ou syndicats mixtes, la métropole est substituée à ces communes au sein du ou des syndicats dans les conditions mentionnées au second alinéa du II.

V (nouveau). – Lorsque la métropole est substituée à des communes au sein d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte pour l'exercice d'une compétence, la proportion des suffrages des représentants de la métropole au titre de cette compétence dans la totalité des suffrages du comité syndical est équivalent à la proportion de la population des communes que la métropole représente dans la population totale du territoire inclus dans le syndicat de communes ou le syndicat mixte.

VI (nouveau). – Par dérogation aux II à V du présent article, lorsqu'une partie des communes d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte fait partie d'une métropole dont le périmètre est totalement ou partiellement inclus dans le périmètre de ce syndicat, la métropole est substituée, au sein du syndicat, pour la compétence d'autorité concédante de la distribution publique d'électricité prévue au f du 6° du I de l'article L. 5217-2, aux communes qui la composent, par dérogation au premier alinéa du I de l'article L. 5215-22. Cette substitution ne modifie pas les attributions du syndicat de communes, qui devient un syndicat mixte, au sens de l'article L. 5711-1, ou du syndicat mixte intéressé. Elle ne modifie pas non plus le périmètre dans lequel ce syndicat exerce ses compétences. Le nombre de suffrages dont disposent les représentants de la métropole dans le comité syndical est proportionnel à la population des communes que la métropole représente au titre de cette compétence, sans

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Section 4

(Alinéa sans modification)

« La conférence métropolitaine

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 5217-7. – La conférence métropolitaine est une instance de coordination entre la métropole et les communes membres, au sein de laquelle il peut être débattu de tous sujets d'intérêt métropolitain ou relatifs à l'harmonisation de l'action de ces collectivités.

« Art. L. 5217-7. – (Sans modification)

« Cette instance est présidée de droit par le président du conseil de la métropole et comprend les maires des communes membres.

« Elle se réunit au moins deux fois par an, à l'initiative du président du conseil de la métropole ou à la demande de la moitié des maires, sur un ordre du jour déterminé.

« Section 4 bis

(Alinéa sans modification)

« Le conseil de développement

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 5217-7-1. – Un conseil de développement réunit les représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs de la métropole. Il s'organise librement. Il est consulté sur les principales orientations de la métropole, sur les documents de prospective et de planification et sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du territoire. Il peut donner son avis ou être consulté sur toute autre question relative à la métropole. *Les conseillers métropolitains ne peuvent pas être membres du conseil de développement.*

« Art. L. 5217-7-1. – Un...

... relative à la métropole.

« Un rapport annuel d'activité est établi par le conseil de développement puis examiné et débattu par le conseil de la métropole.

(Alinéa sans modification)

« Le fait d'être membre de ce conseil de développement ne peut donner lieu à une quelconque forme de rémunération.

(Alinéa sans modification)

« La métropole européenne de Lille et l'eurométropole de Strasbourg associent, à leur demande, les autorités publiques locales du pays voisin, les organismes transfrontaliers ainsi que les groupements européens de coopération territoriale dont elles sont membres aux travaux du conseil de développement de la métropole, selon des modalités déterminées par le règlement intérieur du conseil de la métropole.

« La...
...associent les autorités...

...métropole.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« À Strasbourg, le conseil de développement de l'eurométropole associe, à leur demande, les représentants des institutions et organismes européens.

« Art. L. 5217-8, L. 5217-9, L. 5217-10, L. 5217-11, L. 5217-12 et L. 5217-13. – (Supprimés)

« Section 5

« Dispositions financières et comptables

« Sous-section 1

« Budgets et comptes

« Art. L. 5217-14. – Sauf dispositions contraires, les métropoles sont soumises aux dispositions du livre III de la deuxième partie.

« Sous-section 2

« Recettes

« Art. L. 5217-15. – Les articles L. 5215-32 à L. 5215-35 sont applicables aux métropoles.

« Art. L. 5217-16. – I. – Les métropoles bénéficient, à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de leur création, d'une dotation globale de fonctionnement égale à la somme des deux éléments suivants :

« 1° Une dotation d'intercommunalité, calculée selon les modalités définies au I de l'article L. 5211-30 ;

« 2° Une dotation de compensation, calculée selon les modalités définies à l'article L. 5211-28-1.

« II. – Pour l'application du 1° du I du présent article, la population à prendre en compte est celle définie à l'article L. 2334-2.

« Sous-section 3

« Transferts de charges et de ressources entre la région ou le département et la métropole

« Art. L. 5217-17. – Tout accroissement net de charges résultant des transferts de compétences effectués entre la région ou le département et la métropole en application des III et IV de l'article L. 5217-2 est accompagné du transfert concomitant à la métropole des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences. Ces ressources sont équivalentes aux dépenses effectuées, à la date du transfert, par la région ou le département au titre des

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« À...

...associe les représentants...
...européens.

« Art. L. 5217-8, L. 5217-9, L. 5217-10, L. 5217-11, L. 5217-12 et L. 5217-13. – (Supprimés)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 5217-14. – (Sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 5217-16. – (Sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 5217-17. – (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

compétences transférées, constatées à la date du transfert selon les modalités prévues aux articles L. 5217-18 à L. 5217-20-1. Elles assurent la compensation intégrale des charges transférées.

« Art. L. 5217-18. – Les charges correspondant à l'exercice des compétences transférées font l'objet d'une évaluation préalable au transfert desdites compétences. Cette évaluation revêt un caractère contradictoire.

« Le montant des dépenses résultant des accroissements et diminutions de charges est constaté, pour chaque compétence transférée et pour chaque collectivité, au sein des conventions de transfert respectivement prévues aux III et IV de l'article L. 5217-2, après consultation de la commission prévue à l'article L. 5217-20-1 et sous le contrôle de la chambre régionale des comptes.

« Art. L. 5217-19. – Les charges transférées doivent être équivalentes aux dépenses consacrées préalablement à la création de la métropole par la région ou le département à l'exercice des compétences transférées. Ces charges peuvent être diminuées du montant des éventuelles réductions brutes de charges ou des augmentations de ressources entraînées par les transferts.

« Les périodes de référence et les modalités d'évaluation des dépenses engagées par la région ou le département et figurant dans les comptes administratifs avant le transfert de chaque compétence sont déterminées conjointement par la métropole et la région ou le département.

« Art. L. 5217-20. – I. – Les charges transférées par la région, dont le montant est fixé dans les conditions prévues aux articles L. 5217-18 et L. 5217-19, sont compensées par le versement, chaque année, par la région à la métropole, d'une dotation de compensation des charges transférées.

« Cette dotation de compensation des charges transférées constitue une dépense obligatoire, au sens de l'article L. 4321-1. Elle évolue chaque année, dès la première année, comme la dotation globale de fonctionnement.

« II. – Les charges transférées par le département, dont le montant est fixé dans les conditions prévues aux articles L. 5217-18 et L. 5217-19, sont compensées par le versement, chaque année, par le département à la métropole, d'une dotation de compensation des charges transférées.

« Cette dotation de compensation des charges transférées constitue une dépense obligatoire, au sens de l'article L. 3321-1. Elle évolue chaque année, dès la première année, comme la dotation globale de fonctionnement.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Art. L. 5217-18. – (*Sans modification*)

« Art. L. 5217-19. – (*Sans modification*)

« Art. L. 5217-20. – (*Sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Art. L. 5217-20-1. – I. – Une commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées est composée paritairement de représentants de la métropole et de représentants de la collectivité qui transfère une partie de ses compétences à la métropole en application des III ou IV de l'article L. 5217-2.

« II. – Pour l'évaluation des charges correspondant aux compétences transférées par la région, la commission est composée de quatre représentants du conseil de la métropole et de quatre représentants du conseil régional.

« III. – Pour l'évaluation des charges afférentes aux compétences transférées par le département, la commission est composée de quatre représentants du conseil de la métropole et de quatre représentants du conseil général.

« IV. – Dans tous les cas, la commission est présidée par le président de la chambre régionale des comptes territorialement compétente. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par un magistrat relevant de la même chambre, qu'il a au préalable désigné.

« V. – La commission est consultée sur les modalités de compensation des charges correspondant aux compétences transférées.

« Elle ne peut valablement délibérer que si le nombre des membres présents est au moins égal à la moitié du nombre des membres appelés à délibérer.

« Si ce nombre n'est pas atteint, une nouvelle convocation est adressée aux membres de la commission. La commission peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

« VI. – Un décret en Conseil d'État fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article. »

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Art. L. 5217-20-1. – (Sans modification)

« Section 5 bis

« Dispositions transitoires

(Division et intitulé nouveaux)

« Art. L. 5217-20-2 (nouveau). — À compter du renouvellement général des conseils municipaux suivant la promulgation de la loi n° du de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, les dispositions relatives aux métropoles mentionnées au quatrième alinéa de l'article L. 5211-10 sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité mentionnés aux 1° et 2° de l'article L. 5217-1.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

II. – Le chapitre I^{er} du même titre est ainsi modifié :

II. — *(Alinéa sans modification)*

1° À la première phrase du premier alinéa du II de l'article L. 5211-5, la référence : « L. 5217-2 » est remplacée par la référence : « L. 5217-1 » ;

1° *(Sans modification)*

2° **Supprimé**

2° *(Supprimé)*

3° **Supprimé**

3° *Le premier alinéa des articles L. 5211-28-2 L. 5211-28-3 du code général des collectivités territoriales est complété par une phrase ainsi rédigée :*

« Dans les métropoles régies par les articles L. 5217-1 et L. 5218-1, cet accord doit être exprimé par les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la métropole représentant plus de la moitié de la population totale de celle-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. » ;

4° À la dernière phrase du premier alinéa de l'article L. 5211-41, la référence : « L. 5217-2 » est remplacée par la référence : « L. 5217-1 » ;

4° *(Sans modification)*

5° À la première phrase du troisième alinéa de l'article L. 5211-41-1, la référence « L. 5217-2 » est remplacée par la référence : « L. 5217-1 ».

5° *(Sans modification)*

II *bis.* – **Supprimé**

II *bis.* – *(Supprimé)*

II *ter.* – **Supprimé**

II *ter.* – *(Supprimé)*

II *quater* (nouveau). — *Après le taux : « 20 % », la fin du deuxième alinéa de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigée : « , arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents. Pour les métropoles, le nombre de vice-présidents est fixé à vingt. »*

III. – Au premier alinéa de l'article 1043 du code général des impôts, la référence : « L. 5217-4 » est remplacée par la référence : « L. 5217-2 ».

III. – *(Non modifié)*

IV. – **Supprimé**

IV. – *(Supprimé)*

V (nouveau). – *Au dernier alinéa de l'article L. 421-2 du code de l'éducation, les références : « , b du 2 du II ou du a du 2 du III de l'article L. 5217-4, » sont remplacés par les références : « 1° de l'article L. 4221-1-1 ou du 3° de l'article L. 3211-1-1 ».*

VI (nouveau). – *Le 1° de l'article L. 6143-5 du code de la santé publique est ainsi modifié :*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

1° Les deux occurrences des mots : « ou de leurs groupements » sont remplacées par les mots : « , de leurs groupements, ou de la métropole, » ;

2° À la fin, les mots : « et le président du conseil général ou son représentant ; » sont remplacés par les mots : « , le président du conseil général ou son représentant et le président de la métropole ou son représentant, y compris dans les métropoles du Grand Paris, de Lyon et d'Aix-Marseille-Provence ».

Article 34 bis

Article 34 bis

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

(Alinéa sans modification)

1° Le 3° de l'article L. 2213-2 est ainsi rédigé :

1° (Sans modification)

« 3° Réserver sur la voie publique ou dans tout autre lieu de stationnement ouvert au public des emplacements de stationnement aménagés aux véhicules utilisés par les personnes titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles et aux véhicules bénéficiant du label "autopartage" ;

1° bis (nouveau) A la fin de L'intitulé de la section 8 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie, les mots : « en commun » sont supprimés ;

2° La seconde phrase de l'article L. 2333-68 est complétée par les mots : « ou concourant au développement des modes de déplacement non motorisés et des usages partagés des véhicules terrestres à moteur » ;

2° La seconde phrase de l'article L. 2333-68 est complétée par les mots : « ainsi qu'au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement de toute action relevant des compétences des autorités organisatrices de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8, L. 1231-14, L. 1231-15, L. 1231-16 du code des transports ;

3° **Supprimé**

2° bis (nouveau) Le second alinéa du III de l'article L. 2573-19 est complété par les mots : « , et aux véhicules bénéficiant du label "autopartage" » ;

3° (Supprimé)

4° À la fin de la première phrase du 2° du I de l'article L. 5216-5, les mots : « des transports urbains au sens du chapitre II du titre II de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, sous réserve des dispositions de l'article 46 de cette loi » sont remplacés par les mots : « de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ».

4° Le 2° du I de l'article L. 5216-5 est ainsi modifié :

a) À la fin de la première phrase, les mots : « des transports urbains au sens du chapitre II du titre II de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, sous réserve des dispositions de l'article 46 de cette loi » sont remplacés par les mots : « de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code » ;

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

b) (nouveau) La seconde phrase est supprimée ;

5° (nouveau) À la fin de l'article L. 5214-16-2, les mots : « de mise à disposition de bicyclettes en libre-service » sont remplacés par les mots : « public de location de bicyclettes ».

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES À L'INTÉGRATION
MÉTROPOLITAINE ET URBAINE

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES À L'INTÉGRATION
MÉTROPOLITAINE ET URBAINE

Article 35 AA

Article 35 AA

Supprimé

À compter du renouvellement général des conseils municipaux suivant la mise en place des métropoles en application des articles L. 5217-1, L. 5218-1 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales, dans leur rédaction issue de la présente loi, le conseil de la métropole est composé :

1° D'un collège de conseillers métropolitains élus dans le cadre des communes, en application des articles L. 273-6 à L. 273-12 du code électoral, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

2° D'un collège de conseillers métropolitains élus dans le cadre d'une ou plusieurs circonscriptions correspondant au territoire de la métropole, selon les règles électorales fixées avant le 1^{er} janvier 2017.

Article 35 B

Article 35 B

I. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

I. – (Alinéa sans modification)

1° Le I de l'article L. 5214-16 est ainsi modifié :

1° (Sans modification)

a) Au premier alinéa, le mot : « deux » est remplacé par le mot : « trois » ;

b) Il est ajouté un 3° ainsi rédigé :

« 3° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement. » ;

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

1° *bis* Au premier alinéa du II du même article L. 5214-16, le mot : « un » est remplacé par le mot : « trois » ;

1° *bis* (*Supprimé*)

1° *ter* (*Supprimé*)

1° *ter* (*Supprimé*)

2° Le I de l'article L. 5216-5 est complété par un 5° ainsi rédigé :

2° (*Sans modification*)

« 5° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement. » ;

3° Après le *d* du 6° du I de l'article L. 5215-20, il est inséré un *e* ainsi rédigé :

3° (*Sans modification*)

« *e*) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement. » ;

3° *bis* (*nouveau*) Après le 8° du I de l'article L. 5215-20-1, il est inséré un 8° *bis* ainsi rédigé :

3° *bis* (*Sans modification*)

« 8° *bis* Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ; »

4° Après le 2° de l'article L. 5214-23-1, il est inséré un 2° *bis* ainsi rédigé :

4° (*Sans modification*)

« 2° *bis* Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ; »

II. – Le code de l'environnement est ainsi modifié :

II. – (*Alinéa sans modification*)

1° L'article L. 211-7 est ainsi modifié :

1° (*Alinéa sans modification*)

a) Le premier alinéa du I est ainsi rédigé :

a) (*Alinéa sans modification*)

« Les collectivités territoriales et leurs groupements, tels qu'ils sont définis au deuxième alinéa de l'article L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales, ainsi que les établissements publics territoriaux de bassin prévus à l'article L. 213-12 du présent code peuvent, sous réserve de la compétence attribuée aux communes par le I *bis* du présent article, *utiliser* les articles L. 151-36 à L. 151-40 du code rural et de la pêche maritime pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, s'il existe, et visant : » ;

« Les...

...article, *mettre en oeuvre* les...

...visant : » ;

b) Le I *bis* est ainsi rédigé :

b) (*Sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« *I bis.* – Les communes sont compétentes en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations. Cette compétence comprend les missions définies aux 1°, 2°, 5° et 8° du I. À cet effet, elles peuvent recourir à la procédure prévue au même I. » ;

2° Après l'article L. 211-7-1, il est inséré un article L. 211-7-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 211-7-2.* – Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre substitués à leurs communes membres pour l'exercice de la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations prévue au *I bis* de l'article L. 211-7 du présent code peuvent instituer, en vue du financement d'une ou plusieurs des missions mentionnées au I du même article, à l'exception des missions mentionnées aux 3° et 6° et dans les conditions prévues à l'article 1379 du code général des impôts, la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

« *Son* objet est le financement des travaux de toute nature permettant de réduire les risques d'inondation et les dommages causés aux personnes et aux biens.

« Dans les conditions prévues à l'article L. 113-4 du code des assurances, le montant des primes d'assurances contre le risque inondation et celui des franchises *tient* compte, à due proportion, de la réduction des risques qui résulte des actions de prévention. »

« *Art. L. 211-7-3.* – (*Supprimé*)

III (*nouveau*). – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le II de l'article 1379 est complété par un 4° ainsi rédigé :

« 4° La taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations prévue à l'article 1530 *bis.* » ;

2° L'article 1379-0 *bis* est complété par un X ainsi rédigé :

« X. – Les métropoles, la métropole de Lyon, les communautés urbaines, les communautés d'agglomération et les communautés de communes peuvent se substituer à leurs communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations prévue à l'article 1530 *bis.* » ;

3° Au II de la section VII du chapitre I^{er} du titre I^{er} de la deuxième partie du livre I^{er}, il est inséré un *E bis* ainsi ré-

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« *I bis.* – (*Sans modification*)

2° (*Alinéa sans modification*)

« *Art. L. 211-7-2.* – Les...

...6° du même I et...

...inondations.

« *L'objet de cette taxe* est...

... biens.

« Dans...

...franchises *tien-*

nent compte...

... prévention. »

« *Art. L. 211-7-3.* – (*Suppression maintenue*)

III. – (*Sans modification*)

1° (*Sans modification*)

2° (*Sans modification*)

3° Au...

... un *F* ainsi rédigé :

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

digé :

« *E bis*. Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations

« *F*. (*Sans modification*)

« *Art. 1530 bis*. – I. – Les communes qui exercent, en application du I bis de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, instituer et percevoir une taxe en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

« *Art. 1530 bis*. – I. – Les...

...1639A bis du présent code, instituer...

...inondations.

« Toutefois, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui se substituent à leurs communes membres pour l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations définie au I bis de l'article L. 211-7 du code de l'environnement peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, instituer et percevoir cette taxe en lieu et place de leurs communes membres.

« Toutefois...

...l'article 1639 A bis du présent code, instituer...
...membres.

« II. – Le produit de cette taxe est arrêté avant le 1^{er} octobre de chaque année pour application l'année suivante par l'organe délibérant de la commune ou, le cas échéant, de l'établissement public de coopération intercommunale, dans la limite d'un plafond fixé à 40 € par habitant, au sens de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales, résidant sur le territoire relevant de sa compétence.

« II. – (*Sans modification*)

« Sous réserve du respect du plafond fixé au premier alinéa du présent II, le produit voté de la taxe est au plus égal au montant annuel prévisionnel des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, telle qu'elle est définie au I bis de l'article L. 211-7 du code de l'environnement dont la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale assure le suivi au sein d'un budget annexe spécial.

« Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, telle qu'elle est définie au même I bis.

« III. – Le produit de la taxe prévue au I est réparti entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises, proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes a procurées l'année précédente à la commune ou aux com-

« III. – Le...

I du présent article est...

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

munes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

« IV. – La base de la taxe est déterminée dans les mêmes conditions que pour la part communale ou, à défaut de part communale, dans les mêmes conditions que la part intercommunale de la taxe principale à laquelle la taxe s'ajoute.

« Les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte sont exonérés de la taxe prévue au I au titre des locaux d'habitation et dépendances dont ils sont propriétaires et qui sont attribués sous conditions de ressources. Les redevables au nom desquels une cotisation de taxe d'habitation est établie au titre de ces locaux sont exonérés de la taxe.

« V. – Le produit de la taxe, après déduction *des frais de gestion prévus* au A du I et au II de l'article 1641, est reversé au bénéficiaire dans les conditions prévues à l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales.

« VI. – Les cotisations sont établies, contrôlées, garanties et recouvrées comme en matière de contributions directes.

« Les réclamations et les contentieux sont présentés et jugés comme en matière de contributions directes.

« VII. – Les dégrèvements accordés en application du IV ou par suite d'une imposition établie à tort sont à la charge de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Ils s'imputent sur les attributions mensuelles de taxes et impositions perçues par voie de rôle prévues à l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales.

« VIII. – Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État. » ;

4° Le A du I de l'article 1641 est complété par un g ainsi rédigé :

« g) Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations prévue à l'article 1530 *bis* ; ».

IV (*nouveau*). – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Le a de l'article L. 2331-3 est complété par un 7° ainsi rédigé :

« 7° Le produit des taxes prévues aux articles 1528, 1529, 1530 et 1530 *bis* du code général des impôts. » ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

...propre.

« IV. – (*Alinéa sans modification*)

« Les...

...et des dépendances...

...taxe.

« V. – Le...
prélèvement prévu au...
code, est...

...déduction du
...1641 du présent

...territoriales.

« VI. – (*Sans modification*)

« VII. – (*Sans modification*)

« VIII. – (*Sans modification*)

4° (*Sans modification*)

IV. – (*Sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

2° L'article L. 5214-23 est complété par un 10° ainsi rédigé :

« 10° Le cas échéant, le produit des taxes prévues aux articles 1528, 1529, 1530 et 1530 *bis* du code général des impôts. » ;

3° L'article L. 5215-32 est complété par un 17° ainsi rédigé :

« 17° Le cas échéant, le produit des taxes prévues aux articles 1528, 1529, 1530 et 1530 *bis* du code général des impôts. » ;

4° L'article L. 5216-8 est complété par un 10° ainsi rédigé :

« 10° Le cas échéant, le produit des taxes prévues aux articles 1528, 1529, 1530 et 1530 *bis* du code général des impôts. »

V. – L'article L. 151-36 du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Au 1°, les mots : « défense contre les torrents, » sont supprimés ;

2° *Le huitième* alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Les participations ainsi appelées ne peuvent pas avoir pour objet le financement des dépenses relatives aux compétences mentionnées au I *bis* de l'article L. 211-7 du code de l'environnement. »

VI (*nouveau*). – Les III et IV entrent en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2014.

Le V s'applique à compter du 1^{er} janvier 2015.

Article 35 C

L'article L. 213-12 du code de l'environnement est ainsi rédigé :

« Art. L. 213-12. – I. – Un établissement public territorial de bassin est un groupement de collectivités territoriales constitué *conformément aux* articles L. 5711-1 à L. 5721-9 du code général des collectivités territoriales en vue de faciliter, à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous-bassins hydrographiques, la prévention des inondations et la défense contre la mer, la gestion équilibrée de la ressource en eau, ainsi que la préservation et la gestion des zones humides et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

V. – (*Alinéa sans modification*)

1° (*Sans modification*)

2° *L'avant-dernier* alinéa...
...rédigée :

(*Alinéa sans modification*)

VI. – (*Sans modification*)

Article 35 C

I. – (*Alinéa sans modification*)

« Art. L. 213-12. – I. – Un...

constitué *en application des* articles
L. 5421-1 à L. 5421-6 ou L. 5711-1 à L. 5721-9 du...

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

« Il coordonne l'activité de maîtrise d'ouvrage des établissements publics d'aménagement et met en œuvre la politique de solidarité envers les zones d'expansion de crues pour tenir compte des contraintes qu'elles subissent.

« Le deuxième alinéa de l'article L. 5212-20 du code général des collectivités territoriales n'est pas applicable aux établissements publics territoriaux de bassin.

« II. – Un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau est un groupement de collectivités territoriales constitué conformément aux dispositions des articles L. 5711-1 à L. 5721-9 du code général des collectivités territoriales à l'échelle d'un bassin versant d'un fleuve côtier sujet à des inondations récurrentes ou d'un sous-bassin hydrographique d'un grand fleuve en vue d'assurer à ce niveau la prévention des inondations et des submersions ainsi que la gestion des cours d'eau non domaniaux.

« Il met en œuvre la politique de solidarité envers les zones d'expansion de crues pour tenir compte des contraintes qu'elles subissent.

« Le deuxième alinéa de l'article L. 5212-20 du code général des collectivités territoriales n'est pas applicable aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau.

« III. – Dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-1 du présent code, le préfet coordonnateur de bassin détermine le bassin, les sous-bassins ou les groupements de sous-bassins hydrographiques qui justifient la création ou la modification de périmètre d'un établissement public territorial de bassin ou d'un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau. *Cet établissement comprend notamment les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations conformément au I bis de l'article L. 211-7.*

« En l'absence de proposition émise dans un délai de deux ans à compter de l'approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, le préfet coordonnateur de bassin engage, dans le cadre des dispositions du présent III, la procédure de création d'un établissement public territorial de bassin ou d'un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau sur le bassin, le

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

eaux.

« Il assure la cohérence de l'activité... d'aménagement et de gestion de l'eau. Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers... d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation.

(Alinéa sans modification)

« II. – Un...

...constitué en application des articles...

... domaniaux. *Cet établissement comprend notamment les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations en application du I bis de l'article L. 211-7 du présent code.*

« Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation.

(Alinéa sans modification)

« III. — Dans...

... l'eau.

« En ...

...cadre du IV, la procédure...

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

sous-bassin ou le groupement de sous-bassins hydrographiques qui le justifie.

« IV. – En tenant compte de critères fixés par le décret en Conseil d'État prévu au VIII du présent article, notamment de la nécessité pour l'établissement de disposer des services permettant d'apporter à ses membres l'appui technique pour la réalisation des missions mentionnées aux 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L. 211-7, le périmètre d'intervention de l'établissement public territorial de bassin ou de l'établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau est délimité par arrêté du préfet coordonnateur de bassin :

« 1° Soit à la demande des collectivités territoriales après avis du comité de bassin et, s'il y a lieu, après avis des commissions locales de l'eau ;

« 2° Soit à l'initiative du préfet coordonnateur de bassin, après avis du comité de bassin et, s'il y a lieu, des commissions locales de l'eau concernées. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de quatre mois.

« Cet arrêté dresse la liste des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations *conformément au I bis de l'article L. 211-7 concernés.*

« À compter de la notification de cet arrêté, l'organe délibérant de chaque collectivité territoriale et établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre intéressé dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur le projet de périmètre et sur les statuts du nouvel établissement public. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

« La création de l'établissement public est décidée par arrêté préfectoral ou par arrêté *inter-préfectoral des préfets des départements concernés* après accord des organes délibérants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations désignés sur l'arrêté dressant la liste des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés. Cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des organes délibérants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des organes délibérants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre représentant les deux tiers de la population.

« Cette majorité doit nécessairement comprendre les

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

...justifie.

« IV. – En...

...l'établissement *public territorial de bassin* de disposer...
...technique *nécessaire* pour...

...bassin :

« 1° (*Sans modification*)

« 2° (*Sans modification*)

« Cet...

... inondations, en application du I bis de l'article L. 211-7 intéressés.

(*Alinéa sans modification*)

« La...

...arrêté *conjoint des représentants de l'Etat* dans les départements...

...désignés par l'arrêté...

... de ceux-ci, ou...

... population.

« L'accord de l'organe délibérant de tout établisse-

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

conseils communautaires des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la population est supérieure au quart de la population totale concernée.

« Les III et IV de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales sont applicables.

« V. – Les établissements publics territoriaux de bassin et les établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau constitués conformément aux II et III exercent par transfert ou par délégation conclue dans les conditions prévues à l'article L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et conformément à leurs objets respectifs tout ou partie des missions relevant de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations définie au I bis de l'article L. 211-7 du présent code.

« VI. – L'établissement public territorial de bassin peut également définir, après avis du comité de bassin et, lorsqu'elles existent, des commissions locales de l'eau concernées, un projet d'aménagement d'intérêt commun. Il le soumet aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale concernés qui, s'ils l'approuvent, lui transfèrent ou délèguent les compétences nécessaires à sa réalisation.

« VII. – Les ressources de l'établissement public territorial de bassin se composent des contributions de ses membres, de subventions et de prêts ainsi que des sommes perçues par l'agence de l'eau à la demande de l'établissement en application de l'article L. 213-10-9.

« Les ressources de l'établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau se composent des contributions de ses membres, de subventions et de prêts.

« VIII. – Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article. »

Article 35 D

I. – Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° L'article L. 554-1 est ainsi modifié :

a) Le I est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Il en va de même pour les travaux réalisés à proximité des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions, lesquels bénéficient des dispositions

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

ment public de coopération...

...concernée est nécessaire.

(Alinéa sans modification)

« V. – Les...

III du présent article
exercent...

...code.

« VI. – L'établissement...

...intercommunale et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau concernés... réalisation.

« VII. – Les...

...application du V bis de l'article L. 213-10-9.

(Alinéa sans modification)

« VIII. – *(Sans modification)*

II. (nouveau) – A la première phrase du deuxième alinéa du I de l'article L. 213-12-1 du même code, la référence : « premier alinéa » est remplacée par la référence : « I ». ».

Article 35 D

I. – *(Alinéa sans modification)*

1° *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

prévues au présent chapitre au profit des réseaux précités. » ;

b) Le IV est complété par un 6° ainsi rédigé :

« 6° Les adaptations nécessaires à l'application du présent chapitre aux ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions. » ;

2° L'article L. 562-8-1 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Pour éviter les atteintes que pourraient leur porter des travaux réalisés à proximité, ces ouvrages bénéficient des dispositions prévues à l'article L. 554-1 au profit des réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, dans les conditions fixées aux articles L. 554-2 à L. 554-5. » ;

b) Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

« La responsabilité d'un gestionnaire d'ouvrages ne peut être engagée à raison des dommages que ces ouvrages n'ont pas permis de prévenir dès lors que les obligations légales et réglementaires applicables à leur conception, leur exploitation et leur entretien ont été respectées. » ;

c) Le dernier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Il définit les modalités selon lesquelles le représentant de l'État dans le département est informé des actions contribuant à la mise en œuvre de la prévention des inondations par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, du niveau de protection apporté et des territoires qui en bénéficient. » ;

3° Après l'article L. 566-12, sont insérés des articles L. 566-12-1 et L. 566-12-2 ainsi rédigés :

« Art. L. 566-12-1. – I. – Les digues sont des ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions. Les digues appartenant à une personne morale de droit public et achevées avant la date d'entrée en vigueur de la loi n° du de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles sont mises gratuitement à la disposition, selon le cas, de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent pour la défense contre les inondations et contre la mer, par voie de conventions.

« L'ouvrage ou l'infrastructure n'est pas mis à disposition si son influence hydraulique dépasse le périmètre de la commune ou de l'établissement public de coopération

2° (*Sans modification*)

3° (*Alinéa sans modification*)

« Art. L. 566-12-1. – I. – (*Alinéa sans modification*)

« La digue n'est pas mise...

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

intercommunale à fiscalité propre compétent et *qu'il* existe un gestionnaire.

« II. – Lorsqu'un ouvrage ou une infrastructure qui n'a pas pour vocation la prévention des inondations et submersions appartenant à une personne morale de droit public s'avère, eu égard à sa localisation et à ses caractéristiques, de nature à y contribuer, il est mis à disposition de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent pour la défense contre les inondations et contre la mer par le propriétaire ou le gestionnaire de cet ouvrage ou infrastructure pour permettre de l'utiliser et d'y apporter, *si nécessaire*, des aménagements pour ce faire.

« L'ouvrage ou l'infrastructure n'est pas mis à disposition si celle-ci ou les travaux nécessaires à la réalisation des aménagements projetés ou leur exploitation ne sont pas compatibles avec la fonctionnalité de l'ouvrage ou de l'infrastructure.

« Une convention précise les modalités de la mise à disposition et de la maîtrise d'ouvrage des travaux ainsi que les responsabilités de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent, du propriétaire et du gestionnaire dans l'exercice de leurs missions respectives.

« La mise à disposition est gratuite. Toutefois, la convention prévoit, s'il y a lieu, une compensation financière au profit du propriétaire ou du gestionnaire de l'ouvrage ou de l'infrastructure à raison des frais spécifiques exposés par lui pour contribuer à la prévention des inondations et des submersions.

« En cas de désaccord sur l'intérêt de la mise à disposition ou la compatibilité de celle-ci avec la fonctionnalité de l'ouvrage ou de l'infrastructure, le représentant de l'État dans le département peut être saisi d'une demande tendant à ce qu'il soit enjoint au propriétaire ou au gestionnaire de procéder à la mise à disposition ou à ce que soit constatée une in-

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

...et s'il...

...gestionnaire.

« II. – Lorsqu'un...
...pas *exclusivement* pour...

... à la disposition...

...apporter des aménagements *nécessaires* pour ce faire.

« L'ouvrage...

... l'infrastructure. *Dans ce cas, la responsabilité du propriétaire ou du gestionnaire de l'ouvrage ne peut être engagée du fait que l'ouvrage ou l'infrastructure n'a pas permis d'éviter l'action naturelle des eaux, mais uniquement lorsque les dommages subis ont été provoqués ou aggravés soit par l'existence ou le mauvais état d'entretien de l'ouvrage ou de l'infrastructure, soit par une faute commise par le propriétaire ou le gestionnaire.* »

« Une...

...respectives. *La responsabilité liée à la prévention des inondations et submersions est transférée à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent dès la mise à disposition, sans que le propriétaire ou le gestionnaire de l'ouvrage ne soient tenus de réaliser quelques travaux que ce soit en vue de permettre à l'ouvrage de remplir un rôle de prévention des inondations et submersions.*

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

compatibilité. Il se prononce après avis de la commission départementale des risques naturels majeurs. Sa décision peut fixer un délai pour la conclusion de la convention prévue au troisième alinéa du présent II.

« Art. L. 566-12-2. – I. – Des servitudes peuvent être créées, à la demande d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent pour la défense contre les inondations et contre la mer, sur les terrains d'assiette ou d'accès à des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions, au sens de l'article L. 562-8-1, ainsi qu'à des ouvrages ou infrastructures qui y contribuent, au sens du II de l'article L. 566-12-1.

« II. – Ces servitudes peuvent avoir un ou plusieurs des objets suivants :

« 1° Assurer la conservation des ouvrages existants construits en vue de prévenir les inondations et les submersions ;

« 2° Réaliser des ouvrages complémentaires ;

« 3° Effectuer les aménagements nécessaires à l'adaptation des ouvrages et des infrastructures qui contribuent à la prévention des inondations et des submersions ;

« 4° Maintenir ces ouvrages ou les aménagements effectués sur les ouvrages et les infrastructures en bon état de fonctionnement ;

« 5° Entretenir les berges.

« Le bénéficiaire de la servitude est subrogé au propriétaire du fonds dans l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires à l'obtention des autorisations administratives requises pour les ouvrages, travaux et aménagements liés à l'objet de celle-ci.

« III. – La servitude est créée par décision motivée de l'autorité administrative compétente, sur proposition de l'organe délibérant de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent, après enquête parcellaire et enquête publique, effectuées comme en matière d'expropriation. Le dossier de la servitude est tenu à la disposition du public pendant un mois à la mairie de la commune concernée.

« La décision créant une servitude en définit le tracé, la largeur et les caractéristiques. Elle peut obliger les propriétaires et les exploitants à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions ou des aménagements destinés à permettre aux ouvrages ou aux infrastructures de contribuer à

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Art. L. 566-12-2. – I. – *(Sans modification)*

« II. – *(Sans modification)*

« III. – *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

cette prévention.

« IV. – La servitude ouvre droit à indemnité s’il en résulte pour le propriétaire du terrain ou l’exploitant un préjudice direct, matériel et certain. Cette indemnité est à la charge du bénéficiaire de la servitude. La demande d’indemnité doit, sous peine de forclusion, parvenir à l’autorité mentionnée au premier alinéa du III dans un délai d’un an à compter de la date où le dommage a été causé ou révélé.

« L’indemnité est fixée, à défaut d’accord amiable, par le juge de l’expropriation, d’après :

« 1° La consistance des biens à la date de la décision instituant la servitude en fonction des atteintes portées à leur utilisation habituelle et des modifications apportées à l’état des lieux antérieur ;

« 2° Leur qualification éventuelle de terrain à bâtir, au sens de l’article L. 13-15 du code de l’expropriation pour cause d’utilité publique, à la date d’institution de la servitude. » ;

4° (*nouveau*) Après le premier alinéa du I de l’article L. 561-3, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« *Le fonds de prévention des risques naturels majeurs* contribue, en outre, au financement des études et travaux de prévention contre les risques naturels dont les collectivités territoriales assurent la maîtrise d’ouvrage dans les communes couvertes par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou prescrit, ainsi qu’au financement des opérations menées dans le cadre des programmes d’actions de prévention contre les inondations validés par la commission mixte inondation. »

II (*nouveau*). – Le chapitre III du titre I^{er} du livre VI de la première partie du code général des collectivités territoriales est complété par une section 3 ainsi rédigée :

« Section 3

« Fonds pour la réparation des *dégâts* causés aux biens des collectivités territoriales et de leurs groupements par les calamités publiques

« *Art. L. 1613-7. – I. – Il est institué un fonds pour la réparation des dégâts causés aux biens des collectivités territoriales et de leurs groupements par les calamités publiques. Ce fonds vise à la réparation des dégâts causés sur certains biens de ces collectivités par des événements climatiques ou géologiques de très grande ampleur affectant un grand nombre de communes ou d’une intensité très élevée, lorsque le montant de ces dégâts est supérieur à six millions d’euros hors taxes. Le montant des autorisations d’engagement et des crédits de paiement relatifs à ce fonds est voté chaque année*

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« IV. – (*Sans modification*)

4° (*Alinéa sans modification*)

« Il contribue...

...inondation. »

II. – (*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

« Fonds... aux...
...des *dommages* causés
... publiques

« *Art. L. 1613-7. – I. – Il...*
...des *dommages* causés...

certains...
... des *dommages* causés à
...collectivités *et de leurs groupements* par...
...grande *intensité* affectant...

...ces *dommages* est...

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

en loi de finances.

« II. – Les collectivités territoriales et groupements susceptibles de bénéficier de ces *subventions* sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, les syndicats *visés* aux articles L. 5711-1 et L. 5721-8, les départements *et* les régions, *dont* la collectivité territoriale de Corse. Les collectivités territoriales d’outre-mer et leurs groupements ne sont pas éligibles à une indemnisation au titre du présent fonds.

« III. – Un décret en Conseil d’État fixe les modalités d’application du présent article. Il précise notamment la nature des biens pris en compte, les règles relatives à la nature et aux montants des dégâts éligibles ainsi que les différents taux *de subvention* applicables. »

Article 35 E

I. – Les conseils généraux, les conseils régionaux, leurs groupements ou les autres personnes morales de droit public qui assurent l’une des missions mentionnées aux 1^o, 2^o, 5^o et 8^o du I de l’article L. 211-7 du code de l’environnement à la date de publication de la présente loi *peuvent exercer* les compétences qui s’y rattachent jusqu’au transfert de celles-ci à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, *et* au plus tard jusqu’au 1^{er} janvier 2016. Les charges qui *seraient* transférées par le département et la région *peuvent faire* l’objet, dans le cadre d’une convention, d’une compensation.

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en deuxième lecture**

...finances.

« II. – Les...

...de ces *indemnisations* sont...

...syndicats *mentionnés* aux...

... département, régions *et* la col-

lectivité ...

...fonds.

« III. – Un...

...taux *d’indemnisation* applicables. »

Article 35 E

I. – Les...

...loi

exercent les compétences...

...propre, au...

...janvier 2018. Les... ...qui *sont* transférées...

... région font l’objet...

...compensation.

I bis (nouveau). – *Les I et II de l’article 35 B de la présente loi entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2016.*

Toutefois, les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, à compter de la date d’entrée en vigueur de la présente loi, mettre en œuvre par anticipation les dispositions des mêmes I et II.

« *I ter* (nouveau). – *Afin d’accompagner la prise de compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » prévue au I bis de l’article L. 211-7 du code de l’environnement dans sa rédaction résultant du II de l’article 35 B de la présente loi, par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, chaque préfet coordonnateur de bassin met en place une mission d’appui technique composée de représentants de l’État et de ses établissements publics, des collectivités territoriales et de leurs groupements. Cette mission réalise notamment un état des lieux des ouvrages et des installations nécessaires à l’exercice de la compétence. Un décret fixe les modalités de désignation de ses membres ainsi que ses modalités de fonctionnement.*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

II. – L'État ou l'un de ses établissements publics, lorsqu'il gère des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, continue d'assurer cette gestion pour le compte de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent pour la défense contre les inondations et contre la mer pendant une durée de dix ans à compter de cette date. Une convention détermine l'étendue de ce concours et les moyens matériels et humains qui y sont consacrés. Elle ne peut être modifiée qu'à l'initiative de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Les charges qui *seraient* transférées *peuvent faire* l'objet, dans le cadre d'une convention, d'une compensation. Pendant cette période, le financement des travaux de mise en conformité des ouvrages *vis-à-vis* des exigences réglementaires et légales incombe à l'État.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

II. – L'État...

... qui *sont* transférées *font* l'objet ...

...ouvrages *avec* des...
...l'État.

III (nouveau). – Après le I de l'article L. 5215-22 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un I bis. ainsi rédigé :

« I bis. – Par dérogation au I, la communauté urbaine est substituée, pour la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, mentionnée à l'article L. 211-7 du code de l'environnement, aux communes qui en sont membres lorsque celles-ci sont groupées avec des communes extérieures à la communauté dans un syndicat de communes ou un syndicat mixte qui exerce déjà cette compétence. S'il s'agit d'un syndicat de communes, ce dernier devient un syndicat mixte, au sens de l'article L. 5711-1. Ni les attributions du syndicat, ni le périmètre dans lequel il exerce ses compétences ne sont modifiés. »

IV (nouveau). – Après le I de l'article L. 5216-7 du même code, il est inséré un I bis ainsi rédigé :

« I bis. – Par dérogation au I, la communauté d'agglomération est substituée, pour la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, mentionnée à l'article L. 211-7 du code de l'environnement, aux communes qui en sont membres lorsque celles-ci sont groupées avec des communes extérieures à la communauté dans un syndicat de communes ou un syndicat mixte qui exerce déjà cette compétence. S'il s'agit d'un syndicat de communes, ce dernier devient un syndicat mixte, au sens de l'article L. 5711-1. Ni les attributions du syndicat, ni le périmètre dans lequel il exerce ses compétences ne sont modifiés.

« Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre exercent leur compétence prévue au I bis de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, dans sa rédaction résultant du II de l'article 35 B de la loi n° du de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, sans préjudice de

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

.....

.....

Article 36

Article 36

I. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

I. – *(Alinéa sans modification)*

1° Le premier alinéa de l'article L. 2213-1 est complété par une phrase ainsi rédigée :

1° *(Sans modification)*

« À l'extérieur des agglomérations, le maire exerce également la police de la circulation sur les voies du domaine public routier communal et du domaine public routier intercommunal, sous réserve des pouvoirs dévolus au représentant de l'État dans le département sur les routes à grande circulation. » ;

2° *(Sans modification)*

2° La section 4 du chapitre III du titre I^{er} du livre II de la deuxième partie est complétée par un article L. 2213-33 ainsi rédigé :

« Art. L. 2213-33. – Le maire, ou le préfet de police de Paris dans sa zone de compétence, peut délivrer des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi, dans les conditions prévues à l'article L. 3121-5 du code des transports. » ;

3° *(Alinéa sans modification)*

3° L'article L. 5211-9-2 est ainsi modifié :

a) À l'avant-dernier alinéa du I, la référence : « L. 2213-6 » est remplacée par la référence : « L. 2213-6-1 » et les mots : « peuvent transférer » sont remplacés par le mot : « transfèrent » ;

a) *(Sans modification)*

b) Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

b) *(Alinéa sans modification)*

« Sans préjudice de l'article L. 2212-2 et par dérogation à l'article L. 2213-33, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière de voirie, les maires des communes membres transfèrent au président de cet établissement les prérogatives qu'ils détiennent en matière de délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi. L'autorisation de stationnement *peut être* limitée à une ou plusieurs communes membres. » ;

« Sans...

stationnement *est limitée* à une commune membre. » ;

c) Les premier, deuxième, troisième, cinquième et septième alinéas du I deviennent les premier à cinquième ali-

c) *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

nés du A du I ;

d) Les quatrième et sixième alinéas du I deviennent les premier et second alinéas du B du I ;

e) À la première phrase des premier et second alinéas du III, les références : « aux trois premiers alinéas du I » sont remplacées par la référence : « au A du I » ;

f) À la première phrase du IV, les références : « aux trois derniers alinéas du I » sont remplacées par la référence : « au B du I » ;

g) Il est ajouté un VI ainsi rédigé :

« VI. – Le représentant de l'État dans le département peut, dans le cas où il n'y aurait pas été pourvu par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et après mise en demeure de ce dernier restée sans résultat, exercer les attributions dévolues au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de police de la circulation et du stationnement. » ;

3° bis (nouveau) Après l'article L. 5217-6, il est inséré un article L. 5217-6-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 5217-6-1. – Sans préjudice de l'article L. 2212-2, le président du conseil de la métropole exerce les prérogatives relatives à la police de la circulation définies aux articles L. 2213-1, L. 2213-3, L. 2213-4, L. 2213-5 et L. 2213-6-1 sur l'ensemble des voies de communication du domaine public routier de la métropole.

« Les maires des communes situées sur le territoire de la métropole exercent les prérogatives relatives à la police du stationnement définies aux articles L. 2213-2, L. 2213-3, L. 2213-3-1 et L. 2213-6 sur l'ensemble des voies de communication du domaine public routier des communes et de la métropole.

« Les maires des communes situées sur le territoire de la métropole transmettent pour avis au président du conseil de la métropole leurs projets d'actes réglementaires en matière de stationnement. Cet avis est réputé rendu en l'absence de réponse du président du conseil de la métropole dans un délai de quinze jours francs à compter de la réception de la demande d'avis. » ;

4° L'article L. 5842-4 est ainsi modifié :

a) Au I, les références : « des troisième et quatrième alinéas du I » sont remplacées par les références : « des troisième et dernier alinéas du A du I, du premier alinéa du B du même I » ;

d) (Sans modification)

e) (Sans modification)

f) (Sans modification)

g) (Sans modification)

3° bis (Supprimé)

4° (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

b) Le 1° du II *bis* est ainsi rédigé :

« 1° Au III, la référence : “au A du I” est remplacée par les références : “aux premier, deuxième et quatrième alinéas du A du I” ; »

c) Le 2° du II *bis* est ainsi rédigé :

« 2° Au IV, la référence : “au B du I” est remplacée par la référence : “au second alinéa du B du I”. » ;

5° Le quatrième alinéa de l’article L. 2512-14 est ainsi rédigé :

« *Le maire de Paris détermine, à Paris, les règles de circulation et de stationnement, après avis conforme du préfet de police, sur les axes permettant d’assurer la continuité des itinéraires principaux dans l’agglomération parisienne et en région d’Île-de-France. Lorsque cet avis est défavorable, il est motivé au regard des enjeux du projet. La liste des axes concernés est fixée par décret.* »

II. – Le cinquième alinéa de l’article L. 411-2 du code de la route est *supprimé*.

Article 36 *bis*

I. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L’article L. 2213-6 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Les modalités de la tarification et la gestion matérielle du stationnement des véhicules sur la voie publique sont régies par l’article L. 2333-87. » ;

2° Le 2° de l’article L. 2331-4 est ainsi rétabli :

« 2° Le produit de la redevance de stationnement prévu à l’article L. 2333-87 ; »

3° La section 12 du chapitre III du titre III du livre III de la deuxième partie est ainsi modifiée :

a) L’intitulé est ainsi rédigé : « Redevance de station-

**Texte adopté par l’Assemblée nationale
en deuxième lecture**

5° (*Alinéa sans modification*)

« *Sur les axes permettant d’assurer la continuité des itinéraires principaux dans l’agglomération parisienne et la région d’Île-de-France, dont la liste est fixée par décret, les règles de circulation et de stationnement sont déterminées par le maire de Paris après avis conforme du préfet de police. Lorsque cet avis est défavorable, il est motivé au regard des enjeux du projet présenté par le maire de Paris.* »

II. – Le...

...est ainsi rédigé :

« *Sur les axes permettant d’assurer la **continuer** des itinéraires principaux dans l’agglomération parisienne et la région d’Île-de-France, dont la liste est fixée par décret, les règles de circulation et de stationnement sont déterminées par le maire de Paris après avis conforme du préfet de police. Lorsque cet avis est défavorable, il est motivé au regard des enjeux du projet présenté par le maire de Paris.* »

Article 36 *bis*

I. – (*Alinéa sans modification*)

1° (*Sans modification*)

2° (*Sans modification*)

3° (*Alinéa sans modification*)

a) (*Sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

nement des véhicules sur voirie » ;

b) L'article L. 2333-87 est ainsi rédigé :

« Art. L. 2333-87. – Sans préjudice de l'application des articles L. 2213-2 et L. 2512-14, le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du syndicat mixte compétent pour l'organisation des transports urbains, lorsqu'il y est autorisé par ses statuts, peut instituer une redevance de stationnement, compatible avec les dispositions du plan de déplacements urbains s'il existe. Dans le cas où le domaine public concerné relève d'une autre collectivité, l'avis de cette dernière est requis. Si elle ne s'est pas prononcée dans un délai d'un mois à compter de sa saisine, cet avis est réputé favorable.

« Afin d'assurer à la commune, à l'établissement public de coopération intercommunale ou au syndicat mixte compétent la collecte de cette redevance à un coût raisonnable, la délibération établit :

« 1° Le barème tarifaire de paiement immédiat de la redevance, applicable lorsque la redevance correspondant à la totalité de la période de stationnement est réglée *au comptant* par le conducteur du véhicule dès le début du stationnement ;

« 2° Le tarif du forfait de post-stationnement, applicable lorsque la redevance correspondant à la totalité de la période de stationnement n'est pas réglée ou insuffisamment réglée *au comptant dès le début du stationnement*. Son montant ne peut être supérieur au montant de la redevance due pour une journée de stationnement ou pour une durée plus courte, selon les dispositions du barème tarifaire en vigueur dans la zone considérée.

« Le barème tarifaire de paiement immédiat est établi en vue de favoriser la fluidité de la circulation, la rotation du stationnement des véhicules sur voirie et l'utilisation des moyens de transport collectif ou respectueux de l'environnement. Il tient compte de l'ensemble des coûts nécessaires à la collecte du produit de la redevance de stationnement.

« Le barème tarifaire peut être modulé en fonction de la durée du stationnement, de la surface occupée par le véhicule ou de sa contribution à la pollution atmosphérique. Il peut prévoir une tranche gratuite pour une durée déterminée ainsi qu'une tarification spécifique pour certaines catégories d'usagers, dont les résidents.

« Le montant du forfait de post-stationnement dû, déduction faite, le cas échéant, du montant de la redevance de stationnement réglée *au comptant* dès le début du stationnement, est notifié par un avis de paiement délivré, soit par son apposition sur le véhicule concerné par un agent assermenté de la commune, de l'établissement public de coopération in-

b) (Alinéa sans modification)

« Art. L. 2333-87. – (Alinéa sans modification)

« La délibération *institutive* établit :

« 1° Le...

...réglée par...
stationnement ;

« 2° Le...

...réglée dès le début du stationnement ou est insuffisamment réglée. Son...
...pour la durée maximale de stationnement payant autorisée, hors abonnements, selon...
...tarifaire de paiement immédiat en...
...considérée.

(Alinéa sans modification)

« Le...

...de son impact sur la pollution...

...résidents.

« Le...

... réglée dès ...

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

tercommunale, du syndicat mixte ou du tiers contractant désigné pour exercer cette mission, soit par envoi postal au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné effectué par un établissement public spécialisé de l'État.

« Les mentions portées sur l'avis de paiement du forfait de post-stationnement par l'agent assermenté font foi jusqu'à preuve contraire.

« Le produit des forfaits de post-stationnement finance les opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation. Si la *collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales* qui a institué la redevance de stationnement est compétent en matière de voirie, une partie de ce produit peut être utilisée pour financer des opérations de voirie.

« Dans le cas particulier de la métropole de Lyon, les communes situées sur son territoire reversent le produit des forfaits de post-stationnement à la métropole de Lyon, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de ces forfaits.

« La perception, le paiement et le recouvrement du forfait de post-stationnement sont régis par les dispositions du titre II du livre III de la deuxième partie du code général de la propriété des personnes publiques.

« Les litiges relatifs aux actes pris en application du présent article sont régis par l'article L. 2331-1 *du code général de la propriété des personnes publiques*. Les recours contentieux visant à contester le bien-fondé de l'avis de paiement du montant du forfait de post-stationnement dû font l'objet d'un recours administratif préalable obligatoire auprès de l'entité dont relève l'agent assermenté ayant établi ledit avis.

« Les modalités d'application du présent article, et notamment les conditions d'information des conducteurs sur le barème tarifaire et le forfait mentionnés aux *troisième et quatrième alinéas*, les mentions devant figurer sur l'avis de paiement et les modalités de sa délivrance, *le cas échéant par l'usage de procédés électroniques*, les modalités permettant d'attester du paiement *au comptant* de la redevance de stationnement due, ainsi que les obligations incombant au tiers contractant de la commune, de l'établissement public de coopération intercommunale ou du syndicat mixte, et à ses agents au titre de la collecte de la redevance de stationnement, sont déterminées par décret en Conseil d'État. Ce décret précise également les éléments devant figurer dans un rapport annuel établi par l'entité compétente pour statuer sur les recours administratifs préalables obligatoires, en vue de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

...État.

(Alinéa sans modification)

« Le...

...Si la *commune, l'établissement public de coopération intercommunal ou le syndicat mixte* qui...

... voirie.

(Alinéa sans modification)

« La perception et le recouvrement...

...publiques, *relatives aux produits et aux redevances du domaine des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics*.

« Les ...

L. 2331-1 *du même code*. Les...

...avis. *Les recours contentieux dirigés contre les avis de paiement du forfait de post-stationnement sont portés devant une juridiction administrative spécialisée*.

« Les modalités...

...aux 1° et 2°, les...

...délivrance, les modalités...

...paiement de...

...acte. »

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

—

son examen par l'assemblée délibérante qui en prend acte. »

II. – (Supprimé)

III. – Le code de la route est ainsi modifié :

1° *Le chapitre II du titre II du livre III est complété par un article L. 322-4 ainsi rédigé :*

« Art. L. 322-4. – L'opposition au transfert du certificat d'immatriculation peut être faite par le comptable public compétent à l'expiration du délai de paiement du forfait de post-stationnement indiqué sur l'avis délivré en application de l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales.

« Cette opposition suspend la prescription prévue au 3° de l'article L. 1617-5 du même code. Elle est levée par le paiement du forfait de post-stationnement ou la notification au comptable par la collectivité concernée de l'ordonnance du juge administratif suspendant la force exécutoire de l'avis de paiement.

« Les articles L. 322-2 et L. 322-3 sont applicables à la présente procédure. » ;

2° Après le 5° du I de l'article L. 330-2, il est inséré un 5° bis ainsi rédigé :

« 5° bis Aux agents habilités de l'établissement public de l'État chargé de participer aux opérations nécessaires à la délivrance par voie postale de l'avis de paiement mentionné à l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales ; »

3° Après les mots : « code général des collectivités territoriales », la fin de l'article L. 411-1 est supprimée.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

—

« I bis. – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé, dans un délai de douze mois à compter de la promulgation de la présente loi, à prendre par ordonnance des dispositions de nature législative destinées à définir les règles constitutives de la juridiction prévue à l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales.

Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de cette ordonnance.

II. – (Supprimé)

III. – (Alinéa sans modification)

1° *L'article L. 322-1 est complété par un II ainsi rédigé :*

« II. – Lorsque le délai...

...territoriales est expiré, le comptable public compétent peut faire opposition auprès de l'autorité administrative compétente à tout transfert du certificat d'immatriculation.

« Cette...

...code.

« Elle est levée par le paiement du forfait de post-stationnement ou la notification au comptable par la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte concerné de l'ordonnance du juge administratif suspendant la force exécutoire de l'avis de paiement. » ;

2° (Sans modification)

3° (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

III bis. – L'article L. 2573-50 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« Art. L. 2573-50. – I. – L'article L. 2333-87 est applicable aux communes de la Polynésie française sous réserve des adaptations prévues au II.

« II. – Pour l'application du premier alinéa de l'article L. 2333-87 :

« 1° Les références : "des articles L. 2213-2 et L. 2512-14," sont remplacées par la référence : "de l'article L. 2213-2" ;

« 2° Le mot : "urbains" est supprimé ;

« 3° Les mots : "compatible avec les dispositions du plan de déplacements urbains, s'il existe" sont supprimés. »

IV. – Le présent article entre en vigueur à compter du premier jour du vingt-quatrième mois suivant la promulgation de la présente loi. À compter de cette même date, aucune sanction, de quelque nature que ce soit, ne peut être établie ou maintenue en raison de l'absence ou de l'insuffisance de paiement de la redevance de stationnement des véhicules établie dans les conditions prévues à l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales. La phrase précédente n'est applicable ni aux infractions liées à l'absence ou à l'insuffisance de paiement d'une redevance de stationnement constatées avant la date d'entrée en vigueur du présent article, ni aux procédures en cours à cette même date.

V. – *La perte de recettes résultant des I à IV, constatée pour l'État dès lors que le non-assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des redevances de stationnement et des forfaits de post-stationnement viendrait à s'imposer au regard de la législation communautaire, est compensée par la plus prochaine loi de finances.*

VI (nouveau). – Le code général de la propriété des personnes publiques est ainsi modifié :

1° Le chapitre V du titre II du livre I^{er} de la deuxième partie est complété par une section 3 ainsi rédigée :

« Section 3

« Dispositions particulières au stationnement de véhicules sur voirie

« Art. L. 2125-9. – Les règles de paiement des redevances dues pour l'occupation du domaine public dans le cadre d'un stationnement de véhicule sur voirie sont fixées par l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales. » ;

2° La section 1 du chapitre I^{er} du titre II du livre III de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

III bis. – *(Sans modification)*

IV. – *À l'exception des I bis et IX, le...*

... territoriales. *La deuxième phrase du présent IV n'est...*

...date.

V. – *Les pertes nettes de recettes résultant des I à IV, constatées pour l'État et pour les collectivités territoriales, sont compensées par la prochaine loi de finances.*

VI. – *(Sans modification)*

1° *(Sans modification)*

2° La...

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

la deuxième partie est complétée par un article L. 2321-3-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 2321-3-1. – Les dispositions de l'article L. 2321-3 s'appliquent au recouvrement du forfait de post-stationnement prévu à l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales, sous réserve des modalités prévues aux alinéas suivants.

« Le ministre chargé du budget peut désigner un comptable public spécialement chargé du recouvrement du forfait de post-stationnement, après information préalable de l'organe exécutif de la commune, de l'établissement public de coopération intercommunale ou du syndicat mixte qui l'a institué.

« Les deuxième et dernier alinéas du 1° de l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales ne s'appliquent pas lorsque le titre de recettes concerne un forfait de post-stationnement de véhicule sur voirie. La contestation du titre devant la juridiction compétente ne suspend pas la force exécutoire du titre.

« Pour l'application du premier alinéa du 1° de ce même article L. 1617-5, la délivrance de l'avis de paiement du montant du forfait de post-stationnement vaut émission du titre de recettes à l'encontre du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné. » ;

3° L'article L. 2323-3 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour le recouvrement du forfait de post-stationnement visé à l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales, la copie de l'avis de paiement vaut ampliation du titre de recettes.

« Les mentions prévues au deuxième alinéa du 4° de l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales sont remplacées par la désignation non nominative de l'agent ayant délivré l'avis de paiement et les coordonnées de la personne morale dont celui-ci relève. » ;

4° L'article L. 2323-5 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour le paiement du montant du forfait de post-stationnement dû en application de l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales, la lettre de relance mentionnée au 6° de l'article L. 1617-5 du même code informe le titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné de la possibilité qui lui est ouverte de se libérer du versement de la somme qui lui est demandée s'il établit, dans les trente jours suivant la notification de la lettre, l'existence d'un événement de force majeure lors de la délivrance de l'avis de paiement du montant du forfait de post-

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

...de la même deuxième partie...
...rédigé :

« Art. L. 2321-3-1. – L'article L. 2321-3 s'applique...

...prévues aux trois derniers alinéas du présent article.

(Alinéa sans modification)

« Les deux derniers alinéas...

...titre.

« Pour... du même 1°, le...

...concerné. » ;

3° (Sans modification)

4° (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

stationnement. La même information est donnée par l'huissier de justice en cas de mise en œuvre d'une phase comminatoire.

« La procédure d'opposition à tiers détenteur prévue au 7° du même article L. 1617-5 peut être mise en œuvre par le comptable public compétent chargé du recouvrement du forfait de post-stationnement dès lors que le montant dû est supérieur ou égal au montant du seuil prévu à l'article L. 1611-5 du même code, quelle que soit la qualité du tiers détenteur. »

VII et VIII (nouveaux). – (Supprimés)

IX (nouveau). – Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport analysant les moyens de promouvoir le recours à des procédés électroniques permettant d'attester la présence d'un véhicule *sur une zone de stationnement à un moment donné par les agents chargés de la collecte des forfaits de post-stationnement.*

Article 37

I. – Les transferts prévus aux deux derniers alinéas du A du I de l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales *visant respectivement les pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement, d'une part, et les pouvoirs de police de délivrance d'autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxis, d'autre part,* interviennent le premier jour du douzième mois qui suit la promulgation de la présente loi.

Toutefois, un maire peut s'opposer avant cette date au transfert des deux pouvoirs de police précités, ou de l'un d'eux. À cette fin, il notifie son opposition au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre avant le premier jour du huitième mois qui suit la promulgation de la présente loi. *Cependant, pour le transfert prévu à l'avant-dernier aliéna visant les pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement,* le transfert n'a pas lieu dans les communes dont le maire a notifié son opposition *pour les voiries qui ne font pas partie des voiries principales communautaires.*

Si un ou plusieurs maires des communes concernées se sont opposés au transfert d'un ou des deux pouvoirs de po-

5° (nouveau) *L'article L. 2323-14 est complété par les mots : « , sous réserve des dispositions spécifiques au forfait de post-stationnement mentionné à l'article L. 2333-87 du même code, prévues au troisième alinéa de l'article L. 2321-3-1 du présent code. ».*

VII et VIII. – (Suppression maintenue)

IX. – Le...
...de douze mois...
...permettant aux agents chargés de la délivrance des avis de paiement des forfaits de post-stationnement d'attester la présence d'un véhicule dans un espace de stationnement sur la voie publique à un moment donné.

Article 37

I. – Les...
...territoriales interviennent...

...loi.

Toutefois...

...du sixième mois qui suit la promulgation de la présente loi. Le transfert n'a pas lieu dans les communes dont le maire a notifié son opposition.

Si...

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

lice précités dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent I, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut renoncer à ce que le ou les pouvoirs de police en question lui soient transférés de plein droit. À cette fin, il notifie sa renonciation à chacun des maires des communes membres avant la date prévue au premier alinéa *du présent I*. Dans ce cas, le transfert au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre n'a pas lieu *ou prend fin à compter de sa notification, exception faite, pour les transferts de pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement, des voiries qui ne font pas partie des voiries principales communautaires.*

Les voiries principales communautaires sont déterminées par l'assemblée délibérante de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, dans les six mois qui suivent la publication de la présente loi. À la suite de l'adoption par l'établissement public de coopération intercommunale d'une modification de la liste des voiries principales communautaires, le transfert du pouvoir de police en matière de circulation et de stationnement intervient de facto six mois après cette délibération modificative.

II. – Le I est applicable à la Polynésie française.

« La convention prévue au quatrième alinéa du présent article détermine le nombre de fonctionnaires et d'agents non titulaires territoriaux transférés par les communes.

Article 41

Le chapitre unique du titre unique du livre I^{er} de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales est complété par un article L. 5111-7 ainsi rédigé :

« Art. L. 5111-7. – I. – Dans tous les cas où des agents changent d'employeur en application d'une réorganisation prévue à la présente partie, ceux-ci *bénéficient, à titre individuel, d'un maintien de rémunération si leur régime indemnitaire était plus favorable, ainsi que du maintien des avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Une indemnité de mobilité peut leur être versée par la collectivité ou l'établissement d'accueil, selon les modalités et dans les limites définies par décret en Conseil d'État.*

« II. – Si des agents changent d'employeur par l'effet de la création d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou d'une fusion d'établissements publics à fiscalité propre et si l'effectif de l'établissement d'accueil est d'au moins cinquante agents,

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

...alinéa. Dans ce...

lieu.

Alinéa supprimé

II. – *(Sans modification)*

Article 41

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 5111-7. – I. – Dans...

...ceux-ci *conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages...*

...Conseil d'État.

« II. – *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

l'employeur engage une négociation sur l'action sociale au sein du comité technique. Il en est de même si le changement d'employeur résulte de la création d'un service unifié prévu à l'article L. 5111-1-1, d'un service mentionné au II de l'article L. 5211-4-1 ou d'un service commun prévu à l'article L. 5211-4-2 et si ce service compte au moins cinquante agents. Dans ce cas, la négociation se fait lors de la première constitution d'un service unifié ou d'un service commun entre les mêmes partenaires. »

Article 42

I. – Le I de l'article L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Le 1° est ainsi modifié :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« II (nouveau). – A. – *Le chapitre VI de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est ainsi modifié :*

1° *L'intitulé est ainsi rédigé :*

« *Évaluation – Avancement – Reclassement* » ;

« 2° *L'intitulé de la section I du même chapitre est ainsi rédigé : « Évaluation » ;*

« 3° *L'article 76 est ainsi rédigé :*

« *Art. 76. – L'appréciation, par l'autorité territoriale, de la valeur professionnelle des fonctionnaires se fonde sur un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct qui donne lieu à l'établissement d'un compte rendu.*

« *Les commissions administratives paritaires ont connaissance de ce compte rendu ; à la demande de l'intéressé, elles peuvent demander sa révision.*

« *Un décret en conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article .* » ;

« 4° *Au premier alinéa de l'article 76-1 de la même loi, les mots : « et 2012 » sont remplacés par les mots : « 2012, 2013 et 2014 ».*

« E. – *Les 1° à 3° du A entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2015. L'article 76-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est abrogé à cette même date.*

Article 42

I. – *(Alinéa sans modification)*

1° *(Sans modification)*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

a) (Supprimé)

b) Sont ajoutés des e et f ainsi rédigés :

« *e*) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

« *f*) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche ; »

2° (Supprimé)

2° bis Le *2°* est ainsi modifié :

a) Au *a*, les mots : « création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire » sont remplacés par les mots : « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme » ;

b) Le *b* est ainsi rédigé :

« *b*) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs et aires de stationnement, plan de déplacements urbains ; »

c) Le *c* est abrogé ;

3° Au *b* du *3°*, les mots : « d'intérêt communautaire », trois fois, et les mots : « par des opérations d'intérêt communautaire » sont supprimés ;

3° bis Le *5°* est complété par des *e* à *h* ainsi rédigés :

« *e*) Organisation de la transition énergétique ;

« *f*) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

« *g*) (*nouveau*) Concessions de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

« *h*) (*nouveau*) Création et entretien des infrastructures de charge de véhicules électriques ; »

4° À la fin du *c* du *3°*, les mots : « , lorsqu'elles sont d'intérêt communautaire » sont supprimés ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

2° (Supprimé)

2° bis (Alinéa sans modification)

a) Au...

urbanisme », et, à la fin, la seconde occurrence des mots : « d'intérêt communautaire » est supprimée ;

b) (Sans modification)

c) (Sans modification)

3° (Sans modification)

3° bis (Alinéa sans modification)

« *e*) Contribution à la transition transition énergétique ;

« *f*) (*Sans modification*)

« *g*) (*Sans modification*)

« *h*) (*Sans modification*)

4° (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

5° (*Supprimé*)

6° Avant le dernier alinéa, il est inséré un 7° ainsi rédigé :

« 7° Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage. »

II. – Le même article L. 5215-20 est complété par un V ainsi rédigé :

« V. – Le conseil de la communauté urbaine est consulté lors de l'élaboration, de la révision et de la modification des schémas et documents de planification en matière d'aménagement, de développement économique et d'innovation, d'enseignement supérieur et de recherche, de transports et d'environnement, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État et qui relèvent de la compétence de l'État, d'une collectivité territoriale ou de leurs établissements publics, lorsque ces schémas et documents ont une incidence ou un impact sur le territoire de la communauté urbaine.

« Le conseil de la communauté urbaine est consulté par le conseil régional lors de l'élaboration du contrat de plan conclu entre l'État et la région en application du chapitre III du titre Ier de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification, afin de tenir compte des spécificités de son territoire. »

III. – Le I de l'article L. 5215-20-1 du même code est ainsi modifié :

1° **Supprimé**

1° *bis* Au 1°, les mots « , intéressant la communauté » sont supprimés ;

1° *ter* Au début du 2°, les mots : « Création et réalisation de zones d'aménagement concerté » sont remplacés par les mots : « Définition, création et réalisations d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme » ;

1° *quater* Le 2° est complété par les mots : « ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » ;

1° *quinquies* Le 4° est complété par les mots : « ; programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche » ;

1° *sexies A (nouveau)* Au début du 6°, les mots : « Transports urbains de voyageurs » sont remplacés par les mots : « Organisation de la mobilité, au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L.1231-16 du

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

5° (*Supprimé*)

6° (*Sans modification*)

II. – (*Sans modification*)

III. – (*Alinéa sans modification*)

1° **Supprimé**

1° *bis* (*Sans modification*)

1° *ter* (*Sans modification*)

1° *quater* (*Sans modification*)

1° *quinquies* (*Sans modification*)

1° *sexies A* (*Sans modification*)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

code des transports » ;

1° *sexies* Le 8° est complété par les mots : « ; création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains » ;

1° *septies (nouveau)* Le 11° est complété par les mots : « , création et entretien des infrastructures de charge de véhicules électriques » ;

2° Au 12°, après le mot : « parcs », sont insérés les mots : « et aires » ;

3° Avant le dernier alinéa, sont insérés des 13° à 17° ainsi rédigés :

« 13° Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

« 14° Transition énergétique ;

« 15° **Supprimé**

« 16° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

« 17° *(nouveau)* Création et entretien des infrastructures de charge de véhicules électriques. »

IV. – Le même article L. 5215-20-1 est complété par un IV ainsi rédigé :

« IV. – Le conseil de la communauté urbaine est consulté lors de l'élaboration, de la révision et de la modification des schémas et documents de planification en matière d'aménagement, de développement économique et d'innovation, d'enseignement supérieur et de recherche, de transports et d'environnement, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État et qui relèvent de la compétence de l'État, d'une collectivité territoriale ou de leurs établissements publics, lorsque ces schémas et documents ont une incidence ou un impact sur le territoire de la communauté urbaine.

« Le conseil de la communauté urbaine est consulté par le conseil régional lors de l'élaboration du contrat de plan conclu entre l'État et la région en application du chapitre III du titre Ier de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification, afin de tenir compte des spécificités de son territoire. »

IV *bis (nouveau)*. – Au premier alinéa du III du même article L. 5215-20-1, les mots : « , sous réserve qu'elles remplissent les conditions fixées au premier alinéa de l'article L. 5215-1 » sont supprimés.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

1° *sexies (Sans modification)*

1° *septies (Sans modification)*

2° *(Sans modification)*

3° *(Alinéa sans modification)*

« 13° *(Sans modification)*

« 14° *Contribution à la transition énergétique ;*

« 15° **Suppression maintenue**

« 16° *(Sans modification)*

« 17° *(Sans modification)*

IV. – *(Sans modification)*

IV *bis*. – À la fin du premier...

...supprimés.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

V (nouveau). – L'article L. 5215-22 du même code est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa du I, après la référence : « L. 5215-20 », sont insérés les mots : « , à l'exception de la compétence d'autorité concédante de la distribution publique d'électricité prévue au g du 5°, » ;

2° Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'exercice de la compétence d'autorité concédante de la distribution publique d'électricité prévue au g du 5° du I de l'article L. 5215-20, la communauté urbaine est substituée au sein du syndicat aux communes qui la composent. Cette disposition ne modifie pas les attributions du syndicat de communes, qui devient syndicat mixte au sens de l'article L. 5711-1, ou du syndicat mixte intéressé. Elle ne modifie pas non plus le périmètre dans lequel ce syndicat exerce ses compétences. La communauté urbaine dispose d'un nombre de suffrages équivalent à celui des communes qui la composent. Les statuts des syndicats mixtes existant à la date de promulgation de la loi n° du de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles devront être mis en conformité avec cette disposition dans un délai de six mois à compter de la publication de la même loi. » ;

3° À la seconde phrase du II, les mots : « au second alinéa » sont remplacés par les mots : « aux deuxième et dernier alinéas ».

VI (nouveau). – L'article L. 2224-13 du même code est ainsi modifié :

1° Au début du premier alinéa, après les mots : « Les communes », sont insérés les mots : « , la métropole de Lyon » ;

2° Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

V. – (Alinéa sans modification)

1° La première phrase du premier alinéa du I est complétée par les mots : « à l'exception des compétences dont l'exercice est organisé par le dernier alinéa du présent I. » ;

2° Le même I est... ..rédigé :

« Pour...

...compétences. Le nombre de sièges dont disposent les délégués de la communauté urbaine au sein du comité du syndicat est proportionnel à la part relative de la population des communes auxquelles la communauté urbaine est substituée au titre de l'exercice de cette compétence, sans pouvoir excéder la moitié du nombre total de sièges. Les statuts des syndicats concernés existant...

...métropoles doivent être mis en conformité avec le précédent alinéa dans un délai de six mois à compter de la publication de la même loi. » ;

3° À... .. II, la référence « au second alinéa » est remplacée par les références : « aux deux derniers alinéas ».

V bis (nouveau). – L'article L. 5216-1 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« À titre expérimental et pendant une durée maximale de trois ans à compter de la promulgation de la loi n° du de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, l'État peut autoriser la constitution d'une communauté d'agglomération, au sens du premier alinéa, lorsque celle-ci forme un ensemble d'au moins 25 000 habitants autour d'une commune centre de plus de 15 000 habitants et que la majorité des communes membres, dont la commune centre, sont des communes littorales au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement. ».

VI. – (Alinéa sans modification)

1° Au premier alinéa, après le mot : « communes »... ..Lyon »

2° Supprimé

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

ainsi rédigé :

« Les communes, la métropole de Lyon, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes compétents en matière de traitement des déchets des ménages et assimilés peuvent transférer à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte le traitement des mâchefers issus des déchets ménagers et assimilés ainsi que les opérations de transport qui s'y rapportent. »

VII (nouveau). – L'article L. 5214-16 du même code est ainsi modifié :

« 1° Au premier alinéa du II, le mot : « un » est remplacé par le mot : « trois » ;

« 2° Le début du premier alinéa du IV est ainsi rédigé : « Lorsque l'exercice des compétences mentionnées aux I et II est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé à la majorité des deux tiers du conseil de la ... (le reste sans changement). »

.....

**CHAPITRE VII
Pôles métropolitains**

.....

Chapitre VII
Division et intitulé supprimés

**CHAPITRE VII
Pôles métropolitains**

.....

**CHAPITRE VIII
Fonds européens**

.....

**CHAPITRE VIII
Fonds européens**

Article 45 *quater*

Article 45 *quater*

I. – Dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État, pour la période 2014-2020 :

I. – (Alinéa sans modification)

1° L'État confie aux régions ou, le cas échéant, pour des programmes opérationnels interrégionaux, à des groupements d'intérêt public mis en place par plusieurs régions, à leur demande, tout ou partie de la gestion des programmes européens soit en qualité d'autorité de gestion, soit par délégation de gestion.

1° (Alinéa sans modification)

Dans les régions d'outre-mer, la qualité d'autorité de

Pour les... .. d'outre-mer qui décident de renoncer à

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural peut être confiée aux départements lorsqu'ils apportent leur soutien au développement agricole et rural du territoire ;

2° L'autorité de gestion confiée par délégation de gestion aux départements, aux collectivités et aux organismes chargés du pilotage de plans locaux pour l'insertion et l'emploi qui en font la demande tout ou partie des actions relevant du Fonds social européen.

II. – Après l'article L. 1511-1-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 1511-1-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 1511-1-2. – Les collectivités territoriales, lorsqu'elles assurent la fonction d'autorité de gestion des programmes européens ou la fonction d'autorité nationale dans le cadre des programmes de coopération territoriale, supportent la charge des corrections et sanctions financières mises à la charge de l'État par une décision de la Commission européenne, de la Cour des comptes européenne, par un jugement du tribunal de première instance de l'Union européenne ou par un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, pour les programmes en cause, sans préjudice des mesures qu'elles peuvent ou, le cas échéant, doivent mettre en œuvre en application du deuxième alinéa de l'article L. 1511-1-1 à l'encontre des personnes dont les actes sont à l'origine de la procédure considérée. Les charges correspondantes constituent des dépenses obligatoires au sens de l'article L. 1612-15.

« La collectivité concernée est informée par l'État, dans un délai d'un mois, de l'ouverture d'une procédure à l'encontre de l'État par la Commission européenne en application des règlements relatifs aux fonds européens ou de l'action entreprise devant la juridiction européenne compétente. Le cas échéant, la collectivité présente ses observations pour permettre à l'État de répondre.

« III. – Pour le Fonds européen agricole pour le développement rural, un décret en Conseil d'État précise en tant que de besoin les orientations stratégiques et méthodologiques pour la mise en œuvre des programmes. Il définit celles des dispositions qui doivent être identiques dans toutes les régions. Il prévoit les montants minimaux du Fonds européen agricole pour le développement rural par région à consacrer à certaines mesures. Il précise les cas dans lesquels l'instruction des dossiers pourrait être assurée par les services déconcentrés de l'État.

« Dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État, un comité national État-régions est créé pour veiller à l'harmonisation des actions mentionnées au présent article. Il précise la composition et le fonctionnement du comité État-région créé dans chaque région pour la programmation des

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

la qualité...
...rural, celle-ci peut...

...territoire ;

2° L'autorité...
...départements, ou aux collectivités et organismes chargés du pilotage de plans locaux pour l'insertion par l'emploi qui...

... européen.

II. – (Sans modification)

III. – (Sans modification)

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

actions dans la région. »

IV (*nouveau*). – Après le 12° de l'article L. 4221-5 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un 13° ainsi rédigé :

« 13° De procéder, après avis du comité régional de programmation, à l'attribution et à la mise en œuvre des subventions liées à la gestion des fonds européens *pour lesquels le conseil régional a l'autorité de gestion.* »

V (*nouveau*). – À chaque début de programmation, un budget annexe peut être créé pour les programmes européens dont la région est autorité de gestion.

CHAPITRE IX

Les pôles ruraux d'équilibre et de solidarité territoriale

Article 45 quinquies

I. – Le livre VII de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales est complété par un titre IV ainsi rédigé :

« TITRE IV

« LE PÔLE RURAL D'ÉQUILIBRE ET DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

« Art. L. 5741-1. – I. – Le pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale est un établissement public constitué par accord entre plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre situés sur un périmètre d'un seul tenant et sans enclave correspondant à un bassin de vie et, éventuellement, le ou les départements dans lesquels ce périmètre est situé. Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ne peut appartenir à plus d'un pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale.

« La création du pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale est décidée par délibérations concordantes des

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

IV. – (*Alinéa sans modification*)

« 13° De...

... européens dont la région est l'autorité... ..gestion. »

V. – (*Sans modification*)

VI (*nouveau*). – Dans le cas où l'instruction des dossiers de demandes d'aides du Fonds européen agricole pour le développement rural est assurée par les services déconcentrés de l'État, le responsable de l'autorité de gestion peut déléguer sa signature au chef du service déconcentré chargé de cette instruction et aux agents qui lui sont directement rattachés, pour prendre en son nom les décisions relatives à l'attribution et au retrait de ces aides.

CHAPITRE IX

Les pôles territoriaux d'équilibre

Article 45 quinquies

I. – (*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

« PÔLE TERRITORIAL D'ÉQUILIBRE

CHAPITRE UNIQUE

« Art. L. 5741-1. – I. – Le pôle territorial d'équilibre est...

...propre, au sein d'un périmètre d'un seul tenant et sans enclave. Un établissement...

...d'un pôle territorial d'équilibre.

« La création du pôle territorial d'équilibre est

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre *et du ou des départements concernés*. Elle est approuvée par arrêté du représentant de l'État dans le département où le projet de statuts du pôle fixe son siège.

« II. – Dans les douze mois suivant sa mise en place, le pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale élabore un projet de territoire pour le compte et en partenariat avec les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et les départements qui le composent.

« Le projet de territoire a pour objet de définir les conditions du développement économique, écologique, culturel et social du périmètre du pôle. Ce projet peut porter sur toute question d'intérêt territorial.

« Il se décline au travers d'actions en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace et de transition écologique qui sont conduites par le pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale ou par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et les départements qui le composent.

« Il est soumis pour avis au conseil de développement et approuvé par les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et des départements membres du pôle.

« Il est révisé, dans les mêmes conditions, dans les douze mois suivant le renouvellement général des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.

« III. – Le pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale peut élaborer, réviser et modifier le schéma de cohérence territoriale correspondant au périmètre constitué par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui le composent. Dans ce cas, seuls les établissements publics de coopération intercommunale prennent part aux délibérations concernant le schéma.

« IV. – Lorsque le pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale est constitué uniquement d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, il est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes définis à l'article L. 5711-1, sous réserve du présent article

« Lorsqu'un ou plusieurs départements en sont membres, le pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes définis à l'article L. 5721-1, sous réserve du présent article.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

...propre. Elle...

...siège.

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

« II. – Le pôle territorial d'équilibre est soumis...

mixtes prévus à l'article L. 5711-1...
...article.

« Les modalités de répartition des sièges de son conseil syndical entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui le composent tiennent compte du poids démographique de chacun des membres. Chaque établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dispose d'au moins un siège et aucun d'entre eux ne peut disposer de plus

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« Chaque établissement public de coopération intercommunale et chaque département disposent d'au moins un siège au sein de son comité syndical. Un établissement public de coopération intercommunale ou un département ne peuvent disposer de plus de la moitié des sièges.

« Les statuts du pôle prévoient la constitution d'un conseil de développement composé de représentants des activités économiques, sociales, culturelles, associatives et environnementales sur son territoire, qui est consulté sur les projets de documents et schémas d'orientation soumis au comité syndical et associé à l'élaboration du projet de territoire.

« Une conférence des maires est instituée sur le territoire des pôles ruraux d'équilibre et de solidarité territoriale. Cette conférence est composée des maires des communes situées sur le périmètre du pôle ou de leur représentant. La conférence est consultée lors de l'élaboration et de la modification du projet de territoire. Elle se réunit au moins une fois par an.

« V. – Pour la mise en œuvre du projet de territoire, le pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale, d'une part, et les établissements publics de coopération intercommunale et les départements qui le composent, d'autre part, peuvent conclure une convention prévoyant les missions déléguées par les établissements publics de coopération intercommunale et les départements au pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale pour être exercées en son nom, la durée, l'étendue et les conditions financières de la délégation ainsi que les conditions dans lesquelles les services des établissements publics de coopération intercommunale et des départements sont mis à la disposition du pôle rural

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

de la moitié des sièges.

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

« III. – Une conférence des maires réunit les maires des communes situées dans le périmètre du pôle territorial d'équilibre. Chaque maire peut se faire suppléer par un conseiller municipal désigné à cet effet.

« La conférence est notamment consultée lors de l'élaboration, la modification et la révision du projet de territoire. Elle se réunit au moins une fois par an.

« IV. – Un conseil de développement territorial réunit les représentants des acteurs économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs du pôle territorial d'équilibre.

« Il est consulté sur les principales orientations du comité syndical du pôle et peut donner son avis ou être consulté sur toute question d'intérêt territorial. Le rapport annuel d'activité établi par le conseil de développement fait l'objet d'un débat devant le conseil syndical du pôle territorial d'équilibre.

« Les modalités de fonctionnement du conseil de développement sont déterminées par les statuts du pôle territorial d'équilibre.

Alinéa supprimé

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

d'équilibre et de solidarité territoriale.

« VI. – Le pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale et les établissements publics de coopération intercommunale ou les départements qui le composent peuvent se doter de services unifiés dans les conditions prévues à l'article L. 5111-1-1.

« VII. – Lorsqu'un syndicat mixte répond aux conditions fixées au I, ce syndicat peut se transformer en pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale. Cette transformation est décidée sur proposition du comité syndical, par délibérations concordantes du comité syndical et de la totalité des établissements publics de coopération intercommunale et des départements qui le composent. Le comité syndical et les organes délibérants se prononcent dans un délai de trois mois à compter de la notification à leur président de la délibération proposant la transformation. À défaut de délibération dans ce délai, leur décision est réputée favorable.

« L'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat transformé sont transférés au pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale, qui est substitué de plein droit au syndicat dans toutes les délibérations et tous les actes de ce dernier à la date de l'arrêté de transformation. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale. La substitution de personne morale aux contrats conclus par le syndicat n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. L'ensemble des personnels du syndicat mixte est réputé relever du pôle rural d'équilibre et de solidarité territoriale, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

« Art. L. 5741-1-1. — Supprimé

« Art. L. 5741-2. – I. – Dans les douze mois suivant sa mise en place, le pôle territorial d'équilibre élabore un projet de territoire pour le compte et en partenariat avec les établissements publics de coopération intercommunale qui le composent.

« Sur décision du comité syndical du pôle, les conseils généraux et les conseils régionaux intéressés peuvent être associés à l'élaboration du projet de territoire.

« Le projet de territoire définit les conditions du développement économique, écologique, culturel et social dans le périmètre du pôle territorial d'équilibre. Il précise les actions en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace et de promotion de la transition écologique qui sont conduites par les établissements publics de coopération intercommunale ou, en leur nom et pour leur compte, par le pôle territorial d'équilibre. Il doit être compatible avec les schémas de cohérence territoriale

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

applicable dans le périmètre du pôle. Il peut comporter des dispositions relatives à toute autre question d'intérêt territorial.

« Lorsque le périmètre du pôle territorial d'équilibre recouvre celui d'un parc naturel régional, le projet de territoire doit être compatible avec la charte du parc. Une convention conclue entre le pôle et le syndicat mixte chargé de l'aménagement et de la gestion du parc naturel régional détermine les conditions de coordination de l'exercice de leurs compétences sur leur périmètre commun.

« Le projet de territoire est soumis pour avis à la conférence des maires et au conseil de développement territorial et approuvé par les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui composent le pôle territorial d'équilibre et, le cas échéant, par les conseils généraux et les conseils régionaux ayant été associés à son élaboration.

« Sa mise en œuvre fait l'objet d'un rapport annuel adressé à la conférence des maires, au conseil de développement territorial, aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre membres du pôle et aux conseils généraux et conseils régionaux ayant été associés à son élaboration.

« Il est révisé, dans les mêmes conditions, dans les douze mois suivant le renouvellement général des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui le composent.

« II. – Pour la mise en œuvre du projet de territoire, le pôle territorial d'équilibre, d'une part, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui le composent et, le cas échéant, les conseil généraux et les conseils régionaux ayant été associés à son élaboration, d'autre part, concluent une convention territoriale déterminant les missions déléguées au pôle territorial d'équilibre par les établissements publics de coopération intercommunale et par les conseils généraux et les conseils régionaux pour être exercées en leur nom.

« La convention fixe la durée, l'étendue et les conditions financières de la délégation ainsi que les conditions dans lesquelles les services des établissements publics de coopération intercommunale, des conseils généraux et conseils régionaux sont mis à la disposition du pôle territorial d'équilibre.

« III. – Le pôle territorial d'équilibre et les établissements publics qui le composent peuvent se doter de services unifiés dans les conditions prévues à l'article L. 5111-1-1 du présent code. Le pôle territorial d'équilibre présente, dans le cadre de son rapport annuel sur l'exécution du projet de territoire, un volet portant sur l'intégration

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

« VIII. – **Supprimé**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

fonctionnelle et les perspectives de mutualisation entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui le composent.

« Art. L. 5741-3 (nouveau). – I. – *Lorsque le périmètre du pôle territorial d'équilibre correspond à celui d'un schéma de cohérence territoriale, le pôle peut se voir confier, par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui le composent, l'élaboration, la révision et la modification de ce schéma.*

« *Lorsque le périmètre du pôle territorial d'équilibre recouvre partiellement un ou plusieurs schémas de cohérence territoriale, le pôle peut assurer, à la demande des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui le composent et pour son seul périmètre, la coordination des schémas de cohérence territoriale concernés.*

« II. – *Le pôle territorial d'équilibre peut constituer le cadre de contractualisation infra-régionale et infra-départementale des politiques de développement, d'aménagement et de solidarité entre les territoires.*

« Art. L. 5741-4 (nouveau). – I. – *Lorsqu'un syndicat mixte composé exclusivement d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre répond aux conditions fixées au I de l'article L. 5741-1, il peut se transformer en pôle d'équilibre territorial d'équilibre.*

« *Cette transformation est décidée, sur proposition du comité syndical, par délibérations concordantes des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre membres du syndicat. Le comité syndical et les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre se prononcent dans un délai de trois mois à compter de la notification à leur président de la délibération proposant la transformation. A défaut de délibération dans ce délai, leur décision est réputée favorable.*

« *L'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat transformé sont transférés au pôle d'équilibre territorial qui lui est substitué de plein droit au syndicat dans toutes les délibérations et tous les actes de ce dernier à la date de l'arrêté de transformation. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale. La substitution de personne morale aux contrats conclus par le syndicat n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. L'ensemble des personnels du syndicat mixte est réputé relever du pôle territorial d'équilibre, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.*

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

« Art. L. 5741-5. – Le conseil syndical du pôle territorial d'équilibre peut proposer aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui le composent de fusionner dans les conditions prévues à l'article L. 5211-41-3.

« II – Les syndicats mixtes constitués exclusivement d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant été reconnus comme pays avant l'entrée en vigueur de l'article 51 de la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales sont transformés en pôles territoriaux d'équilibre par arrêté du représentant de l'État dans le département où est situé le siège du syndicat mixte.

« Dans le délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le représentant de l'État dans le département informe les organes délibérants du syndicat mixte et de ses membres du projet de transformation.

« Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre membres peuvent s'opposer à la transformation, dans un délai de trois mois à compter de la notification par le représentant de l'État dans le département du projet de transformation, par délibérations concordantes des organes délibérants des deux tiers au moins des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre représentant plus de la moitié de la population totale de ceux-ci, ou des organes délibérants de la moitié au moins des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre représentant les deux tiers de la population totale. À défaut de délibération prise dans les trois mois de l'information par le représentant de l'État dans le département, leur décision est réputée favorable à la transformation.

« À défaut d'opposition, la transformation est décidée à l'issue du délai de trois mois, par arrêté du représentant de l'État dans le département où est situé le siège du syndicat mixte.

« L'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat mixte sont transférés au pôle territorial d'équilibre, qui est substitué de plein droit au syndicat dans toutes les délibérations et tous les actes de ce dernier à la date de l'arrêté de transformation. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale. La substitution de personne morale aux contrats conclus par le syndicat n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. L'ensemble des personnels du syndicat mixte est réputé relever du pôle territorial d'équilibre, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en deuxième lecture**

II (nouveau). – Au deuxième alinéa de l'article L. 5111-1 du même code, après les mots : « pôles métropolitains, », sont insérés les mots : « les pôles ruraux d'équilibre et de solidarité territoriale, ».

« En cas d'opposition, les contrats conclus par les pays avant l'abrogation de l'article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 précitée sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance.

« II bis (nouveau). – Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre membres d'associations ou de groupements d'intérêt public reconnus comme pays en application de l'article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 précitée, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 précitée, peuvent, par délibérations concordantes, constituer un pôle territorial d'équilibre.

« IV. – Au...
...pôles territoriaux
d'équilibre, ».

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX AGENTS ET AUX
COMPENSATIONS FINANCIÈRES

CHAPITRE I^{ER}

DISPOSITIONS RELATIVES AU TRANSFERT ET À LA MISE À DIS-
POSITION DES AGENTS DE L'ÉTAT

.....

CHAPITRE II

LA COMPENSATION DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES

.....

TITRE IV

DÉVELOPPEMENT, ENCADREMENT ET TRANSPA-
RENCE DES MODES DE FINANCEMENT DES INVES-
TISSEMENTS DES ACTEURS PUBLICS LOCAUX

.....

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX AGENTS ET AUX
COMPENSATIONS FINANCIÈRES

CHAPITRE I^{ER}

DISPOSITIONS RELATIVES AU TRANSFERT ET À LA MISE À DIS-
POSITION DES AGENTS DE L'ÉTAT

.....

CHAPITRE II

LA COMPENSATION DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES

.....

TITRE IV

DÉVELOPPEMENT, ENCADREMENT ET TRANSPA-
RENCE DES MODES DE FINANCEMENT DES INVES-
TISSEMENTS DES ACTEURS PUBLICS LOCAUX

.....